

Le journal d'un prisonnier

Nicolas Sarkozy



fayard

LE JOURNAL D'UN PRISONNIER

DU MÊME AUTEUR

- Georges Mandel, le moine de la politique*, Grasset, 1994.
Au bout de la passion, l'équilibre. Entretiens avec Michel Denisot, Albin Michel, 1995.
Libre, Robert Laffont, 2001 ; Pocket, 2003.
La République, les religions, l'espérance. Entretiens avec Thibaud Collin et Philippe Verdin, Cerf, 2004 ; Pocket, 2005.
Témoignage, XO, 2006 ; Pocket, 2008.
Ensemble, XO, 2007.
La France pour la vie, Plon, 2016.
Tout pour la France, Plon, 2016.
Passions, L'Observatoire, 2019 ; J'ai lu, 2020.
Le Temps des Tempêtes, L'Observatoire, 2020 ; J'ai lu, 2021.
Promenades, Herscher, 2021.
Le Temps des Combats, Fayard, 2023.

Nicolas Sarkozy

Le journal
d'un prisonnier

Fayard

Couverture : Nord Compo
Photographie de couverture : © Sébastien Valente

ISBN : 978-2-213-73469-9
Dépôt légal : décembre 2025

© Librairie Arthème Fayard, 2025

Avertissement

À vous qui me ferez le plaisir de lire cet ouvrage, je veux préciser qu'il ne s'agit pas d'un roman. Tous les faits qui y sont relatés correspondent à la réalité de ce que j'ai vécu durant ces dix années d'instruction, quatorze semaines au tribunal correctionnel de Paris et trois semaines à la prison de la Santé. Par souci du respect de la vérité et de la crédibilité de mon propos, j'ai choisi de ne modifier aucun des noms des protagonistes de ce récit.

Chacun pourra donc s'y reconnaître et ainsi assumer sa juste part de responsabilité dans ce qui restera, à n'en pas douter, une douloureuse épreuve judiciaire.

Je me suis levé très tôt ce mardi 21 octobre 2025. C'était le jour de mon incarcération. Jamais je n'aurais imaginé franchir les murs d'une prison. Ce n'était même pas envisageable. Je ne suis pas un homme violent, ni un agresseur. J'ai toujours payé mes impôts de façon scrupuleuse. Je n'ai jamais conçu ni envisagé quelque montage que ce soit. J'ai été durant vingt années le maire d'une grande ville, Neuilly-sur-Seine, sans que jamais un appel d'offres ou une procédure quelconque ait fait l'objet de la moindre remarque ou du plus petit incident. Que pouvait-il bien m'arriver ? À moins de faire preuve d'une imagination débridée ou de nourrir une paranoïa caricaturale, rien. C'étaient bien ma conviction et mon état d'esprit. La suite démontrera l'étendue de mon erreur.

Et pourtant, en ce matin ensoleillé, alors que je traversais Paris vers la prison de la Santé, je

devais bien convenir que l'impensable était arrivé ! Qu'est-ce qui avait bien pu me faire tomber du mauvais côté de l'histoire ? Qu'avais-je fait pour mériter un tel traitement ? Quels crimes avais-je bien pu commettre ? Je dois reconnaître aujourd'hui la profondeur de ma naïveté. Jamais je n'aurais envisagé qu'avoir été porté au sommet de l'État pouvait constituer une telle menace pour ma famille et pour moi-même. J'étais littéralement stupéfait par l'enchaînement comme par l'emballement des faits que j'étais en train de vivre.

J'avais été durant cinq ans président de la République française. Un honneur immense, une chance exceptionnelle et aussi un délit grave aux yeux de tous ceux qui détestent le pouvoir politique, surtout s'il est de droite. Et de droite, je l'ai toujours été, sans regret et surtout sans complexe, ce qui constitue à n'en point douter une circonstance aggravante. On ne prête à autrui que les sentiments que l'on éprouve pour soi-même. Ce fut sans doute une erreur de ma part de ne pas l'avoir compris à temps. Je suis un bagarreur. Je ne peux le cacher. Je ne garde rien, ou pas grand-chose, par-devers moi. Cela peut souvent me conduire à surréagir, à mener des combats inutiles, parfois même à blesser inutilement mes interlocuteurs. Dans le même temps mais à l'in-

verse, cela expurge de mon esprit les mauvais sentiments. Ainsi, je suis incapable d'éprouver une haine durable à l'endroit de quiconque. Je ne garde rancune à personne. Mes amis m'ont souvent reproché de pardonner trop vite ou d'oublier trop facilement les offenses et les trahisons. J'ai compris que la haine est un sentiment dangereux qui se nourrit de lui-même, qui se renforce jour après jour jusqu'à devenir inextinguible si l'on ne se l'interdit pas. Plus on hait, plus on a envie de haïr. C'est un enchaînement sans fin. Ces sentiments m'étant étrangers, je n'imaginais pas que les autres pouvaient les exprimer à l'endroit de ma personne. C'est peu dire que j'étais à cent lieues de penser que j'avais pu susciter de telles passions aussi démesurées que disproportionnées. J'ai donc été particulièrement imprévoyant. Je l'ai payé au prix le plus fort, celui de la prison. L'impensable était devenu réalité.

J'avais ces pensées en tête en me réveillant ce matin du 21 octobre. Les premiers mots de Carla à son réveil furent : « Quel cauchemar ! Qu'avons-

nous fait pour subir toute cette horreur ? » Elle avait passé une bien mauvaise nuit. J'essayais de la tranquilliser par quelques phrases dont j'étais conscient de l'accablante banalité. « Tu verras, cela va passer vite. » Le ton de ma voix devait trahir le peu de conviction que je ressentais à ce moment précis. Je tentais tant bien que mal de sauver la face. De mon côté, je n'avais pas trop mal dormi, même si pour moi aussi la réalité venait de se rappeler à mon bon souvenir. J'avais demandé à nos enfants de nous rejoindre pour le dernier petit déjeuner de liberté en commun. Ce fut un moment de famille heureux malgré les circonstances. Ils étaient tous graves, tristes, révoltés mais je leur étais profondément reconnaissant d'essayer de donner le change. Mes trois petits-enfants partageaient nos émotions sans en comprendre le détail compte tenu de leur jeune âge. Je voulais que cette tragédie que nous étions en train de vivre serve à nous souder et que chacun puisse en retirer de la force ou, au minimum, des raisons d'apprendre, de retenir, de progresser.

Je pris la parole pour les rassurer et leur partager mon état d'esprit. Je m'efforçais de banaliser l'idée de la prison pour que les fantasmes habituels lorsque l'on parle de l'enfermement ne viennent ajouter davantage d'inquiétude et de stress à une

situation qui en comportait déjà bien assez. La réalité était monstrueuse. Il me fallait mentir le mieux possible pour les apaiser. J'essayais de me montrer gai et détendu, du moins autant qu'il m'était possible de l'être. Une nouvelle fois, je constatais que la monstration était plus efficace que toutes les démonstrations. « Faites ce que je fais » est tellement plus pertinent que « faites ce que je dis ». Louis demeurait silencieux pour masquer sa colère contre cette injustice. Je voyais qu'il refrénait à grand-peine sa force et son tempérament. J'étais fier de son courage. Jean se préoccupait de sa sœur, assumant son rôle de grand frère à la perfection avec la profondeur et l'intelligence qui le caractérisent. Pierre apportait sa décontraction et sa bonté naturelle. Il était une lumière pour chacun de nous. Et Giulia, du haut de ses tout juste 14 ans, faisait tout ce qui lui était possible pour faire face à la situation, exigeant même, malgré une forte fièvre qui l'avait saisie durant la nuit, d'aller avec ses frères à la rencontre des soutiens rassemblés autour de la maison. Elle était malade et tenait à peine debout. Elle dit à sa mère : « Je veux être aux côtés de papa, il serait trop déçu si je lui manquais, je ne peux pas lui faire cela. » Notre souhait de la protéger s'inclina devant sa juvénile volonté. Aurélien, mon beau-

fil, était là aussi, concentré, réservé, brillant et plein d'émotion. Le clan était au complet.

Les voir tous si unis, tellement remplis d'amour, et si préoccupés de bien faire, m'aurait fait monter les larmes aux yeux si j'avais eu le droit de me laisser aller. Carla était merveilleuse comme à l'accoutumée. Aussi forte qu'intelligente. Mais je sentais à quel point sa souffrance physique était profonde à la perspective de notre séparation. En dix-huit années de mariage, nous n'avions jamais été éloignés l'un de l'autre plus de deux ou trois jours. Nous ne savions pas combien de temps cette séparation imposée allait durer. Quelques semaines ? Quelques mois ? Personne, pas même mes avocats, ne pouvait ou ne souhaitait s'avancer à ce sujet. L'incertitude était sans doute la pire, elle créait un sentiment de vertige. Nous ne pouvions nous faire une raison, nous préparer ou tout simplement anticiper. Ne plus voir Carla au quotidien m'était aussi insupportable mais je m'interdisais de trop y penser. Si je défaillais, toute la solidité de l'édifice familial risquait de s'effondrer. Et je pouvais défaillir.

Je me sentais comme le pilier de ma famille. Chacun de nous devait se hisser vers le haut, essayer d'apprendre de cette épreuve qui renfor-

çait nos liens. Nous n'avions pas d'autre choix. Il n'y avait pas d'alternative. J'étais si fier de cette famille recomposée, unie par l'amour et soudée dans l'adversité.

J'avais gravi un à un les échelons de la vie sociale tout au long de mon existence. Je venais de redescendre d'un seul coup de dix étages. Le moins que l'on puisse dire était que la température ambiante avait chuté ! Il fallait l'accepter, le comprendre et en tirer le meilleur parti. J'essayais de me raisonner. Après tout, l'échec n'était pas plus injuste aujourd'hui que le succès n'avait été mérité dans le passé. Je devais surtout contenir les poussées de colère et d'indignation qui m'étreignaient le cœur dès que je pensais au complot invraisemblable ourdi pour fabriquer cette sinistre affaire de prétendu financement libyen. Je prenais garde cependant à ne pas perdre une once d'énergie avec ces sentiments négatifs autant que contre-productifs. Toutes mes forces étaient mobilisées autour du seul objectif de tenir durant le temps de cette incarcération aussi brutale qu'injuste.

Et j'avais bien conscience qu'en soi c'était déjà ambitieux. Je n'ai jamais pris la perspective de mon emprisonnement à la légère, encore moins fanfaronné. Je sais d'expérience que c'est dans l'épreuve que l'on se connaît vraiment, non dans son anticipation. La modestie s'imposait.

Le temps a passé si vite ce matin-là. Il fallait déjà penser à s'arracher à la douceur de la maison familiale. Véronique Waché, qui dirige avec une passion manifeste et une efficacité jamais prise en défaut ma petite équipe, m'informait régulièrement du nombre de personnes qui affluaient après l'appel de mes fils à m'entourer à l'occasion de mon départ. Il y avait déjà plus de mille personnes, dès 8 heures du matin en ce jour de vacances de la Toussaint. Le Bon Dieu avait bien fait les choses puisque le ciel était bleu et le soleil rayonnant. Pas une goutte de pluie à l'horizon. Rien à voir avec la veille où, à la même heure, il faisait un temps à ne pas mettre un piéton dehors. C'était déjà cela. J'y voyais même un signe de la Providence. Non que je sois

un pratiquant régulier, encore moins un chrétien exemplaire. Puisqu'il me fallait porter une croix, je devais tenter de le faire en m'élevant spirituellement. Les bonnes nouvelles n'étaient pas si nombreuses que je puisse me permettre d'ignorer le moindre signal positif. Nombre de mes amis m'expliquèrent que l'enfermement qui m'était imposé m'offrait la chance de mieux percevoir la « Lumière ». Qu'il convenait en conséquence que je me laisse toucher par cette grâce. Je n'en ai fait la confidence à personne mais j'ai pensé, à ce moment précis de ma vie, que la prière pouvait être d'un précieux secours. C'était un sentiment nouveau pour moi. Il me fallait ne refuser aucune aide pour affronter cette injustice et surtout pas celle du ciel. J'avais à dessein emporté la magnifique biographie de Jésus-Christ écrite par Jean-Christian Petitfils. Chaque page m'inviterait à réfléchir, à donner du sens et à comprendre que sans doute rien n'arrivait par hasard ou n'était inutile. J'espérais qu'il y avait un sens caché à cette comédie dramatique. Le choix était simple. Soit l'épreuve m'abattait et c'était la fin. Soit elle me conduisait à devenir une meilleure personne. J'avais décidé d'emprunter la partie lumineuse de cette alternative ou en tout cas d'essayer.

Il vint l'heure déchirante de quitter la maison. Je redoutais ce moment depuis plusieurs semaines. Serais-je capable de maîtriser mes émotions ? Je n'en étais pas certain. Nous avons demandé aux enfants de nous précéder de quelques minutes avant que Carla et moi descendions ensemble l'impasse à l'extrémité de laquelle nous habitons. Durant ces cent mètres, les caméras pouvaient nous suivre pas à pas. Carla serrait ma main avec un amour et une force qui me bouleversent encore alors que j'écris ces lignes. C'est elle qui m'a permis de tenir. Je la sentais au bord du gouffre malgré toute sa volonté. Le moment de la séparation était là. Nous ne pouvions plus le retarder ou l'éviter. Tout en marchant, je soufflais à Carla qu'après dix-huit années de mariage, nous étions finalement les plus heureux du monde de ressentir la solidité de notre union. Il est vrai qu'affronter l'épreuve ensemble fut un moment de partage intense. L'adversité ne pouvait pas nous détruire. Submergée par l'émotion, elle ne répondit rien. Elle se serra au plus près contre moi. Elle avait raison. Pourquoi parler ? Nous n'avions pas besoin de mots pour nous comprendre. Le superflu était devenu inutile.

En arrivant devant la foule, je découvris de nombreux visages en pleurs, bouleversés par le

chagrin. Je n'ai pas pu soutenir leurs regards. Je risquais à tout moment de chavirer moi-même. Je ne pouvais prononcer une parole. L'émotion m'accablait. Fort heureusement, je n'avais pas prévu de déclaration, encore moins de discours. J'aurais été bien incapable de le prononcer. Les applaudissements redoublèrent d'intensité à notre arrivée, une *Marseillaise* spontanée retentit au cœur de la foule. Je saluais maladroitement les uns et les autres. Je ne pus serrer aucune des mains tendues. Les sentiments me submergeaient. J'étreignis une dernière fois Carla. Je ne voulais pas prolonger ce supplice. J'embrassai ma fille. Les larmes me montaient aux yeux. Je me jetai littéralement dans ma voiture. J'aurais tant aimé disparaître. La tristesse était trop forte.

Les applaudissements crépitèrent au moment où mon véhicule s'éloignait. Christophe Ingrain, mon ami et mon avocat, était assis à mes côtés. Je me tournai vers lui. Son visage était figé par l'émotion. Nous ne pûmes échanger une seule parole pendant les premières minutes de notre trajet vers la prison. Je rompis le silence pour briser cette atmosphère qui finissait par être pesante. Il fallait évacuer toute cette peine. Au début, ma voix trembla légèrement même si je commençais peu à peu à reprendre mes esprits.

Demeurer stoïque n'était pas une mince affaire. Je pensais en mon for intérieur avec ironie à ces nombreux articles évoquant ma prétendue force. Si tous leurs auteurs avaient su combien je m'étais senti faible à ce moment précis !

Mon regard se porta à l'extérieur de la voiture. Le spectacle qui s'offrit à moi était stupéfiant. Deux motards de la préfecture de police en grand uniforme nous ouvraient la route. Je ne les avais pas vus initialement. Deux autres, qui arboraient des brassards de police, se tenaient à la hauteur des portières arrière de mon véhicule. Un cortège impressionnant de motos et de voitures de presse nous suivait sur plusieurs centaines de mètres. Des familles étaient massées sur les trottoirs, applaudissant à notre passage, prenant des photos, m'adressant des signes amicaux de la main. Un instant, je me crus revenu à la soirée de mon élection en mai 2007. C'était le cortège officiel du chef d'État que j'avais été... suscitant l'enthousiasme sur son passage. Ce 21 octobre, la réalité était moins heureuse et surtout moins glo-

rieuse. Il s'agissait de transporter un futur détenu à la prison de la Santé ! Tout à coup, le ridicule de la situation m'éclatait au visage. Pourquoi tout ce protocole, tous ces honneurs, toutes ces précautions ? Simplement pour masquer ou tenter d'atténuer un scandale judiciaire ? Pourquoi me jetait-on en prison ? Avait-on peur que je fuie, que je quitte la France ? Moi qui suis gardé par des policiers 24 heures sur 24 depuis toutes ces années sans discontinuer.

Le clou de cette comédie aura été mon arrivée à la prison vingt-cinq minutes avant l'heure fixée initialement. Évidemment, avec une telle escorte, je n'avais été retardé ni par les embouteillages ni par les feux rouges. On a dû faire arrêter ma voiture et donc mon cortège car l'administration pénitentiaire qui m'attendait depuis trois semaines n'était pas prête ! Le fugitif potentiel que j'étais patienta à cent mètres de l'entrée de la prison le temps que l'on finisse par l'accepter. Comment mieux décrire le spectacle d'une situation invraisemblable ? Nous demeurâmes ainsi de longues minutes sous le regard interloqué des médias du monde entier. Il y avait beaucoup d'excitation autour de nous. Personne ne comprenait cet arrêt. Les passants en profitèrent pour enrichir leurs collections de photos et de selfies. J'avais été

trop impatient d'être jeté en prison... Je souriais intérieurement de cette nouvelle incongruité.

Je finis, après de longues minutes, par être autorisé à franchir l'imposant portail en acier de la maison d'arrêt. Je l'avais vu dans des films ou des reportages, jamais *de visu*. En même temps que je voyais la lourde porte glisser sur son rail avec une lenteur solennelle, je pensais à l'ironie de la situation et à cette vie si étrange qui est la mienne. Pourquoi ai-je vécu tant de situations si extrêmes ? Je m'apprêtais à recevoir mon numéro d'écrou, le 320535. C'est ainsi que j'allais désormais être identifié. Quatre jours auparavant, j'étais Nicolas Sarkozy, l'ancien président de la République, reçu par le président Emmanuel Macron en personne, au palais de l'Élysée. A-t-on jamais imaginé un contraste plus saisissant ? Une situation plus ubuesque ? Je devais me pincer pour accepter cette réalité. La vérité m'oblige à dire que je ne l'acceptais pas.

C'est le président de la République qui avait insisté pour me recevoir au Palais le vendredi précédant mon incarcération. Je n'avais rien à lui dire et n'avais guère envie d'une discussion amicale avec lui. Depuis sa funeste décision de dissoudre l'Assemblée nationale en 2024, nos relations s'étaient distendues. Je n'avais pas compris et encore moins accepté, ce que j'avais considéré comme un caprice, qui faisait autant de mal à la France qu'à son auteur.

La méfiance s'était même installée à la suite du retrait de ma Légion d'honneur. Ce n'était pas tant le fait en lui-même que la manière qui m'avait profondément heurté. J'avais été promu chevalier en 2004 par Jacques Chirac, qui avait alors évoqué au titre de mes mérites supposés l'affaire Human Bomb, dans laquelle les circonstances m'avaient mis en situation de sauver des enfants de maternelle retenus en otage par un détraqué qui voulait faire sauter l'école entière. Mon élection à la présidence de la République avait fait de moi le grand maître de l'ordre me conférant la dignité de grand-croix. Chacun comprendra que je n'avais accompli aucun de ces actes dans le but d'être décoré ! Que l'on me retire cette dernière m'importait assez peu. J'ai sans doute trop aimé ces vanités dans le passé. Il

était temps de me détacher de ces honneurs factices, du moins en temps de paix, pour lesquels tant de gens seraient prêts à tous les sacrifices. Faire contre mauvaise fortune bon cœur est la meilleure façon d'éviter de souffrir. J'ai souvent utilisé cette méthode dans ma vie... Et j'ai vraiment fini par m'en convaincre.

La forme de la décision, en revanche, m'avait blessé car le président Macron avait signé le décret le déchargeant de toutes ses responsabilités de grand maître de la Légion d'honneur au bénéfice de l'obscur général qui assurait les fonctions de grand chancelier dès qu'il s'agissait d'en exclure un membre, en l'occurrence moi. La démarche n'était pas la marque d'un grand courage. Elle lui permettait de se laver les mains d'un choix qui aurait dû lui revenir en dernier ressort. La faute était aggravée, du moins à mes yeux, par le fait qu'à aucun moment Emmanuel Macron ne m'avait appelé pour m'en informer. S'il m'avait téléphoné pour s'expliquer, j'aurais compris ses arguments et accepté sa décision. À l'inverse, ne pas le faire actait une démarche que j'imaginais au minimum insincère. Nous nous en sommes expliqués plusieurs mois plus tard. Le président s'est excusé avec un réel fair-play confessant « avoir mal géré les choses » ne sachant pas comment me

les expliquer, craignant que nous nous fâchions. J'ai écouté sans être parfaitement convaincu, tant cette posture était à l'exact opposé de mon caractère qui me pousse à toujours préférer assumer et faire face.

J'avais décidé, en conséquence, de tourner la page de notre amitié sans pour autant entrer dans une opposition systématique à sa politique comme à sa personne. Emmanuel Macron avait suffisamment de contempteurs, d'ennemis déclarés, d'amis déçus pour que je vienne allonger cette liste interminable.

Ce contexte particulier explique pourquoi je n'attendais rien du président de la République, ni audience ni même qu'il fit preuve d'un intérêt particulier pour ma situation. Je confesse avoir même hésité avant de répondre positivement à son invitation. Certains de mes proches m'incitaient d'ailleurs à la refuser, arguant que son attitude avait été déloyale. Je décidai à l'inverse de l'honorer par respect pour la fonction présidentielle et aussi parce que je suis définitivement un incurable sentimental que l'on peut aisément faire fléchir par la gentillesse, l'attention ou même l'amitié, fût-elle surjouée. Je n'aime pas tenir rancune à quiconque. Je ne sais pas faire la tête,

encore moins boudier. Je ne suis pas à l'aise dans les situations incertaines, affectivement parlant. Je me suis donc rendu à l'Élysée sans enthousiasme particulier mais décidé à ne pas faire d'affront à mon interlocuteur.

Je pénétrai dans le Palais par la cour d'honneur en fin d'après-midi. Sans être annoncé, le rendez-vous était officiel et donc assumé. C'était une bonne chose. Pour une fois, le président était à l'heure. Je n'ai pas eu à attendre avant que l'on ne m'introduise dans son bureau. Nous demeurâmes près de deux heures en tête à tête. Juste interrompus une dizaine de minutes par l'arrivée impromptue de Brigitte Macron qui voulait me saluer et me témoigner son soutien comme son affection. Je savais qu'elle était sincère, m'ayant toujours encouragé politiquement.

Je découvris avec stupeur que le président venait de réaliser que j'allais être incarcéré dans quatre jours. Rien n'avait été anticipé, en tout cas dans son esprit. Il me parut sincèrement troublé, voire choqué par cette perspective. J'étais tout à la fois touché par son émotion et interloqué par cette surprise non feinte. Il développa alors une énergie impressionnante, sympathique mais qui m'apparut à la fois trop tardive et surtout assez

brouillonne. Son inquiétude portait principalement sur ma sécurité en milieu carcéral. Il était bien temps de s'en préoccuper ! Il m'interrogea sur le délai d'audiencement de la demande de mise en liberté que mes avocats déposeraient dès mon incarcération. On lui avait parlé de trois semaines et il considérait que ce délai était trop long.

Emmanuel Macron me rappela dès le lendemain pour me dire que je devais changer d'établissement pénitentiaire car ma sécurité ne pouvait être garantie à la Santé. Je devais en conséquence me rendre à la prison de Meaux ou à celle de Réau, précisant que j'y serais bien mieux installé puisqu'un appartement dédié aux familles de détenus pouvait être mis à ma disposition. Après l'avoir remercié, je refusai aussi fermement que catégoriquement tout changement. Je lui précisai même que je n'accepterais « aucun traitement de faveur », toute modification étant susceptible de provoquer une polémique. Je voulais me conformer strictement à ce qui avait été initialement convenu par les autorités judiciaires. Je mis donc fin aux discussions en écartant toutes ces perspectives. J'étais déterminé à être incarcéré à la Santé quelles qu'en soient les conséquences sur ma sécurité personnelle. Chacun devait assumer ses

responsabilités, y compris l'institution judiciaire. Face à ce refus, et comprenant que je ne changerais pas d'avis, Emmanuel Macron demanda au ministre de l'Intérieur de diligenter une évaluation de ma sécurité. Sur cette base, la décision fut prise de mettre deux policiers du service de protection des hautes personnalités dans la cellule mitoyenne de la mienne pour que je sois protégé 24 heures sur 24 par des officiers de police armés. Je ne serai jamais assez reconnaissant à ces derniers qui me suivent depuis si longtemps d'avoir tous été volontaires – sans une seule exception – pour m'accompagner à la Santé. Ce qui signifiait pour chacun d'eux aller en prison. Le sacrifice était réel. Ils me témoignaient ainsi une amitié sincère qui constitua un très précieux réconfort. Leur présence dans le milieu carcéral ajoutait un élément de plus à l'étrangeté de la situation qui m'était réservée.

Cette dernière fut renforcée par la décision de me faire résider dans le quartier des détenus dont la dangerosité imposait l'isolement complet. Personne ne les voit. Personne ne les rencontre. L'étage n'est accessible qu'après une succession de contrôles plus sévères les uns que les autres. Et quand l'un de ces détenus sort de sa cellule pour une raison ou une autre, c'est toute la prison

qui s'arrête de fonctionner pour le laisser transiter. Mes futurs voisins seraient au choix des terroristes islamistes, des violeurs, des assassins ou des narcotrafiquants. Délicieuse perspective ! Carla manifestait de plus en plus d'inquiétude. Elle avait désormais le plus grand mal à cacher son malaise. Tout en la comprenant et surtout en la remerciant de son amour inébranlable, je voulus lui faire partager ma conviction que mon choix était le bon parce qu'il était le seul possible. Quitte à boire le calice, autant le boire jusqu'à la lie.

Aller en prison alors que j'étais innocent représentait une redoutable épreuve. Mais subir la double peine d'être emprisonné tout en étant accusé de bénéficier de privilèges aurait été insurmontable. Quelles que soient les conséquences, je ne pouvais ni l'accepter ni même seulement l'envisager. Ma résolution était prise.

Emmanuel Macron me téléphona une nouvelle fois, à la veille de mon incarcération, pour me dire qu'il comprenait finalement ma position. Je le remerciai et m'en trouvai assez soulagé. Son attitude durant ces derniers jours m'avait touché même si elle n'avait rien changé. Aujourd'hui encore, je lui en sais gré. La prise de conscience était tardive mais elle était réelle.

J'en étais là de mes réflexions quand arriva le moment, tant attendu par mes adversaires irréductibles et tant redouté par moi, de découvrir ce qui allait devenir mon nouvel environnement. Ma voiture pénétra dans la cour de la Santé. La porte se referma derrière nous. J'étais en prison. Je me sentis au bord du gouffre. J'essayais de faire le vide, de ne plus penser à rien, de me réfugier dans une bulle que je souhaitais le plus possible coupée du monde extérieur. Je priais pour que mon corps ne me lâche pas. Christophe Ingrain était toujours à mes côtés dans la voiture mais il n'avait pas obtenu la permission de pénétrer à l'intérieur de l'établissement. Nous nous serrâmes la main longuement sans même nous regarder. Il y avait trop d'émotion. Je sortis de la voiture prestement. Je vis à peine ce que l'on désigne comme la cour d'honneur. Elle m'apparut d'une tristesse infinie. Tout mon nouvel environnement respirait le malheur, la lourdeur, le désastre de vies brisées entassées entre ces murs, loin du monde des vivants. J'aurais été à dix mille kilomètres de mon domicile avec un décalage horaire considérable que je n'aurais pas été plus dépaycé. Aucun espace n'exprimait le plus petit espoir ou

la moindre humanité. Je fus frappé par l'absence de toute couleur. Le gris dominait tout, dévorait tout, recouvrait toutes les surfaces. Le premier contact était rude.

Trois personnages importants pour ma nouvelle vie m'attendaient sur le pas de la porte. À leur tête se trouvait le directeur de l'administration pénitentiaire, jeune fonctionnaire barbu, intelligent, sympathique et visiblement mal à l'aise à l'idée de recevoir un « colis » si encombrant. Il fut le premier à me saluer. La hiérarchie n'est pas un vain mot dans l'administration. Le sous-directeur de la même administration, mais en charge de la seule Île-de-France, vint ensuite. J'ai perçu son émotion à l'idée de vivre ce moment historique. Il devait et il allait tout m'expliquer... Je succombais sous le flot continu de ses paroles. La tête me tournait alors que je n'aspirais qu'à me retrouver seul pour penser à Carla et aux enfants que je venais de quitter. Il était aimable, sans doute compétent, mais omniprésent ! Enfin vint le directeur de la prison lui-même, plus discret,

un peu plus effacé, qui ne prononça pas une parole devant ses chefs. Il ignorait combien, à ce moment précis, je lui étais reconnaissant de sa réserve et de sa pudeur.

Au moment où je pénétrais à l'intérieur des murs, je fus aussitôt entouré par le personnel pénitentiaire en charge de ma surveillance. Ils étaient quasiment tous originaires des territoires ultramarins. Grands gabarits, souriants et sympathiques. Je serrai la main de chacun. J'ai senti leur empathie embarrassée et leur étonnement de me voir incarcéré. Plusieurs m'ont dit avec une sincérité touchante : « On ne comprend pas ce que vous faites ici, ce n'est pas votre place. » C'était gentil et rassurant même si je mis quelques minutes à récupérer un usage normal de la main droite après qu'elle eut subi de telles étreintes.

La cheffe du greffe de la prison, une jeune femme blonde et empressée, m'attendait derrière un parloir à vitre blindée. Elle me fit signer ma mise sous écrou et m'assigna le numéro que j'ai évoqué plus haut. Elle me précisa – ce que je savais déjà – que je me trouvais désormais à l'isolement. Je répondis en la remerciant poliment. Je paraphai les documents mécaniquement, décidé d'être ailleurs pour ma santé mentale. Je

venais de quitter en pensée la prison. Je respirais à pleins poumons le bon air de la liberté... dans ma tête. Tout ce qui suivit fut fait par automatisme. Comme si quelqu'un l'accomplissait à ma place. Pour la fouille, on me fit pénétrer dans une toute petite pièce sans fenêtre. J'étais seul avec un officier de la pénitenciaire. Passage obligé, même si je n'avais évidemment pas envisagé d'introduire dans la prison des armes, de la drogue ni même un téléphone portable ! Puis nous franchîmes un nombre incalculable de grilles imposantes, de portes pleines, de couloirs donnant sur des cellules fermées à double tour le temps de mon passage. Nous gravâmes quatre escaliers et très exactement quatre-vingt-cinq marches. Je les ai comptées. La prison me donnait le sentiment d'être à l'arrêt. Des surveillants et des surveillantes, entièrement de bleu vêtus, saturaient le paysage. C'était à croire que tous s'étaient donné rendez-vous sur mon passage. Une dame en civil m'interpella gentiment mais fermement : « Bonjour Président, je suis la représentante syndicale. » Son sourire était assez avenant et son autorité naturelle visible. Elle aussi n'avait rien voulu manquer du spectacle de mon arrivée. Cela mettait de l'animation dans un quotidien dont j'ignorais tout encore mais dont j'imaginais aisément qu'il devait être tristement monotone. Je me demandais ce qui avait poussé

chacun à choisir un tel lieu de travail ! J'ai ressenti immédiatement une réelle considération pour ces personnels qui passaient littéralement leur vie en prison.

Nous arrivâmes enfin à l'étage de l'isolement, situé au-dessus des cachots disciplinaires. Il y régnait un silence pesant. J'aurais pu croire les onze cellules vides alors que je passais devant elles. En fait, elles étaient toutes occupées. Je franchis une nouvelle grille imposante. Le surveillant qui me précédait ouvrait les portes puis les refermait immédiatement. J'étais entouré de trois agents pénitentiaires auxquels venait s'ajouter leur chef. Ce dernier, souriant et sympathique, me glissa : « J'ai hâte de parler foot avec vous, même si je suis un supporter de Marseille. »

Nous arrivâmes devant la cellule n° 11. Celle qui m'était destinée. Il fallut presque une minute pour ouvrir tous les verrous et loquets divers qui la ceinturaient. Le directeur m'indiqua qu'il me laissait quelques minutes avant de revenir me chercher pour m'expliquer les règles de ma nouvelle vie. La porte se referma dans le fracas des verrous. J'étais enfin seul. Mon sac m'attendait. Il avait été déposé la veille. Le tour des lieux fut vite fait. Un simple regard me suffit. Douze mètres

carrés. Un lit solidement fixé au mur par des plaques renforcées. Un petit bureau en bois clair, une douche, un réfrigérateur, une plaque chauffante, une télévision. Le tout dans la même pièce. Je me trouvais chanceux d'être seul. J'imaginais les autres détenus s'entassant parfois à trois ou quatre dans le même espace... Bonne nouvelle : ma cellule comportait deux fenêtres consolidées. Chacune d'elles était obturée par un double système de barreaux et de grillages. L'évasion n'était guère envisageable, en tout cas pour un prisonnier comme moi. Je pouvais même les ouvrir. C'était un privilège pour celui qui aurait pu souffrir de claustrophobie. Hélas, d'imposants panneaux de plastique s'élevaient devant mes fenêtres jusqu'à trois mètres de hauteur. Cela avait l'avantage que l'on ne pouvait pas me voir et le désavantage qu'il m'était impossible d'apercevoir le ciel, un oiseau voler, ou un arbre frissonner dans le vent. Je ne pouvais même pas me rendre compte du temps qu'il faisait, soleil, pluie, brouillard, tout ceci désormais me devenait étranger. En m'asseyant sur le lit qui n'était pas fait, j'eus un choc. Je n'avais jamais senti, y compris à l'armée lors de mon service militaire, un matelas plus dur. Une table aurait presque été plus souple.

Je demeurai quelques instants ainsi, l'esprit vide, perdu dans des pensées qui m'emmenaient loin, très loin, mais tellement près de Carla et de mes enfants. Le moment était dangereux. Je sentais que j'étais en train de devenir vulnérable à la tristesse. Je commençais à m'apitoyer sur moi-même. Je compris instantanément qu'en prison il fallait rester sur le qui-vive, vis-à-vis des autres comme de soi-même. En l'occurrence je pouvais être mon pire adversaire. Il me fallait réagir d'urgence, ne pas m'abandonner à la mélancolie au risque de devenir fou de chagrin.

Je devais à tout prix occuper mon esprit. Je pris la décision de faire mon lit, ce qui n'était pas une mince affaire car celui-ci était fixé au mur par des plaques imposantes. Il fallut renoncer à en faire le tour. Outre sa rigidité, le matelas pesait un poids étonnant. Décidément nous ne serions pas amis lui et moi ! Les oreillers étaient d'une drôle de matière, peut être du plastique, les couvertures n'en avaient que le nom. Leur minceur faisait peine à voir. Mais une fois le lit fait convenablement, la cellule prit un aspect plus humain. Il suffit de peu de choses parfois... Vider mes affaires fut plus aisé. J'avais emporté si peu. Trois cintres en plastique pendaient, stupides et isolés, à une patère. Quelques étagères en bois

plaqué. C'était le minimum. Il allait falloir faire avec. Je me suis dit que c'était une bonne leçon et surtout, qu'une fois sorti, j'apprécierais certainement davantage ma maison, mon lit, mon confort matériel... Toutes ces choses que je considérais hier encore comme négligeables et qui prenaient dans cet univers carcéral une tout autre dimension. Pour le reste, la cellule était propre et assez lumineuse. On aurait pu se croire dans un hôtel bas de gamme, pour peu que l'on ignore la porte blindée dotée d'un œillette permettant l'observation régulière par les surveillants et bien sûr les barreaux, que je choisisais d'occulter pour ne pas déprimer. Chaque fois que je laissais mon regard se porter vers eux, mon moral s'assombrissait. C'était sans doute une habitude à prendre. Je ne l'avais pas encore prise.

Je fis l'erreur de vouloir aérer ma cellule en ouvrant l'une des fenêtres. Mal m'en prit : un bruit assourdissant m'agressa. Il provenait d'une cour ou de cellules vraisemblablement en contrebas de la mienne. Je ne pus identifier la nature

de ces cris, pas plus que leur origine. Y avait-il une bagarre ? S'agissait-il de manifestations qui m'étaient destinées ? Certains de mes nouveaux voisins ne semblaient pas bénéficier d'un équilibre mental optimal. Un détenu s'acharnait à frapper les barreaux de sa cellule avec un objet métallique. Ce vacarme a duré plusieurs minutes. Elles m'ont paru interminables. L'ambiance était menaçante. Bienvenue en enfer ! J'ai vite refermé la fenêtre. Je prendrais l'air plus tard. Ce n'était pas la priorité du moment. L'espace d'un instant, je me suis demandé comment j'allais pouvoir survivre dans cet environnement hostile.

J'en étais là de mes réflexions quand le sous-directeur est revenu à la charge. Il trépignait à l'idée de me montrer la salle de sport utilisable une heure chaque jour à condition d'y être absolument seul. Les consignes étaient claires, je ne pouvais ni ne devais parler ou échanger avec qui que ce soit en dehors des surveillants. Il m'était même précisé qu'étant placé à l'isolement, je ne serais extrait de ma cellule qu'après vérification préalable par l'administration qu'aucun détenu ne se trouvait sur mon passage. Après tant de décennies de rencontres, de contacts humains, d'échanges aux quatre coins du monde, de foules qui m'acclamaient ou me conspuaient, cette

cure de solitude imposée ne pouvait m'être que salutaire à condition de réussir à m'y adapter. Je devrais donc cohabiter avec moi-même dans douze mètres carrés. Je verrais ainsi si je pouvais m'autosuffire. Il restait à espérer que les conversations que j'aurais avec mon double durant ces prochaines semaines seraient instructives !

Je me promettais de m'astreindre à une activité sportive quotidienne. Bien qu'ayant dépassé les sept décennies, je ne peux imaginer une journée sans sport. Il est vital à mon équilibre. J'ai besoin de me dépenser, de transpirer, d'évacuer ce trop-plein d'énergie. Est-il utile de préciser que cette nécessité s'est trouvée exacerbée par l'enfermement ? Comment ne pas devenir neurasthénique quand on est contraint de demeurer 23 heures sur 24 dans sa cellule ? La salle d'activité sportive était très petite. Trois machines s'y entassaient côte à côte : un rameur, un vélo, un tapis de course. L'espace était si étroit que je pouvais à peine me faufiler entre les trois équipements. La porte devait être fermée lorsque j'utilisais cet

espace. Je ne tarderais pas à constater la chaleur étouffante qui y régnait après dix minutes d'activité soutenue. Le cœur s'emballait vite. Respirer devenait un effort. La sueur ruisselait. Il me fallait prendre garde au risque de malaise. Malgré tout, cette salle m'apparut être l'équivalent, dans ma situation, d'une véritable oasis.

Le directeur me proposa de visiter la cour de promenade que j'aurais le droit d'utiliser une heure par jour, toujours seul. Je déclinai après qu'il m'eut expliqué qu'elle était assez petite et qu'elle était entièrement grillagée, y compris en sa partie supérieure. Il s'agissait davantage d'une cage que d'un lieu de promenade. De surcroît, n'ayant jamais fumé la moindre cigarette, je n'imaginais pas éprouver le besoin d'utiliser ce lieu. J'avais été prévenu que des photographes avaient loué un appartement censé surplomber ladite cour, leur permettant de prendre un cliché du nouveau détenu qu'ils pourraient négocier au prix le plus élevé. Comme toujours, le malheur des uns fait le bonheur des autres. Il s'agissait de ma contribution involontaire à la bonne marche des affaires en France. Raison de plus pour m'abstenir de pratiquer la marche à la Santé. Ce ne serait pas un sacrifice insurmontable.

J'en savais désormais assez. J'aspirais à me retrouver seul dans ma cellule afin de lire, réfléchir et surtout m'apaiser. Je ne fus interrompu que par le bruit des clefs ouvrant ma porte pour me proposer le déjeuner. Il était 11 h 30, je n'avais vraiment pas faim. Je ne crois pas avoir manqué grand-chose en déclinant le repas proposé dans de petites barquettes en plastique qui, sans faire injure à celui qui les avait préparées, n'étaient pas très attrayantes. N'étant pas gourmet, aimant les mêmes choses depuis mon enfance, ne modifiant jamais mes goûts culinaires, je ne suis vraiment pas ce que l'on appelle un client difficile. Bien au contraire, je n'aime que les choses simples. Je me suis contenté de la barre de céréales chocolatée qui faisait office de dessert du jour. Devant ce choix minimaliste, un surveillant me confia gentiment : « Vous n'allez pas grossir en prison. » Cela tombait bien, je n'en avais nullement l'intention. Ni ici ni dehors !

Seule éclaircie dans cette journée sombre, Carla me rejoignit au parloir de la Santé. Cette visite dès le premier jour constituait un immense soulagement. Je ne l'avais quittée que depuis

quelques heures. Elle me manquait déjà cruellement. Un surveillant vint m'avertir qu'elle était en chemin. Je devais me préparer à l'extraction de ma cellule. Ce fut rapide. J'enfilai un jean et une des chemises que j'avais emportés. Le chemin vers le parloir était assez long. Il me fallut traverser la moitié de la prison, sans croiser le moindre détenu, toujours entouré de quatre surveillants de la pénitenciaire et de deux policiers de ma sécurité. Nous arrivâmes dans un petit couloir sombre qui me sembla être un rez-de-chaussée. Carla m'attendait devant la porte. Elle se jeta littéralement dans mes bras. Ses traits étaient marqués. Elle était blanche. Je la sentais dévastée. J'étais si heureux de la retrouver et de pouvoir la serrer contre moi. On nous introduisit dans une pièce de cinq mètres carrés à peine, sans fenêtre, avec un néon au plafond. Les surveillants fermèrent la porte à double tour. On n'est jamais trop prudent. Nous aurions pu fuir... L'endroit n'était pas triste. Il était glauque. Il y avait une table en Formica et deux chaises en plastique. Pas un verre d'eau. Pas un café. Pas une once d'humanité. Je m'excusai auprès de Carla de la recevoir de cette manière comme de lui faire subir toutes ces horreurs. Elle éclata de rire tant la situation lui paraissait improbable. Cela faisait du bien de la voir ainsi. Nous avions tant de

choses à nous dire. Carla ne pouvait me lâcher la main. Nous étions émus et heureux. Elle me trouva bonne mine, ce qui la rassura. Au bout de cinquante minutes, la directrice adjointe de la Santé frappa à la porte pour nous signaler, avec délicatesse mais fermeté, qu'il me fallait déjà retourner dans ma cellule. Carla avait les larmes aux yeux. Je la serrai dans mes bras. Une fois encore, je mesurais combien nous étions privilégiés de connaître cet amour qui avait si bien résisté à l'usure du temps. Ce moment partagé m'avait quelque peu rasséréné. J'étais presque apaisé. Il était 16 heures.

Il me fallait apprendre à gérer la monotonie de la solitude et du silence. La meilleure solution, et sans doute la seule, était de se mettre au travail. L'oisiveté est le pire des travers, spécifiquement lorsque l'on se trouve privé de liberté. Il fallait que je me secoue. Je n'en avais ni l'envie ni l'énergie. Pourtant, je pris une des feuilles blanches que j'avais emportées avec moi. Je m'assis sur la chaise inconfortable face à la petite table de

travail. L'espace d'un instant, je me remémorai le bureau du général de Gaulle qui avait été le mien cinq années durant à l'Élysée. Grandeur et décadence ! Quelle nouvelle belle leçon d'humilité étais-je en train de recevoir. Je voulais m'enrichir de cela pour ne pas subir. Surtout ne pas subir... Le miracle se produisit. La première phrase est venue, suivie de bien d'autres. Je m'attelai au *Journal d'un prisonnier*. Je pus écrire ainsi de longues heures. L'après-midi passa vite. Grâce à l'écriture, je m'étais évadé et avais pu faire abstraction de tout ce qui m'entourait. Ce fut le premier moment de calme et de sérénité. J'en avais tant besoin.

J'appréhendais bien davantage la nuit que les journées. Je me demandais comment j'allais réagir. Lors de l'examen initial, la médecin de la Santé m'avait proposé des pilules pour mieux dormir. Avec humanité, elle avait tenu à me mettre en garde : « La première nuit est toujours un moment compliqué pour le nouveau détenu. » Je la croyais sans peine, même si, sans le vouloir, elle avait augmenté la pression... en me mettant face à une réalité que je tentais d'oublier. Je n'étais finalement peut-être pas plus fort que les autres. Et je n'avais vraiment pas besoin de ce rappel.

L'obscurité était complète. Le bruit à l'extérieur était en train de redoubler. J'entendais des cris et des menaces qui m'étaient maintenant clairement destinés. J'étais seul. Les surveillants de jour étaient rentrés chez eux. J'appris par la suite que, durant la nuit, le nombre de surveillants de cette prison qui compte 1 100 détenus parmi les plus dangereux de France était réduit. Ce n'était guère rassurant au regard de l'ambiance hostile qui avait prévalu à mon arrivée dans l'établissement.

Dans cette atmosphère désespérante autant que menaçante, j'ai soudainement éprouvé le besoin de m'agenouiller au bord de mon lit. J'ai prié. Je ne l'ai pas vraiment choisi, ni réellement décidé. J'y avais pensé avant d'entrer en prison. J'avais imaginé le faire, mais en situation, c'est venu comme une évidence. Je suis resté ainsi de longues minutes. Je n'ai pas vu le temps passer. Je priais pour avoir la force de porter la croix de cette injustice. Cela m'a fait du bien. Je me suis senti plus serein et plus fort. Et si la prière devait être le chemin pour résister ? Je décidais de l'emprunter aussi souvent qu'il serait nécessaire. Ce fut la première expérience positive de ma vie de prisonnier. Je n'en parlai à personne. J'en aurais été gêné tant ma pudeur est grande sur ce sujet. Cela a toujours été plus facile pour moi, s'agis-

sant de questions intimes et importantes, d'écrire plutôt que de dire. Ma vie entière, j'ai utilisé aisément la parole comme un instrument de conquête. Force est de reconnaître que dans mon cas, l'écriture est bien davantage la voie naturelle de la confession. Cette expérience spirituelle m'a rendu heureux en cette fin d'après-midi sinistre. Cela représentait en soi une grande victoire.

Un téléphone était installé dans ma cellule comme dans celle des autres détenus. Il s'agissait d'un poste fixe. Je devais me tenir debout pour l'utiliser car il était fixé au mur à hauteur d'homme. Son utilisation n'était guère aisée. Personne n'avait la possibilité de m'appeler. Je pouvais le faire, mais uniquement pour des numéros qui avaient été préalablement enregistrés et agréés par l'administration pénitentiaire. Il convenait ensuite de composer pas moins de dix chiffres qui constituaient autant de codes nécessaires pour obtenir la ligne permettant enfin d'atteindre le correspondant désiré. Un véritable parcours du combattant. J'appelais ce soir-là tous

mes enfants pour les rassurer en affirmant que tout allait pour le mieux. Ils n'en crurent pas un mot mais jouèrent le jeu afin de me protéger à leur tour. Carla me fit promettre de l'appeler durant la nuit si je n'arrivais pas à dormir ou si je rencontrais la moindre difficulté. Je me promis à l'inverse de ne rien en faire. Elle avait déjà subi bien assez de choses.

Le miracle du calendrier fit que ce soir-là, il y avait un match du PSG diffusé sur Canal+ en direct de Leverkusen en Allemagne. La télévision de la cellule disposait de tous les canaux de la TNT auxquels venait s'ajouter la chaîne cryptée. Je mentirais en affirmant que j'ai regardé mon équipe avec la même joie insouciante qu'à l'accoutumée. Mais ce spectacle m'a permis d'atteindre une heure raisonnable pour tenter de m'endormir. Un match de la Champions League pour ma première soirée d'incarcération, c'était soit un hasard, soit un autre signe de la Providence.

Il n'était pas loin de minuit quand je me glissai dans le lit si étroit de ma cellule. J'eus d'abord quelques difficultés à comprendre comment on éteignait le plafonnier. J'ai craint de confondre l'interrupteur avec l'appel d'urgence des surveil-

lants. Je ne souhaitais pas débiter ma première nuit en déclenchant une alerte suivie d'une polémique médiatique assurée. La journée avait été riche en émotions. Je commençais à subir le poids de la fatigue. J'avais l'impression d'avoir vécu dix ans en vingt-quatre heures. Cela avait été interminable. Je fermai les yeux et m'endormis malgré le vacarme qui n'avait pas cessé.

La prison est plus sonore la nuit que le jour. Mon voisin de cellule passait une partie de son temps à chanter *Le Roi Lion* et l'autre à s'acharner avec sa cuillère contre les barreaux de sa cellule, déclenchant un bruit assourdissant. Je lui étais reconnaissant d'avoir arrêté ses activités à cette heure assez avancée de la nuit...

Je ne tardai pas à sombrer dans un sommeil agité. Les bruits de l'extérieur arrivaient dans ma cellule par vagues successives et continues. Cela s'apaisait puis enflait à nouveau. Cris, hurlements, insultes, menaces... J'avais le choix. La fatigue fut cependant la plus forte. Je ne compris qu'au petit matin qu'il n'y avait aux fenêtres ni rideaux, ni volets, ni stores, pas le plus petit obturateur de lumière. Me coucher avec le soleil, me lever avec lui, serait mon nouveau rythme de vie. Je m'éveillais un peu avant 7 heures. Au matin de

ma première nuit en prison, je n'avais pas si mal dormi. Mes forces s'étaient reconstituées. Mon quotidien pouvait débiter. Faut-il que je sois un homme d'habitude pour me réveiller en prison à la même heure qu'à mon domicile ! Je souriais intérieurement de cette régularité quasi militaire de mon organisme.

La vie en prison était très cadrée. Le matin, j'avais le droit à une heure avec mes avocats. L'après-midi, cinquante minutes avec ma famille, trois fois par semaine, parfois quatre lorsque l'administration l'autorisait. Avec les cinq enfants et ma femme, cela faisait peu, d'autant que les visites étaient limitées à trois personnes à la fois. Je devais donc refuser les innombrables demandes de mes amis ou de mes collaborateurs qui souhaitaient me témoigner leur affection en venant me voir. Ma priorité était définitivement Carla et les enfants.

Mon premier parloir de la journée fut avec mon avocat, Jean-Michel Darrois. Nous sommes

liés depuis des années par une affection profonde. Il arriva toujours aussi élégant dans sa présentation comme dans sa pudeur. J'avais le droit de le voir à mon étage à la différence de Carla. J'étais heureux de le retrouver. Nous sommes proches humainement. La conversation est toujours fluide entre nous et la confiance totale. Jean-Michel était encore abasourdi par la décision du tribunal. Sa sensibilité d'homme de gauche ne pouvait accepter que je subisse toutes ces violations brutales des règles d'un État de droit digne de ce nom : ma présomption d'innocence piétinée ; les incohérences d'un jugement dont le raisonnement aurait dû conduire à la reconnaissance de mon innocence et non au prononcé d'une peine aussi lourde ; le prononcé de l'exécution provisoire alors qu'elle n'avait pas été requise par le Parquet national financier, que rien ne pouvait la justifier et qu'elle bafouait mon droit à un recours effectif ; la détention provisoire qui était d'autant plus choquante que j'avais répondu scrupuleusement aux innombrables convocations judiciaires de ces treize dernières années. Il m'étreignit à son arrivée. Je le sentais très ému. Il évitait de trop parler pour ne pas sombrer lui aussi. Puis nous nous sommes assis face à face. Nous passâmes une heure à échanger davantage sur la vie, les sentiments, nos familles ou même sur mon destin

qu'il trouvait romanesque, que sur le droit. Je n'avais pas vu le temps passer. J'étais triste de son départ. Je ressentais physiquement la différence qui existait désormais entre les autres et moi. Ils pouvaient quitter la prison, moi non. Je finirais par m'y habituer mais pour le moment, c'était à chaque fois un choc que je devais dissimuler de mon mieux.

La journée s'écoulait avec une monotone tranquillité quand je fus prévenu que j'avais été menacé de mort par trois codétenus lors de ma première nuit. Une vidéo diffusée par des prisonniers en direct de leur cellule appelait très explicitement à « venger Kadhafi » sans délai. Les policiers n'avaient pas dormi de la nuit. L'administration se montra diligente puisque les trois auteurs furent identifiés en vingt-quatre heures. C'était déjà cela ! Le pedigree du suspect principal faisait froid dans le dos. L'individu de 27 ans avait déjà été condamné à treize années de prison pour extorsion de fonds et coups et blessures sur une personne en raison de son orientation sexuelle.

Charmant personnage. Ses complices n'étaient guère plus recommandables. Je me demandais vraiment où j'étais tombé et comment m'extraire de ce cauchemar. Sans être paranoïaque, on pouvait espérer un meilleur accueil. J'étais malgré tout rasséréné par cette rapide arrestation mais aussi perplexe quant à l'utilisation de tous ces portables au sein d'une prison si sécurisée. Il est vrai qu'il n'y avait pas moins de neuf cents détenus entassés dans le bâtiment où résidaient mes « agresseurs ». J'étais sans doute l'un des rares ici à ne pas disposer du moindre téléphone portable ni d'ordinateur alors que je ne mettais en danger personne et que, bien évidemment, je respectais les règles de la prison scrupuleusement. Le directeur est venu m'expliquer la situation. Il m'est apparu embarrassé et je sentais qu'il serait heureux de mon départ le plus tôt possible. Moi aussi... Le pauvre devait se demander si chaque nuit serait semblable à celle que nous venions de vivre.

Cet incident regrettable permit de clore rapidement la polémique naissante sur ma sécurité en prison. Les députés écologistes et de La France insoumise exigeaient que je sois considéré comme un détenu ordinaire. Leur conception d'une égalité caricaturale autant que sectaire était offen-

sée à l'idée que je puisse recevoir un traitement particulier. Le débat avait enflé à l'occasion des déclarations du garde des Sceaux qui souhaitait venir me rendre visite pour s'assurer des conditions de ma sécurité. Louable intention !

La preuve venait spectaculairement d'être apportée que ce n'était sans doute pas une initiative superflue. Ces parlementaires sourcilleux omettaient de rappeler qu'ils avaient eux-mêmes rendu visite à plus de dix reprises en prison à Georges Ibrahim Abdallah, terroriste d'extrême gauche condamné pour l'assassinat de deux diplomates américain et israélien. Visiblement cet individu et moi-même n'étions pas des détenus ordinaires... mais pas pour les mêmes raisons. J'avais la faiblesse de penser que les miennes étaient meilleures.

Pour la deuxième visite de Carla, on nous avait changés de parloir. Ce n'était pas idéal mais au moins il y avait une fenêtre plus lumineuse. Curieusement, ce jour-là, nous avons beaucoup

ri ensemble. Nous nous demandions si nous étions filmés ou écoutés à notre insu. De temps en temps, nous faisons des messes basses pour nous dire des futilités en nous moquant de ce possible espionnage judiciaire tellement inutile. Comme si vingt ans après les faits qui m'étaient reprochés à tort, nous avions quelque chose à cacher, à dissimuler ou à soustraire à la justice et aux enquêteurs. Ces derniers ne pouvaient pas se résoudre à l'idée que s'ils n'avaient rien trouvé après dix années d'investigations multiples, c'est tout simplement parce qu'il n'y avait rien à trouver dans ma campagne de 2007. Cette obsession à faire de moi un coupable idéal ramenait l'État de droit en France à bien peu de choses.

Certains éditorialistes de gauche ont beaucoup glosé sur la comparaison que j'avais avancée entre l'affaire Dreyfus et la situation que je vivais. Et pourtant, pour tout observateur impartial et connaissant l'histoire, les concordances étaient stupéfiantes. L'affaire Dreyfus prospéra sur la base de faux documents. La mienne débuta sur la base du faux de *Mediapart* doublé des faux témoignages de Takieddine et du clan Kadhafi. Ces faits sont désormais avérés. Dreyfus fut d'abord dégradé devant le front des troupes. On lui retira ses galons et ses décorations. Je fus exclu de la

Légion d'honneur devant le front de la nation, sans même attendre l'issue de mon recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Dreyfus fut emprisonné à la prison de la Santé. Un endroit que je connais bien désormais. Certes, je n'ai pas été relégué sur l'île du Diable dans la lointaine Guyane. Sur ce point, j'ai eu bien davantage de chance que lui.

Mon crime aujourd'hui serait-il de ne pas être de gauche ? Ces dernières années, on ne peut que constater la célérité autant que la sévérité de la justice lorsqu'il s'agit de responsables de droite. Quand l'ancien ministre du Budget de François Hollande dut reconnaître, après avoir menti aux Français et à la représentation nationale, qu'il était titulaire d'un compte bancaire à Singapour richement doté sans qu'il ait payé le moindre impôt, personne ne s'indigna qu'il n'ait pas passé une journée en prison. Tant mieux pour lui mais c'est bien la preuve du deux poids deux mesures.

L'indépendance de la justice est un principe essentiel dans notre République. Je serai le dernier à le contester alors que, président, je n'ai jamais été suspecté de la plus petite intervention en la matière. On oublie trop souvent que la contrepartie nécessaire de l'indépendance, c'est l'impartialité. On parle toujours de la pre-

mière mais jamais de la seconde. Or, si cette dernière n'est pas respectée, l'indépendance ne signifie plus rien. De ce point de vue, que dire du fait que j'ai été par deux fois jugé par des présidentes de tribunal et de cour qui avaient publiquement manifesté et pris clairement position politiquement contre moi ? On est bien loin de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui exige que tout justiciable n'ait aucune raison de douter de l'impartialité de son juge. Cette règle essentielle a-t-elle été respectée avec moi ? Répondre non n'est pas une exagération. Affirmer qu'elle a été bafouée à plusieurs reprises sans que nul au sein de l'institution judiciaire trouve à y redire me semble être une vérité d'évidence. Je ne veux manquer de respect à personne. Je ne ferai aucun amalgame. Mais les faits sont têtus !

Dès ma première journée d'incarcération, j'avais souhaité utiliser la salle de sport. Pour dire la vérité, je n'en avais aucune envie et même je ne m'en sentais pas la force. Mais si je ne le faisais

pas dès le début, je n'aurais sans doute plus la volonté par la suite. Les mauvaises habitudes se prennent vite. À l'inverse, j'imaginai aisément les dégâts sur mon équilibre psychique comme physique qu'une absence d'activité me ferait subir. Je n'avais pas l'espace pour marcher. La cellule dans laquelle j'étais cloîtré était trop petite. Mais j'avais la possibilité de courir. Je demandais donc la permission de pratiquer cette activité à l'heure du déjeuner. Je savais maintenant d'expérience que je ne manquerais pas grand-chose gastronomiquement parlant. Je fus surpris que le tapis de course ne soit pas branché sur l'électricité. Je n'avais jamais utilisé une machine qui n'était activée que par ma propre foulée. Ce n'était pas désagréable, mais il me fallait trouver un équilibre. L'instrument pouvait s'emballer en cas d'accélération de la cadence. Je finis par m'y habituer et même par y trouver du plaisir à force de pratique. Ce serait un rendez-vous quotidien. Une heure de course à pied dans la prison de la Santé, ce n'est pas donné à tout le monde ! J'étais bien conscient de mon privilège... Pour moi qui avais l'habitude chaque jour de parcourir le bois de Boulogne, le changement était notable. J'aimais pratiquer par tous les temps mais de préférence à l'extérieur pour ventiler. Désormais ma seule perspective serait les quatre

murs gris de cette petite salle. Il fallait vraiment s'accrocher pour ne pas se lasser. Puisque le cadre était déprimant, la tête devait trouver des dérivatifs. À défaut de vivre libre, je pouvais rêver librement. Je m'imaginai alors dans la forêt de Saint-Léger-en-Yvelines. Un autre jour, je courais au bord de la mer au cap Nègre. Je variais ainsi mes parcours. Les itinéraires changeaient dans ma tête, ce qui me permettait d'échapper à cet enfermement oppressant. À force de m'y astreindre, d'y croire, de faire semblant, j'ai fini par y trouver une forme de plaisir. On ne peut se figurer à quel point le cerveau humain est une machine à rêver et combien nous sommes nous-mêmes responsables de notre état d'esprit, de notre moral, de notre *mood* pour employer un anglicisme. J'ai bien conscience qu'il s'agissait d'un simple rêve, mais c'était mieux que rien. En tout cas, cela me permettait de revenir du sport à ma cellule chaque fois plus serein et plus équilibré que lorsque je l'avais quittée. Comme en haute montagne lorsque l'on cherche à atteindre les sommets, chaque petit pas comptait... ou au moins me rapprochait du but.

Les surveillants partageaient avec Carla la préoccupation que je ne me nourrisse pas assez. Ma santé physique et mentale était leur plus grande inquiétude. J'avais parfois l'impression d'être redevenu un enfant qui n'avait pas fini son assiette. Leur chef, un Martiniquais, tout à la fois sympathique, attentionné et rigide essayait de me raisonner : « Avec votre pratique du sport, président, vous ne pouvez pas vous nourrir que de laitages. » Je n'y pouvais rien mais la vision de ces petites barquettes en plastique qui sentaient si fort me soulevait le cœur. Et que dire de la baguette molle et humide qui était proposée chaque jour au moment du déjeuner. Ne voulant pas gâcher cette nourriture en la jetant, je préférais la refuser. On ne pourra pas dire que mon alimentation fut très équilibrée ou saine durant mon séjour à la Santé.

J'ai été touché tout particulièrement par la gentillesse, la délicatesse et le respect du personnel pénitentiaire à mon endroit tout au long de mon incarcération. Chacun s'adressait à moi en utili-

sant le titre de président. Ils frappaient toujours à la porte avant de pénétrer dans ma cellule. Ils cherchaient le contact, l'échange, la conversation. Beaucoup étaient jeunes, voire très jeunes. Pourtant, leur calme et leur maîtrise apportaient une certaine paix dans cet espace clos où la violence était omniprésente. Je ne les ai jamais vus perdre leur sang-froid ou leurs nerfs, spécialement face à des détenus à bout. Un jour, l'un de mes voisins avait frappé un long moment contre la porte de sa cellule car son parloir avait quelques minutes de retard. Le bruit était oppressant et résonnait dans tout le couloir. Le jeune surveillant me fit cette remarque fataliste : « C'est un détenu impatient. » Son flegme m'impressionna. Je n'en aurais sans doute pas été capable. Je n'avais ni le droit ni la possibilité d'échanger avec les policiers qui ne pouvaient pas entrer dans ma cellule. J'étais donc content de cette proximité familière avec mes surveillants. Cela contribuait à humaniser la prison. Beaucoup, originaires d'outre-mer, attendaient patiemment de pouvoir revenir dans leur territoire d'origine pour y exercer leur métier. Leur jeune âge les contraignait à demeurer en région parisienne avant de pouvoir postuler à un poste équivalent. Les places étant rares, il leur fallait acquérir une ancienneté minimum.

Ce premier vendredi de ma détention s'avéra sinistre car nous avons utilisé tous les droits de visite. Ni Carla ni les enfants ne furent autorisés à venir me voir. Je demeurais seul, même si mes avocats Jacqueline Laffont et le si constant Christophe Ingrain firent de leur mieux pour combler le désert affectif du jour. J'appelais Carla dès le matin pour m'enquérir de son moral. « Je ne peux pas venir avant demain après-midi, c'est une horreur. » Je pensais exactement la même chose mais comme nous n'y pouvions rien, il nous fallait nous y résigner. Je sentais cependant la rage monter en moi comme un volcan en éruption. Pourquoi fallait-il imposer toutes ces cruautés et ces vexations à ma famille ? Je voyais les miens souffrir inutilement. Cela me rendait fou de colère et de douleur. Tenter de m'abattre aussi injustement ne suffisait-il donc pas ? Il fallait, de surcroît, blesser ma famille.

Nous avons décidé d'envoyer Giulia avec des amis à l'étranger pour l'éloigner quelque peu du chaudron. Son jeune âge la rendait plus vulné-

nable malgré sa maturité et sa force qui m'impressionnaient. Je lui téléphonais alors qu'elle était à Madrid. Sa voix vibrait d'émotion de m'entendre pour la première fois depuis la prison. « À mon retour, je veux venir te voir papa. Je suis forte, laisse-moi être à tes côtés. J'ai besoin d'être avec toi. » J'étais tout à la fois bouleversé et hésitant. Je voulais la protéger mais refuser sa venue aurait été la considérer comme une enfant fragile, alors même qu'elle se voyait déjà comme une jeune adolescente. Je me résolus à lui dire oui. Il y avait bien davantage à apprendre en faisant face à la situation plutôt qu'en essayant de trouver des chemins d'évitement qui en réalité n'éviteraient rien et ne protégeraient de rien. Après avoir raccroché, elle appela sa mère pour lui dire fièrement : « Papa m'a appelée, il va très bien, surtout ne t'inquiète pas. » Carla et moi en avions les larmes aux yeux. Elle reproduisait à sa mère le discours que celle-ci lui tenait chaque jour pour la protéger.

J'étais si fier de ma famille dans laquelle chacun veillait à prendre soin de l'autre, chacun assumait sa part de responsabilité pour alléger celle des autres et surtout tous s'aimaient parce qu'ils avaient tant besoin des autres. J'ai pensé au roman d'Alexandre Dumas, *Les Trois Mousquetaires* :

« Un pour tous et tous pour un. » Au fond, je n'avais pas de quoi me plaindre. J'étais enfermé mais entouré de tant d'amour. Cette épreuve allait démultiplier notre force collective. J'aurais presque pu remercier mes ennemis de m'avoir, « à l'insu de leur plein gré », accordé une telle grâce.

Les amis n'étaient pas en reste. Ces périodes où les sentiments sont portés à leur paroxysme révèlent les tempéraments en apportant leur lot de bonnes surprises et de grandes déceptions. J'avais bien vu en quittant mon domicile pour la Santé que beaucoup de mes proches étaient profondément bouleversés. Nombreux étaient ceux qui ne pouvaient dissimuler leurs larmes. Il y a eu tant d'initiatives touchantes et merveilleuses que je ne peux toutes les citer. Je garderai cependant un souvenir ému des recettes de cuisine qu'Emmanuelle Mignon, qui fut ma directrice de cabinet à l'Élysée, a tenu à me faire parvenir pour masquer son inquiétude quand elle apprit que je ne me nourrissais que de laitages, ignorant les repas de la prison. Elle avait consigné le temps de cuisson des pâtes, le minutage d'un œuf dur ou d'un œuf à la coque... Elle souhaitait vivement que je me serve de la petite plaque chauffante de ma cellule. Elle m'a sans doute toujours vu plus fort et surtout plus habile que je ne le suis. J'ai dû la

décevoir mais son intention était si gentille ! Je ne voulais pas utiliser mon temps d'enfermement à cuisiner. Cela étant, j'ai tant aimé ce geste venant d'une personnalité au caractère rude mais dont le cœur était si généreux.

Chaque jour, un immense bouquet de fleurs arrivait à la maison avec une carte signée Edmond Dantès. Nous cherchions avec Carla à trouver le commanditaire doté d'un tel humour. Nous échafaudions des hypothèses. C'était devenu un jeu entre nous. Je n'ai su qu'à ma sortie de prison qu'il s'agissait de l'initiative de l'un de mes plus proches amis, Michaël Fribourg. J'aimais cette intention et cette référence car *Le Comte de Monte-Cristo*, que j'avais apporté en prison, délivre un double message. La renaissance, bien sûr, mais aussi la vengeance. Il n'oublie rien. Il retrouve chacun de ses dénonciateurs et leur accorde le châtiment qu'ils méritent. On parle beaucoup de la première, moins de la seconde. La renaissance, je l'aurai. Cela ne fait aucun doute dans mon esprit. Les faussaires, les comploteurs, les menteurs ne peuvent pas gagner sur le long terme. La vengeance, je l'ai déjà dit, ne m'est pas naturelle. Je n'aime pas ce sentiment. Je n'ai pas envie de me rabaisser avec l'idée de faire du mal à ceux qui m'en ont tant fait, mais je sais

qu'il va me falloir reconsidérer une partie de mes convictions. Non pour moi, mais pour tous ceux, innombrables, qui encourent le risque de l'injustice. Le combat que je mène est beaucoup plus large que celui qui serait réduit à ma seule personne. Tous ceux qui exercent des responsabilités ou prennent des initiatives craignent désormais de se trouver en danger à tout moment tant les règles peuvent être bafouées et les limites du bon sens dépassées, jour après jour. Il existe en France, dans nombre de milieux, une minorité d'autant plus agissante qu'elle est peu nombreuse, qui poursuit un combat idéologique contre les politiques, contre la droite, et contre moi qui en suis le symbole.

Il faut éviter à tout prix ce qui pourrait devenir une véritable guerre des pouvoirs qui peut se déclencher à tout moment. Les élus du peuple ne se sont jamais sentis aussi fragilisés, aussi menacés, aussi impuissants, alors même qu'ils sont les représentants de la souveraineté populaire. Naturellement, l'importance de leur rôle ne doit pas conduire à garder en leur sein des brebis galeuses.

Pour ce qui est de l'institution judiciaire, il existe à travers le monde des systèmes où les magistrats sont élus. Cela n'a jamais été le cas dans notre histoire et cela ne serait pas compa-

tible avec les valeurs de la République. Raison de plus pour que chacun soit particulièrement vigilant quant à l'image d'impartialité qu'il doit donner. Je suis persuadé que l'immense majorité des magistrats est consciente de ce risque qui pourrait devenir une dérive. C'est bien d'ailleurs cette majorité qui serait la première victime d'actions partisans qui n'ont rien à faire dans les prétoires. Il existe un point d'attention particulier : certaines organisations syndicales de magistrats revendiquent elles-mêmes un combat idéologique et politique. C'est en soi un problème. Mais ça l'est davantage encore quand on sait le rôle que ces organisations peuvent jouer dans les nominations, les promotions, les carrières des membres du corps. Je ne veux en aucun cas caricaturer, ce n'est ni dans mon tempérament ni dans mon histoire. Mais je ne peux passer sous silence les excès du Syndicat de la magistrature et son tristement célèbre « mur des cons ». J'en étais la tête d'affiche, ma photo était épinglée au centre de ce panneau de la honte. Comment pourrais-je ne pas m'interroger sur l'impartialité d'un membre de ce syndicat qui a professé une telle détestation débridée à mon endroit ? Qui l'accepterait à ma place ? Naturellement personne de sensé. Il suffit de rappeler que se trouvait à mes côtés dans les cibles obsessionnelles de cette

organisation Jean-Pierre Escarfail, le père de la première des victimes tuées et violées par Guy Georges. Pourquoi haïr cet homme qui a tant souffert ? On frémit à l'idée que ceux qui ont bâti ce mur sont des magistrats censés incarner la mesure, l'équilibre, la loi.

C'est sans doute le moment de tordre le cou à un argument particulièrement fallacieux et pourtant scandé sur les plateaux de télévision : il ne faut pas critiquer une décision de justice. Cela ne doit pas et ne peut pas se faire. Je note que si tel était le cas, il n'y aurait ni doctrine ni jurisprudence puisque justement c'est leur rôle. Mais à partir du moment où la justice qui était une « autorité » est devenue un « pouvoir », non seulement la critique est nécessaire, mais plus encore elle est saine. En effet, qu'est-ce qu'un pouvoir qu'on ne peut pas critiquer si ce n'est une dictature, un totalitarisme, le contraire de la démocratie qui se nourrit de la critique positive comme négative. La justice est devenue un pouvoir. Il s'agit sans doute d'une évolution sur laquelle personne ne reviendra. Elle doit en accepter la contrepartie, celle de la critique de son action au même titre que cette dernière s'applique sans limites au pouvoir exécutif comme au pouvoir législatif. Le bon sens devrait amener chacun à

considérer ce point plutôt qu'à rabâcher un slogan qui n'a plus aucun sens.

Un autre raisonnement, guère plus pertinent, a été maintes fois utilisé à propos de mon incarcération alors que j'avais fait appel contre le jugement du tribunal correctionnel de Paris. Cette mesure aurait été justifiée pour la seule raison qu'elle est prévue dans le Code de procédure pénale. La question n'était pas de savoir si la mesure existait, mais si elle devait s'appliquer à ma situation. Or rien, absolument rien, ne justifiait cette décision d'une brutalité inouïe. Bien sûr que la détention provisoire existe dans notre arsenal juridique pour ceux qui pourraient être tentés de se soustraire à la justice, cela n'a jamais été mon cas. Le risque de réitération ? Je n'ai, à ma connaissance, pas fait acte de candidature à la prochaine élection présidentielle pour laquelle je suis d'ailleurs pour l'instant inéligible. Le risque de pression sur les témoins ou de concertation ? Vingt ans après les faits et à l'issue de douze ans d'enquête, cela n'a pas de sens. Le risque de destruction de preuves ? Ce serait une plaisanterie pour ces faits qui remontent à vingt ans et alors que précisément, les juges eux-mêmes ont reconnu qu'il n'y avait pas de preuves. Où est la logique ? Où est la mesure ?

Je rappelle un fait, hélas oublié, mais qui me semble particulièrement illustratif de cette dérive judiciaire : le financement de ma campagne de 2007 avait déjà fait l'objet d'une enquête très approfondie dans le cadre de l'affaire Bettencourt. J'avais donc déjà été suspecté et même mis en examen pour avoir prétendument reçu de l'argent de Liliane Bettencourt. L'instruction avait tourné court, le juge Gentil n'ayant, et pour cause, pas trouvé le moindre centime de liquide dans le financement de ma campagne. J'avais bénéficié d'un non-lieu et le magistrat avait précisé dans son ordonnance que toutes les factures contrôlées de ladite campagne n'avaient donné lieu à aucune irrégularité. Malgré cela, une nouvelle instruction était confiée cette fois au juge Tournaire sur les mêmes aberrations, avec cette fois comme bienfaiteur prétendu Kadhafi et non plus Liliane Bettencourt.

Depuis, combien d'argent a été dépensé en pure perte pour le seul objectif de démontrer ma culpabilité à tout prix sans que jamais on puisse trouver le moindre élément matériel justifiant ou simplement crédibilisant cette dernière ? Ce serait

risible si ce n'était pas à ce point dramatique. Et moins on trouve de preuves, plus on s'obstine, allant jusqu'à me jeter en prison. Dois-je me taire ? Dois-je baisser la tête ? On ne peut pas me le demander. Et d'ailleurs, je ne le ferai pas parce que ce serait trop grave, trop lourd de conséquences, trop contraire à l'idée même d'État de droit.

J'ai bien perçu cette atmosphère de peur que faisait régner ce combat mené par une minorité au travers de l'attitude de nombre de responsables politiques, au premier rang desquels se trouvaient mes propres amis. Tous étaient persuadés de mon innocence et de l'injustice profonde du traitement qui m'était réservé mais peu le manifestèrent publiquement par crainte de mesures de rétorsion. On en est là dans la France de 2025. Les plus courageux déclaraient leur soutien à ma personne comme à ma famille et saluaient même mon bilan d'ancien président. C'était gentil mais cela n'était pas le problème. Je recevais ces condoléances comme une façon de dire sans le dire. Cette solidarité bon marché masquait péniblement une peur panique. Le seul dirigeant de ma famille politique qui a demandé à venir me visiter en prison aura été Michel Barnier. Nous n'étions pas spécialement

proches, même si je l'avais nommé ministre puis commissaire européen comme représentant de la France. Mais, pour l'occasion, il était plus courageux que je ne l'aurais imaginé. Il fut l'une des bonnes surprises. J'ajouterais que le formidable travail de défense d'Henri Guaino m'a beaucoup aidé. Il s'est déployé avec son intelligence habituelle du matin au soir. Renaud Muselier et Christian Estrosi ont été des amis merveilleux, tout comme François Baroin, Christian Jacob et Philippe Briand. Philippe de Villiers fut, comme toujours, un lutteur que rien ne peut intimider. Enfin, j'ai apprécié François-Xavier Bellamy que je découvris pour l'occasion doté d'un réel courage, bien utile dans les instances européennes, et David Lisnard qui, dès le début de l'affaire, s'est engagé à mes côtés sans aucune ambiguïté.

Bruno Retailleau m'appela régulièrement, mais n'en fit publiquement pas davantage. Laurent Wauquiez se manifesta aussi mais ses prises de position publiques furent prudentes et surtout moins tranchées que celles de Gérard Larcher, qui osa affirmer que l'exécution provisoire posait un problème. En effet... Je n'en veux pas à ceux qui n'ont pas été particulièrement courageux, chacun fait comme il peut ou comme il veut. Mais comment espérer être un leader politique si on a peur et, surtout, si on le montre ? J'ai réussi à être élu

président de la République moins par mon talent que par mon audace. Cette dernière est sans doute la caractéristique la plus rare à l'époque des réseaux sociaux, des polémiques à répétition, des smartphones qui filment et espionnent à tout moment. Mais elle est centrale pour celui ou celle qui aspire aux responsabilités les plus élevées.

Finalement, les meilleures surprises sont venues de ceux que j'attendais le moins. Marine Le Pen fut de celles-ci. Elle avait appelé à voter contre moi en 2012 et donc pour François Hollande, ce qui ne m'avait pas plu. J'avais capté son électorat populaire. Elle me considérait, à juste titre, comme son principal adversaire. J'avais en outre toujours refusé le moindre accord avec son père, elle-même et son parti. C'est dire que les contentieux entre nous étaient nourris et nombreux. Certes, le contexte judiciaire pouvait nous rapprocher. L'application d'une peine d'inéligibilité provisoire avant son appel équivalait à lui interdire l'élection de 2027, ce qui était particulièrement choquant. Mais me soutenir était pour elle plutôt un risque qu'un avantage à quelques mois de son propre procès en appel. J'ai apprécié ses déclarations publiques à la suite de ma condamnation, qui étaient courageuses et dépourvues de toute ambiguïté. Je lui ai donc téléphoné pour la

remercier. C'était notre premier contact depuis fort longtemps. Au cours de la conversation, elle m'a interrogé sur la situation politique. Je lui ai répondu que ma conviction était arrêtée. Les élections législatives anticipées n'étaient qu'une question de semaines. Je ne voyais pas comment le président Macron pourrait y échapper. J'ajoutais que je ne croyais pas en la démission de ce dernier, ce qui renforçait encore la probabilité de cette perspective. Elle me répondit : « Votre voix porte sur l'électorat de la droite populaire, vous associerez-vous à un quelconque front républicain ? » Ma réponse fut sans ambiguïté : « Non, et de surcroît je l'assumerai en prenant le moment venu une position publique sur le sujet. » Elle termina en me chargeant d'un message pour Carla : « Dites à votre femme que j'ai admiré l'élégance avec laquelle elle a jeté à terre la bonnette du micro de *Mediapart*... Elle l'a fait avec une classe et une douceur remarquables. » Marine Le Pen avait raison. Le geste de Carla était devenu viral sur les réseaux sociaux. J'aurais été incapable de faire aussi bien. Je ne l'avais d'ailleurs pas vu alors que j'étais à côté d'elle à la sortie du tribunal correctionnel. Une petite initiative pouvait avoir un retentissement national. Carla démontra qu'il était possible d'être cinglant sans être violent. Ce fut une leçon utile pour moi.

Ce que l'on a coutume d'appeler le bloc central fut particulièrement silencieux, du moins dans son expression publique. Je reçus beaucoup de lettres et d'appels, mais la quasi-totalité restait dans le domaine privé s'abstenant de toute prise de position officielle. On n'est jamais trop prudent... La gauche fut sans surprise. Sourcilleuse à l'extrême quand il s'agit des droits de ses amis, elle foulait aux pieds ses convictions lorsque les miens étaient en cause. C'est toujours fascinant de voir la méchanceté débridée, surtout lorsqu'elle est gratuite, puisque je n'étais plus un compétiteur. J'étais en prison. Je ne pouvais donc pas répondre. Cela n'empêcha pas Ségolène Royal d'affirmer sans rire qu'elle avait perdu l'élection de 2007 à cause de l'argent de Kadhafi ! Plus c'est gros, plus cela passe. Et avec elle, ce n'est jamais assez gros. À son crédit, je dois dire que je ne suis pas certain qu'elle comprenne toujours le sens de ce qu'elle dit. Cela la sauve de la honte.

François Hollande, drapé dans sa dignité, rappelait qu'il ne fallait jamais critiquer une décision de justice. Oubliant que, dans un échange filmé en 2010, il interrogeait son ami Edwy Plenel – on a les relations que l'on mérite – en lui demandant à mon sujet : « Alors tu n'as pas

encore arrêté le délinquant ? » Ce à quoi Edwy Plenel répondait qu'il « faisait son travail ». En termes de République impartiale, on a fait mieux.

Je fus à l'inverse surpris du courage et de l'intelligence de deux personnalités pourtant peu réputées pour être de mes amis. Jean-Michel Apathie prit ma défense au nom de ses principes et de ses convictions. Il considéra que la loi avait été doublement violée. D'abord, par un jugement incohérent dans son raisonnement comme dans ses décisions. Ensuite, par une sentence d'incarcération provisoire qui ne respectait aucun des critères requis. Il réitéra ses prises de position à plusieurs reprises avec beaucoup de finesse et une réelle bravoure. De surcroît, il n'hésita pas à le faire en milieu hostile dans l'émission *Quotidien*. J'ai découvert en lui un homme de média doté d'une colonne vertébrale. J'ai beaucoup de désaccords avec lui mais cela ne m'a pas empêché d'admirer son courage.

Le second était Franz-Olivier Giesbert, qui avait pourtant écrit quantité de livres parfaitement désagréables sur mon action comme sur ma personne. Ses convictions étaient si heurtées par l'attitude des magistrats qui m'avaient jugé que cela déclencha en lui une véritable rage de

me défendre, allant jusqu'à dire sur le plateau de *Quotidien* à l'animateur principal : « Au moment de l'affaire Dreyfus, on voit bien de quel côté vous auriez été ! » Lequel en resta bouche bée, incapable de formuler une réponse articulée sous le choc de l'attaque à laquelle il n'était visiblement pas préparé. Tous ces gens ignoraient ce que cela signifiait de recevoir des coups, eux qui avaient tellement l'habitude de les donner en toute impunité. Être le gibier ou le chasseur était loin d'être la même affaire... Franz-Olivier Giesbert fut un défenseur acharné, intelligent et pertinent.

Il y eut aussi des déceptions, moindres parce qu'il s'agissait de personnes dont je n'attendais rien ou pas grand-chose, sachant par avance qu'il s'agissait de tempéraments agréables parfois, intelligents certainement, mais tellement attachés à leur image que pas un mot sincère ou courageux ne sortirait de leur bouche. J'eus rapidement confirmation de ce pronostic qui s'avéra lucide.

Cela ne donnait à mes yeux que plus de valeur aux témoignages de milliers et de milliers d'anonymes qui m'écrivaient de façon souvent bouleversante. J'aurais pu tapisser les murs de ma cellule de toutes les cartes postales de paysages magnifiques qui m'étaient envoyées pour l'enjoli-

ver et l'égayer. De cet endroit où ma vue se limitait à une palissade en plastique de trois mètres de hauteur fixée à un mètre de mes fenêtres, j'appréciais d'autant plus ces attentions. Beaucoup affirmaient prier pour moi et m'appelaient à la patience, me promettant le retour des jours heureux. C'était touchant, sincère et surtout cela témoignait d'un lien humain profond et durable alors que j'avais quitté le pouvoir treize années plus tôt. La persistance de ce lien affectif et de ce soutien populaire m'était d'un grand secours. Grâce à ma famille et à ces Français, je ne me suis jamais senti seul ou encore moins abandonné. J'avais bien conscience que ce privilège était aussi rare que précieux.

J'ai eu aussi la bonne surprise de découvrir que le monde des journalistes et des médias était moins frivole et cynique que je ne l'avais longtemps pensé. J'ai été accro à cet environnement. Je lui ai sans doute accordé trop d'importance. J'ai souvent confondu les relations professionnelles et l'amitié. J'étais trop jeune et pas assez expérimenté. Par la suite et à l'inverse, je l'ai détesté autant que je l'avais aimé. C'était excessif dans un sens comme dans l'autre. Je m'étais d'abord vu adoré des médias, leur petit prince en quelque sorte. Je m'étais ensuite imaginé être

détesté par les mêmes, le diable en personne. En vérité, je me trompais deux fois. J'avais désormais une vision plus apaisée de ce monde. Le paroxysme de la situation qui m'était imposée mettait les sentiments et les personnes à nu. Il n'y avait plus de comédie. C'était grave car il s'agissait de la liberté d'un homme. Il ne s'agissait plus seulement de politique. J'ai vu des réactions qui m'ont profondément touché et ému. Je me souviens de ce dimanche si triste à la Santé où j'ai pu découvrir le billet de Pascal Praud dans le *Journal du dimanche*, « Je pense à lui ». Je l'ai lu comme la lettre d'un ami cher qui souffrait à ma place et imaginait ce qu'il en adviendrait s'il avait lui-même à affronter une telle épreuve. Les éditos courageux de Laurence Ferrari m'ont particulièrement touché.

J'ai été très impressionné par la violente prise de position après ma condamnation du très calme Alexis Brézet, le directeur du *Figaro* : « J'ai honte de la France. » Fallait-il que le choc soit violent pour que cet homme sage et pondéré en arrive à ce point d'exaspération ? Je pourrais dire la même chose de Vincent Trémolet de Villers.

J'ai eu beaucoup d'autres témoignages humains et donc touchants de journalistes que je connais-

sais à peine. Jusqu'au très militant Patrick Cohen qui adressa un message à Véronique Waché pour qu'elle me transmette ses pensées amicales au moment de mon incarcération. Il ne s'en est pas vanté publiquement, et a même par la suite fait plusieurs interventions peu amènes. Le courage a ses limites, mais j'ai apprécié son geste.

Au final, c'était le spectacle de *La Comédie humaine* dans ses grandeurs et ses petitesse. Ni plus ni moins. Dans cette vie politique tellement déstabilisée, sans cap, sans boussole, sans leader, chacun essayait comme il le pouvait de tirer son épingle de ce qui n'était hélas plus un jeu. Je ne leur en voulais pas. Ce monde a été le mien. Je connais d'expérience les sacrifices qu'il impose à ses acteurs. Je ne le renierai jamais. Les soldats de la politique étaient en train de payer cher la faiblesse de leurs chefs. Les Chinois n'ont pas tort de dire que le poisson pourrit par la tête. Il y a peu de secteurs où le leadership est plus nécessaire que dans la politique. Elle est le domaine du vertical, pas de l'horizontal. Un chef, une équipe, un projet, je ne connais rien de plus simple et surtout rien de plus efficace quand on veut accéder aux responsabilités suprêmes. Quand les chefs défaillent, les soldats perdent leurs repères.

Je craignais mon premier dimanche à la Santé. C'était un jour sans aucune visite, ni de la famille ni des avocats. La solitude complète... Mon fils Jean eut l'idée de demander à l'aumônier de la prison de la Santé s'il pouvait me rendre une visite. Je mentirais en prétendant que je piaffais d'impatience à l'idée de le rencontrer, mais un rendez-vous dans la journée, c'était mieux que rien. Et puis, j'éprouvais une certaine curiosité. À 9 h 30, je retrouvai ce serviteur de Dieu dans le parloir du quartier des détenus à l'isolement. Il s'agissait d'un homme de moins de 50 ans à l'allure particulièrement juvénile. Il portait un jean, des mocassins et un haut de clergyman qui indiquait clairement son appartenance à l'Église. Sa barbe était soigneusement taillée. Je le sentais timide, réservé et d'une grande douceur qui s'exprimait par un large sourire et une voix apaisée. La conversation s'engagea aisément, librement, et sans le moindre protocole. Il marquait de nombreuses pauses pour bien ajuster chacune de ses paroles. Nous parlâmes de religion, du pape, des églises dans la campagne, au début sans aucune connotation trop intime ou trop personnelle. Je lui étais reconnaissant de faire preuve d'une telle

réserve. Je n'aurais pas aimé qu'il soit trop intrusif alors que nous ne nous connaissions pas. Je dois même admettre que c'est moi qui avais fini par engager la conversation sur des questions plus intimes. Je lui demandai les raisons qui l'avaient amené à exercer son ministère dans un tel endroit. Il me confia qu'il était un homme des marges, qu'il les avait toujours aimées et qu'avec la prison, il était servi. Il poursuivit : « Le mal existe et ici il est très présent. Mais la bonté aussi, elle existe même dans les personnalités les plus noires. Et chaque fois que je rencontre la bonté, je trouve le mystère de Dieu. » La bonté comme preuve de la présence de Dieu, c'était intéressant.

La vie de ce prêtre était à l'unisson de sa pensée. Il me précisa qu'il vivait dans un foyer pour personnes sans abri aux côtés des bénévoles de l'association. L'ensemble faisait ressortir une personnalité originale, attachante et intéressante. Nous demeurâmes ainsi pratiquement une heure et demie à échanger. Cette conversation libre nous avait rapprochés. Je commençais même à éprouver une réelle sympathie pour cet homme dont la bonté irradiait chacune de ses phrases. J'ai fini par lui demander s'il célébrait la messe en prison. J'appris à cette occasion qu'il n'y avait pas de chapelle à la Santé et qu'en conséquence

le gymnase faisait office de cathédrale. Ce fut son expression. Le prêtre me confia que parmi la cinquantaine de ses paroissiens, tous ne venaient pas pour des raisons parfaitement chrétiennes. Il s'agissait pour certains d'une opportunité de sortie, de rencontres ou même parfois d'échanges de cannabis, mais plus rarement de prier. Mais, finit-il par ajouter, peu importe car, pour chacun, cela peut être une occasion de rencontrer Dieu.

Sa conclusion fut cependant assez radicale : « Je ne suis pas sûr que votre venue à la messe soit une bonne idée. Cela pourrait mettre trop d'animation. » Je lui répondis que, de toute façon, jamais les autorités pénitentiaires ne me laisseraient au milieu de plusieurs dizaines de détenus pour des raisons de sécurité. Je lui confessai que si cela avait été possible, dans un autre contexte, j'aurais été heureux de participer à l'une de ses célébrations. Il ajouta presque timidement que si je le souhaitais, mais il ne voulait en aucun cas me l'imposer, je pouvais communier. Je réfléchis un instant, surpris par son invitation, et finis par répondre : « Pourquoi pas. » Il sortit alors un petit récipient en verre de sa poche contenant deux hosties soigneusement emballées et qu'il avait préalablement préparées. La situation était pour le moins étrange. Je me trouvais dans

cette petite salle si triste et banale autour d'une table fixée au sol par des plaques, enfermé avec un prêtre que je ne connaissais pas une heure avant, et sous le contrôle vigilant des surveillants de la prison. Je m'apprêtais à communier pour la première fois depuis de nombreuses années. J'en étais heureux et même ému. Ce fut la célébration la plus courte à laquelle il m'a été donné d'assister. Nous commençâmes par dire un « Notre Père », un « Je vous salue Marie », puis nous nous recueillîmes ensemble un long moment. Le silence régnait. Je communiai avec une certaine ferveur. Puis nous demeurâmes sans parler. Ce silence était apaisant surtout dans cet univers tellement violent. Nous nous quittâmes en nous promettant de nous revoir le dimanche suivant. « Plutôt à 11 heures », me précisa mon nouvel ami.

Carla et Jean furent heureux quand je leur racontai cette rencontre spirituelle inattendue. Était-ce le signe que j'attendais ? Je l'ignore mais cela me permit de passer ce dimanche de solitude annoncée avec une grande tranquillité d'âme. En soi, c'était déjà une victoire inattendue et heureuse. Certains pourront ironiser sur cette forme de conversion subite. Ils l'interpréteront sans doute comme un signe de faiblesse

au mieux passagère. Peu m'importe puisque ce sont les sentiments que j'ai profondément ressentis. Je me suis engagé sur la vérité de ce récit. Cette partie de mon témoignage y participe. J'ajoute qu'avant de juger, chacun devrait prendre le temps de réfléchir à l'enfermement, au face-à-face avec soi-même qu'il impose, à la disponibilité d'esprit qu'il autorise et qui permet de percevoir de nouvelles émotions. La prison fut pour moi une épreuve que j'ai essayé de rendre la plus productive possible. On a coutume de dire que l'on apprend à tout âge. C'est vrai car j'ai beaucoup appris à la Santé, sur les autres comme sur moi-même.

En pensant à ce premier lundi de mon incarcération, j'étais soulagé d'imaginer qu'une semaine était déjà finie. Comment expliquer ce paradoxe ? Les heures s'écoulaient lentement, les journées étaient parfois interminables, mais la semaine avait filé à vive allure. Au fond, dans notre rapport au temps, la vie était la même en prison qu'à l'extérieur. L'ensemble passait à la vitesse

de la lumière alors même que j'avais le sentiment d'avoir vécu une succession de moments qui m'avaient paru sans fin.

Je m'apprêtais à quitter ma cellule à la fin de la matinée quand une jeune directrice adjointe, que je n'avais encore jamais rencontrée, est venue à moi l'air bien embarrassé : « Je crois qu'il vaudrait mieux que vous renonciez à votre activité sportive et demeuriez dans votre cellule. Deux députés sont en train de visiter la prison. Si vous ne souhaitez pas les rencontrer, ne sortez pas. » J'étais interloqué. Qui étaient ces parlementaires ? La directrice ne le disait pas. Elle semblait dépassée par les événements qui venaient de lui tomber dessus. Chaque fois que je lui posais une question sur ce qui était en train de se passer, elle souriait, gênée et mutique. Craignant visiblement de trop en dire. Je n'insistais pas, ne voulant pas l'embarrasser. Je renonçais donc au sport et téléphonais à Christophe Ingrain pour tenter d'en savoir davantage. Il était, lui, parfaitement au courant par les médias qui canonnaient sur le thème des deux parlementaires de La France insoumise présents à la Santé avec un journaliste et un photographe. Leur dessein était clair : me voir, me photographier et surtout vérifier que je ne bénéficiais pas d'avantages indus. Lesquels ?

Ma cellule était celle des autres détenus. Elle n'avait pas été construite pour moi. Mon quotidien était le même si ce n'est que mon régime était plus sévère. Ainsi, à la différence du quartier des personnes vulnérables ou VIP, ma porte était constamment fermée. Je ne pouvais jamais quitter ma cellule et déambuler dans le couloir. J'avais plutôt moins de droits que les autres détenus. Mon avocat me conseilla de n'avoir aucun contact avec ces élus « dont vous n'avez rien à attendre. Ils ne cherchent que la polémique ». Son avis me conforta dans la décision de ne pas accepter la moindre rencontre. Je demeurais ainsi dans ma cellule à attendre que les choses passent.

Il y avait donc des gens qui mettaient le combat politique avant la dignité minimale qui aurait dû consister à respecter l'intimité d'un homme en prison. Le journal *Le Monde*, autrefois un quotidien qui faisait autorité, avait envoyé un photographe dans les bagages de La France insoumise pour voler une photo de moi emprisonné. Quand je pensais aux leçons de démocratie, de morale, de déontologie, de respect des droits de l'homme que ce journal a coutume d'adresser à la terre entière, c'était risible. Il y avait de quoi en avoir le cœur au bord des lèvres. Ce comportement était au mieux digne de ces tabloïds

qui vendraient leur âme pour le moindre écho à scandale. *Le Monde* était tombé bien bas depuis longtemps, mais là il était vraiment dans le caniveau. Difficile de faire pire !

Les révolutionnaires aux petits pieds se croyaient à la prison du Temple pour harceler le roi et la reine déchus. Il y aurait eu une guillotine en place de Grève comme au XVIII^e siècle, ils seraient venus se repaître du spectacle des têtes qui roulaient dans la boue au rythme des pulsions de folies meurtrières de Marat, de Danton et de Robespierre. Comment pouvaient-ils en être arrivés là ? N'étant pas certain de la qualité de leur connaissance historique, je ne pouvais même pas leur reprocher d'avoir oublié que les révolutionnaires sont toujours dévorés par leur révolution. Peut-être ne l'ont-ils jamais su ? Alors rappelons-leur que Marat fut assassiné, Danton fut exécuté à la demande de Robespierre, et ce dernier à la demande de tous les autres. C'est ainsi que finissent toujours les exaltés de la violence, de l'outrance et de l'inhumanité. Il faut espérer que les progrès de la civilisation ont mis un terme à cette fatalité, et que l'histoire n'est plus un éternel recommencement.

À l'inverse, j'étais reconnaissant à leur chef Jean-Luc Mélenchon de ne jamais avoir prononcé une parole contre moi tout au long de cette crise et de mon incarcération. Je ne partage bien sûr aucune de ses idées ou de ses outrances. Mais l'homme cultivé qu'il est ne pouvait, du moins je l'espérais, être tombé moralement au niveau de ces deux élus de la nation. Et quels élus ! Là aussi, leur attitude devrait consterner toute personne dotée d'un minimum d'humanité.

La visite se prolongea toute la journée. L'administration pénitentiaire était à bout, furieuse de cette manipulation et bien décidée à me défendre. Je leur en étais très reconnaissant. À 16 h 30, Carla et mon fils Jean devaient se rendre au parloir. On m'expliqua que, dans ces conditions, c'était impossible et que la visite serait retardée. Pour combien de temps ? Personne ne le savait. Je me voyais privé de ma famille par la faute de ces deux individus. Je pus finalement les voir en fin de journée grâce à la compréhension du directeur et des surveillants. Mais quel stress inutile ce fut. Leur visite prouvait qu'à l'évidence je n'étais pas un détenu comme les autres. Les parlementaires de La France insoumise avaient réussi l'exploit de démontrer l'exact contraire de ce

qu'ils avaient souhaité. Détail intéressant : les surveillants m'ont confié qu'à aucun moment ces élus d'ultragauche ne les avaient interrogés sur leurs conditions de travail et sur le choix qui était le leur d'avoir intégré la pénitenciaire. Visiblement la vie des travailleurs de la prison ne les intéressait en rien. Ils n'avaient pas gagné beaucoup de voix avec cette visite... Cela me réjouissait beaucoup.

La vie quotidienne continuait à son rythme monotone. La cérémonie de la douche après le sport était particulièrement cocasse. Je n'avais jamais connu une installation plus inconfortable. Par la crainte sans doute qu'un détenu ne se pendre, il n'y avait pas de pommeau mais seulement un petit filet d'eau qui coulait presque le long du mur. On ne pouvait se mettre au-dessous, il fallait essayer de se placer à la bonne hauteur juste en face. Mais ce n'était pas la seule difficulté. Le pire était que ce mince filet d'eau s'interrompait très vite, comme une minuterie. Il fallait sans cesse retrouver le bouton et le presser

pour que l'écoulement de l'eau reprenne. Ainsi organisée, la douche prenait le triple du temps nécessaire en situation normale. Elle ne produisait en revanche aucun des plaisirs habituels à ce moment salvateur après un exercice physique intense. Cela n'avait rien d'un drame mais participait de l'inconfort général. J'étais en prison. Je n'étais pas près de l'oublier. Tous ces détails de la vie quotidienne me ramenaient à la réalité du jour. C'était la mienne.

Il y avait un autre élément qui rendait la situation étrange. On m'avait affecté une cellule qui pouvait, si nécessaire, recevoir des détenus à mobilité réduite. Par exemple des personnes en fauteuils roulants. C'est ce qui expliquait que le seul miroir de la cellule était solidement fixé au mur à une hauteur qui me permettait de bien voir tous les détails de la ceinture de mon pantalon. En revanche, je devais me plier en deux pour me coiffer ou pour tailler ma barbe. Ces exercices quotidiens devenaient acrobatiques. J'étais soulagé qu'il n'y ait aucun témoin de mes ablutions, tant j'avais parfaitement conscience du ridicule de la situation. Bien sûr ce ne sont que des anecdotes qui paraîtront dérisoires. Mais en détention les choses les plus simples et les plus naturelles prennent une tout autre dimension.

J'étais en train de m'adapter. Rien n'était plus acquis. Tout devenait un défi.

Il en allait de même avec la curieuse habitude de l'administration d'éclairer la cellule durant la nuit sans que je n'aie jamais compris la régularité de ces flashes de lumière. La cellule était plongée dans le noir absolu et se retrouvait soudainement baignée de lumière. C'était surprenant et assez dérangent. Sans doute était-ce dû à l'inquiétude quant à l'intégrité physique des détenus en général et à la mienne en particulier. J'avais fini par m'y faire et à ne plus m'en trouver réveillé. J'avais, par ailleurs, bien d'autres choses en tête qui pouvaient me préoccuper. Ces questions matérielles n'étaient que des détails.

J'ai déjà dit combien j'étais reconnaissant envers toute mon équipe d'avocats pour la qualité de leur travail, pour leur engagement sans faille à mes côtés et aussi pour les sentiments profonds et sincères qu'ils me témoignèrent. Je ne changerai pas. Je suis construit ainsi. J'ai besoin

de ces rapports humains, de cette proximité, de ces échanges loyaux et confiants, de ce supplément d'âme que représente l'amitié. J'ai bien conscience qu'il s'agit chez moi d'une force et en même temps d'une faiblesse. Une force parce que les liens avec mon équipe sont indestructibles. Une faiblesse car mon amitié peut me conduire à être faible, à ne pas me séparer à temps de personnes en bout de course ou à trouver des excuses à certaines insuffisances.

J'ai déjà évoqué mes liens avec Jean-Michel Darrois, mais je veux évoquer ceux que je partage avec son associé, Christophe Ingrain. Je l'ai connu lorsqu'il était l'adjoint de Patrick Ouart, mon conseiller justice à l'Élysée. Ancien magistrat, juge d'instruction devenu avocat associé dans le cabinet de Jean-Michel Darrois, il a pris une place décisive dans ma défense. J'appréciais son travail acharné, son intelligence vive, son sérieux intangible et son expérience irremplaçable de cette si particulière matière pénale. J'aurais dû le faire intervenir plus tôt. Mon amitié avec Thierry Herzog m'avait aveuglé sur la possibilité qui était la sienne d'embrasser un dossier qui avait pris une telle ampleur. J'avais sous-estimé le travail de recherche et de déconstruction du dossier à charge bâti par les juges d'instruction et le Parquet natio-

nal financier. Quels que soient son talent et son dévouement, il ne pouvait, aidé de sa seule collaboratrice, approfondir toutes les directions que nous aurions dû explorer. Christophe Ingrain et ses deux collaborateurs, Tristan Gautier et Isaac Arnoud, représentaient une tout autre puissance de feu. J'étais confiant dans leur capacité d'autant plus que s'y ajoutait la hauteur de vue de Jean-Michel Darrois. J'étais cependant le seul responsable de ce retard à l'allumage d'une défense réellement structurée. Mon amitié a ainsi pu me porter préjudice. C'est une leçon que je n'oublierai pas.

Être dans mon équipe de défense était devenu un enjeu au sein d'une profession où la concurrence est exacerbée et où les ego autorisent certains coups bas. Je reçus de nombreuses propositions d'aide de la part de ténors du barreau. Certaines étaient désintéressées et se traduisaient par des prises de position publiques en ma faveur, ce qui était appréciable et utile. Je remerciais chacun avec ferveur. D'autres m'étaient recommandées par des amis sincères mais peu au fait des complexités de la procédure pénale. J'appréciais ces intentions. Je recevais chacun mais je me méfiais de ces pressions amicales qui risquaient de déstabiliser mon équipe. Et cela, je ne pouvais pas

me le permettre alors que nous étions déjà dans la préparation du procès en appel sur le fond.

Une amie alla même jusqu'à me recommander d'interroger Éric Dupond-Moretti pour savoir s'il serait d'accord pour intégrer ma défense. Je déclinais sans aucun état d'âme cette étrange proposition. D'abord parce que je ne pensais pas que choisir l'avocat le plus détesté des magistrats aurait été, dans ma situation, un choix particulièrement pertinent. Ensuite parce que j'ai toujours trouvé sa personnalité sans finesse. Et je ne souhaitais en aucun cas utiliser ce que l'on appelle parfois les défenses de rupture. Je voulais le droit et rien que le droit. J'aspirais à ce que l'on m'applique celui-ci dans sa rigueur sans que je ne sois considéré ni au-dessus ni en dessous des lois. Enfin, ce bretteur n'avait rien trouvé de mieux que de m'attaquer violemment au moment où le tribunal décidait de me jeter en prison, me reprochant d'adopter un système de défense à la Trump. Un comble venant d'un homme connu pour ses outrances !

Je confirmais donc à mes avocats la confiance que j'avais en eux. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, nous avons obtenu, la peine exceptée, beaucoup de satisfactions du jugement du tribu-

nal correctionnel. Le travail de mes conseils avait porté ses fruits sur bien des aspects puisque j'avais été relaxé de trois des quatre infractions pour lesquelles j'avais comparu devant le tribunal. Et pas des moindres, puisque j'étais relaxé des délits de corruption, de financement illégal et de recel de détournement de fonds publics, qui constituaient les faits les plus graves.

Tout au long du prononcé du jugement en ce 25 septembre 2025, j'étais passé par des émotions contraires pour ne pas dire contradictoires. Nous étions arrivés à l'heure dite avec Carla. Il était 10 heures du matin. Je ne connais hélas que trop bien le chemin entre mon domicile et le tribunal correctionnel de Paris. Nous étions un peu en avance, une maladie chez moi. Nous avons dû patienter quelques minutes dans la voiture pour ne pas arriver trop tôt. Nous n'étions pas si tendus que l'on pourrait l'imaginer. Je savais que de toute façon nous irions en appel, soit à la demande du parquet, soit à la nôtre. Dans mon esprit, c'est à ce stade que se jouerait la bataille

essentielle. Mais je n'imaginai pas ce qui finalement arriva.

À l'intérieur du tribunal, devant la chambre correctionnelle, nous fûmes accueillis par un véritable mur de caméras, de photographes, de journalistes. Combien étaient-ils ? Plus de cent au minimum, peut-être cent cinquante. À la corrida, le moment de la mise à mort est toujours le plus attendu. Il en allait de même ici. Je sentais dans mon dos l'excitation mauvaise chez la plupart d'entre eux. C'était une foule de journalistes et de commentateurs. La foule n'est jamais humaine. Elle est toujours grégaire. La salle d'audience était bondée. Pas un espace ne se trouvait inoccupé. Le public était bruyant et dissipé. Quand nous entrâmes, le silence se fit instantanément. Je sentis ces centaines de visages braqués sur nous. Il y avait plus de deux cents personnes entassées à l'intérieur. Je me sentais observé à chaque seconde. Les regards me suivaient en continu, observaient chacune de mes réactions. J'essayais d'afficher une constance impassible. Mon cœur s'emballait mais je n'en montrais rien. Carla, les enfants, mes frères, ma sœur, quelques proches amis étaient assis dans la salle, silencieux, amicaux, inquiets, attentifs.

Le tribunal est entré. La présidente, concentrée et inexpressive, s'apprêtait à rendre le jugement. Nous étions partis pour pas moins de deux heures et demie de lecture du délibéré. J'avais le temps de passer par toutes les émotions possibles et imaginables. Et ce fut le cas. Elle commença par prévenir qu'il y aurait des relaxes et des condamnations. Les premières me concernaient et provoquaient en moi un soulagement indicible.

Durant près de deux heures, l'exposé de la présidente faisait s'effondrer des pans entiers de l'accusation. De mémoire : pas d'argent libyen dans la campagne ; pas d'enrichissement personnel de Nicolas Sarkozy ; pas d'argent libyen dans son patrimoine ; pas de preuves du prétendu financement pourtant promis par les Libyens ; pas de pacte de corruption sous la tente avec Kadhafi en 2005 ; pas de remise d'espèces à Beauvau par Ziad Takieddine ; pas de caractère anormal de la visite de Kadhafi à Paris en décembre 2007 au regard de ses visites identiques dans d'autres pays européens ; pas de différence entre la politique de la France à l'égard de la Libye sous Nicolas Sarkozy et celle sous Jacques Chirac ; et, bien sûr, le « plus probable est que le document publié par *Mediapart* soit un faux ».

C'est peu dire que j'étais soulagé : cela correspondait point par point à tout ce que je n'avais

cessé d'affirmer depuis douze ans et le début de la procédure. D'ailleurs, pour confirmer ce sentiment, elle annonça que le trésorier de ma campagne, Éric Woerth, était relaxé du délit de complicité de financement illégal. Avec cela, comment aurais-je pu m'inquiéter de la suite des événements ? Mes avocats restaient concentrés. Avec l'expérience qui était la leur, ils préféraient attendre la fin des réjouissances. Comme ils avaient raison !

Puis, tout à coup, le ton de la présidente a changé. Il était assez neutre pendant les deux premières heures où elle m'avait souvent regardé, il est soudain devenu plus dur, plus mécanique. Elle fixait désormais ses notes et ne me regardait plus. J'ai senti un changement dans son narratif. Je ne saisisais plus trop bien la logique de ce qu'elle disait. C'était comme si tout avait été blanc et que soudainement tout devenait noir. Il n'y avait plus de cohérence. Elle est revenue sur le délit de corruption passive dont j'avais été relaxé, mais cette fois-ci pour affirmer que j'étais coupable d'une « association de malfaiteurs en vue d'une corruption passive », charge qui avait été ajoutée *in extremis* par les juges d'instruction à la fin de leur enquête, comme une voiture-balai venant au secours d'un travail qui n'avait abouti

à rien de conclusif. Il était établi, affirma-t-elle, que deux de mes collaborateurs avaient rencontré le beau-frère de Kadhafi, Abdallah Senoussi. Elle affirma alors que le sujet de la discussion ne pouvait avoir été que le financement de ma campagne. Sans le moindre élément de preuve, sur la base d'une pure hypothèse, assumée comme telle. Et de surcroît, ajouta-t-elle, le soin particulier que mes deux collaborateurs avaient mis à affirmer qu'ils ne m'avaient pas tenu informé de ces rencontres était bien la preuve, selon le tribunal, qu'ils l'avaient fait. Comment, avec de tels raisonnements, démontrer son innocence ? J'étais donc condamné par le tribunal pour avoir prétendument laissé mes collaborateurs envisager de solliciter un financement – pure hypothèse vigoureusement contestée par ces derniers et ne reposant sur aucun élément matériel du dossier. Financement dont, par ailleurs, le tribunal reconnaissait qu'il n'existait pas. Et la sanction tomba : cinq années de prison ferme. Tout cela n'avait aucun sens, si ce n'est celui de ne pas désavouer totalement les juges d'instruction et le Parquet national financier.

Mais je n'avais pas tout entendu, car le meilleur était pour la fin. La présidente annonça : « Compte tenu de la gravité des faits, vous irez en

prison ; mais comme vous vous êtes toujours présenté à toutes les convocations de la justice », ce qui était vrai, « vous serez convoqué dans quinze jours par le Parquet national financier qui vous indiquera la date de votre emprisonnement et le lieu ». En prenant cette décision, le tribunal me privait de l'effet suspensif normalement attaché à l'appel.

Je reçus la décision du tribunal comme un violent coup de poing dans la figure. J'étais debout seul face au tribunal, au parquet, à la greffière. Tous me scrutaient. J'avais envie de hurler à l'injustice, à la folie d'une telle décision, à la honte de tout ce que cela représentait. J'ai serré les poings. Encaissé. Je suis demeuré impassible. Mes jambes m'ont porté jusqu'à ma chaise. J'avais tenu. C'était déjà une petite victoire. Au moment de l'annonce de mon emprisonnement, la salle a poussé un cri. Ce n'était pas de la joie. Ni de la peine. Juste de la stupéfaction. Les journalistes eux-mêmes ne comprenaient plus. Toute la matinée, ils avaient commenté l'accumulation de bonnes nouvelles pour moi. Et survenait ce coup de théâtre. Personne ne comprenait. Il n'y avait ni logique ni cohérence.

Puis, le tribunal s'est retiré. Je me suis levé. Je suis allé voir mes avocats qui étaient sonnés comme chacun de nous. Je leur ai dit de ne faire aucune déclaration car c'était à moi désormais d'affronter les médias. Carla était à mes côtés comme toujours, solide au moment du choc. Elle me demanda si je savais ce que je voulais dire. J'ai répondu oui, mécaniquement. En vérité, je n'en avais aucune idée à ce moment précis. J'ai vraiment dû improviser. J'appelai Guillaume Didier, mon ami et membre précieux de mon équipe, et lui demandai de prévenir les journalistes que j'allais prendre la parole et de m'avertir quand ils seraient prêts. Il revint deux minutes plus tard pour me dire : « Vous pouvez y aller. Tenez-vous juste là où se trouve un scotch noir sur le sol marquant l'emplacement où il vous faudra prendre la parole. » Je n'avais pas eu une seconde de calme pour préparer mon propos ou même simplement y penser. Mais l'injustice que je ressentais était si forte, la pression si grande que je n'ai pas douté une seconde. La tempête était là, ce n'était pas le moment d'avoir des états d'âme, des scrupules ou même la moindre hésitation. « La haine n'a pas de limite », fut la première phrase qui sortit de ma bouche. Carla était toujours à mes côtés, forte et indéfectible. Je la sentais inquiète de me voir ainsi prendre la parole

en direct et sans la moindre préparation. Mes fils étaient là, solides comme un pack de rugby. Nous faisons face ensemble. Nous refusons de baisser la tête ensemble. En revoyant les images, en écoutant certains commentaires, en recevant les témoignages de la rue au hasard des rencontres, j'ai été fier de cette famille que nous constituons. Cette fratrie recomposée, comme tant d'autres dans le pays, qui donnait une telle image de force et d'unité. Mes fils, ma fille, mon beau-fils se moquaient de ne pas avoir la même mère ou le même père. Ils n'étaient pas des demi-frères ou des demi-sœurs. Ils étaient des membres de la même famille décidés à faire front à l'injustice. J'avais besoin d'eux. Ils étaient là. Au cœur de cette tempête, je recevais cette épreuve comme une grâce qui nous soudait, nous renforçait et nous faisait comprendre combien nous avions besoin les uns des autres.

Les trois semaines entre la sanction prononcée par le jugement et l'incarcération furent un moment étrange, comme suspendu, de ma

vie. Au fond, les Français n'avaient pas encore réalisé que je devrais me rendre à la prison. Cela demeurait de l'ordre du virtuel. C'était tellement inconcevable. Il en allait tout autrement pour notre famille. Giulia était rentrée de l'école en larmes. Elle avait compris et cela la bouleversait.

Je devais me faire à l'idée de l'incarcération, désormais certaine mais dont je ne connaissais pas la date. Un étrange parcours m'était imposé, qui débutait par un rendez-vous avec le procureur de la République financier, mon accusateur. Je ne pouvais m'empêcher de trouver pénible cette étape procédurale.

Le jour fixé, j'étais suivi dès le départ de mon domicile par quatre motos de photographes et de cameramans qui me traquaient. À chaque feu rouge où ma voiture s'arrêtait, les flashes crépitaient. J'arrivais à l'heure dite dans les bureaux du tribunal où m'attendait le procureur Jean-François Bohnert, accompagné d'une adjointe et d'un des magistrats du parquet présent lors du procès. L'ambiance était glaciale. J'étais entouré de Christophe Ingrain et de Jean-Michel Darrois. Le procureur était poli mais visiblement pas à son aise. Il m'annonça qu'il allait se contenter de donner lecture d'un procès-verbal préalable-

ment rédigé. C'était sobre. Il ne surjoua pas, n'en rajouta pas et conclut que je devais être emprisonné le 21 octobre à la maison d'arrêt de la Santé, au quartier d'isolement. Il ne me regardait pas dans les yeux tant il était concentré et attaché à lire son texte. Son adjointe était aimable et humaine. Le procureur présent à l'audience ne prononça pas une parole mais me fixait continuellement avec froideur et une pointe de mépris. En retour, je ne le regardais ni ne le considérais. Je veillais à ignorer sa présence. Je me demande encore ce que j'avais bien pu lui faire. Le comportement de la procureure adjointe était d'une tout autre nature. Elle prit la parole avec tact et mesure, ce qui tranchait avec son collègue : « Je dois vous poser des questions très intrusives avant votre incarcération. » J'étais sensible à son humanité. Je lui ai indiqué que je me prêtais à la procédure sans qu'il y ait aucune difficulté à poursuivre. Elle me demanda d'abord si, en prison, il y avait un risque que je sois en manque. En un mot, il s'agissait de savoir si je me droguais. J'ai souri : « Madame, vous devez savoir que je n'ai jamais fumé une cigarette, jamais bu une goutte d'alcool, ingéré une quelconque substance toxique, ni même pris un demi-comprimé de somnifère y compris pour dormir en avion. » Je n'avais donc pas besoin que l'on prévoie mon

sevrage. Elle nota scrupuleusement mes réponses. Puis elle m'interrogea sur d'éventuelles tendances suicidaires. Elle faisait son travail comme elle le pouvait, suivant sans doute le protocole habituel en la matière. J'essayais de l'aider en lui indiquant que, jusqu'à mes 70 ans, la réponse était clairement négative, mais que j'ignorais, comme tout un chacun, comment je réagissais à l'enfermement. Que pouvais-je dire d'autre ? Enfin, elle s'enquit de ma santé. Je lui répondis qu'à ma connaissance j'étais en pleine forme et que je n'avais pas l'intention d'utiliser mon âge ou mon état physique pour tenter d'échapper à la prison, aussi injuste soit-elle. Cette partie de l'entretien se déroula dans une ambiance embarrassée mais humaine, presque bon enfant. Je percevais cependant que le procureur de la République financier était gêné. Il réalisait sans doute ce qu'il était en train de faire et l'inadéquation complète de cette mesure à ma situation.

La séance touchait à sa fin quand j'ai souhaité prendre la parole. J'y fus autorisé. Je me suis alors adressé directement à Jean-François Bohnert. J'indiquais que je voulais lui dire bien en face ce que je pensais, ne souhaitant pas que mes avocats le fassent à ma place. « Je vous regarde bien droit dans les yeux. À deux

reprises, vous m'avez personnellement mis en cause dans les médias. C'est sans précédent. Ce que vous avez fait était choquant et mensonger. Maintenant que je suis devant vous, je veux que vous sachiez que vous m'avez blessé. Un jour, la vérité finira par triompher. L'histoire retiendra nos noms, à vous comme à moi. Vous serez le premier responsable d'un scandale judiciaire sans précédent, moi, j'en serai la victime. À tout prendre, je préfère être de mon côté que du vôtre. » Il ne répondit rien. Que pouvait-il dire ? C'était tellement plus facile de m'attaquer par médias interposés que de le faire alors que j'étais de l'autre côté de la table. Le face-à-face ne dura que quelques minutes, mais l'ambiance s'était considérablement tendue. Je ne voulais pas faire un incident qui aurait pu immédiatement être retenu contre moi. Mais je tenais à marquer le coup. Comment un magistrat avait-il pu décider de mener une véritable campagne médiatique contre moi avant même l'ouverture du procès ? J'en ai déduit qu'il avait dû avoir bien du mal à tenir ses troupes et qu'il avait dû agir ainsi pour leur donner des gages. Mais il n'était pas obligé d'en rajouter à ce point en affirmant au micro d'une grande radio, à deux reprises, sa conviction que j'étais coupable. En tout cas, j'ai pu constater cet après-midi-là, alors

que nous étions dans un dialogue direct, qu'il était devenu moins prolix et peut-être aussi moins vaillant puisqu'il ne répondit rien. Pour être parfaitement honnête, je dois reconnaître avoir été sensible au fait qu'il n'en rajoute pas tout au long de cette réunion si désagréable et ne revienne pas sur les quatre mois d'audiences qui nous avaient opposés.

Je notais d'ailleurs que le parquet n'était pas non plus satisfait du jugement puisqu'il en avait fait appel de la totalité. Il est vrai que le tribunal lui avait infligé un flagrant désaveu en balayant nombre de thèses de l'accusation, ce qui était une bonne chose dans la perspective du procès en appel.

Je quittais le Parquet national financier assez perplexe. Je venais d'être convoqué à la prison de la Santé pour le 21 octobre. J'avais dix jours à attendre. À quoi correspondait exactement cette comédie ? Si je devais aller en prison, je préférerais que cela se fasse vite.

Je devais essayer dans cet intervalle, pour ma famille comme pour mon équipe, de mener la vie la plus normale possible. Continuer mon sport quotidien, aller au bureau, déposer Giulia à l'école. Tous ces plaisirs dont j'allais bientôt me trouver privé. Autant en profiter tant que c'était possible.

Durant cette période, je vécus un moment particulièrement émouvant. Deux jours seulement après ma condamnation à cinq années de prison, je me suis rendu au parc des Princes. J'avais promis six mois auparavant à un jeune garçon de 15 ans, que j'avais rencontré au service pédiatrique de l'institut Gustave-Roussy où il soignait un cancer particulièrement agressif, que je l'emmènerais avec moi au parc des Princes pour voir un match du PSG dès qu'il aurait la force de s'y rendre. J'avais donné ma parole ignorant ce que serait le résultat du 25 septembre. Il allait mieux depuis quelques semaines, nous avions donc fixé notre rendez-vous pour la date du 27. Soit deux jours après ma condamnation. Chacun peut imaginer que je n'avais aucune envie de pénétrer dans un stade bondé de 46 000 personnes juste après la déflagration de ma condamnation. Dans ce genre de situation, la réaction naturelle est plutôt celle de se faire discret, voire de disparaître au moins pour un

temps. Cependant, je m'étais engagé à réaliser le rêve de ce jeune garçon. Il s'en était fait une joie. Il m'avait écrit pour me dire qu'il viendrait avec sa mère et son frère. Je n'ai pas eu le courage de le décevoir en annulant notre rencontre, et donc ma promesse. J'allais devoir affronter la foule, les photographes, les médias. Je devais m'exposer en apparaissant publiquement pour ce match de gala. Je me demandais avec quelque inquiétude comment les spectateurs du parc des Princes allaient m'accueillir. J'étais, certes, un habitué. Mais comment prévoir la réaction d'une foule, spécialement dans un stade de football ? J'arrivais donc sur la pointe des pieds.

À peine avais-je pénétré dans l'enceinte du stade que des spectateurs commencèrent à m'applaudir, à se lever en masse pour venir me saluer, à hurler des « tiens bon Sarko... on est avec toi... bats-toi ». Je n'en croyais ni mes yeux ni mes oreilles. Pas un seul sifflet, pas une seule insulte. Juste de la sympathie, du soutien, de l'amitié. Parfois même de l'amour. J'étais rasséréné. La surprise avait été plus qu'heureuse. Ce qui promettait d'être une épreuve se révélait être un réconfort.

Je partis tôt le lendemain matin pour pratiquer mon footing quotidien. Et là encore, la surprise fut au rendez-vous. Une heure durant, ce ne fut qu'un long chemin d'applaudissements et d'interpellations amicales. Plusieurs conducteurs arrêtaient leurs voitures, baissaient leurs vitres pour exprimer leur indignation face à mon incarcération prochaine. Je n'avais jamais connu un tel mouvement tout au long de ma longue carrière politique. C'était impressionnant et, pour tout dire, assez bouleversant. Ces soutiens populaires spontanés m'ont beaucoup aidé à tenir durant cette période intermédiaire qui aurait dû être si stressante. Je me sentais au cœur de l'actualité, entouré d'amour et d'amitié, mais dans l'attente d'entrer pour la première fois de ma vie en prison. Il y avait de quoi être déstabilisé.

Le lendemain soir, nous avons décidé, avec Carla, de profiter d'une de nos dernières soirées de liberté ensemble pour aller dans une brasserie à proximité de notre domicile. Je risquais d'être privé de restaurants quelque temps, autant en profiter. C'était un samedi en soirée. Le lieu était comble. Carla et moi étions seuls dans notre monde, cherchant à nous préparer du mieux possible à ces journées qui arrivaient et qui promettaient d'être difficiles. Les clients

respectaient notre intimité. Nous fûmes parmi les premiers à quitter la grande salle de restaurant et à commencer à traverser l'une des terrasses. Il y avait plusieurs dizaines de clients. Alors que nous marchions vers la sortie, la totalité des personnes présentes se levèrent spontanément et nous applaudirent à tout rompre. Le personnel du restaurant s'associa à ce mouvement. J'étais en train de gagner en popularité grâce à ma prochaine entrée en prison. Le mot surprenant serait faible pour décrire ce que je vivais. Il me faudrait prendre le temps de la réflexion dans l'avenir pour analyser ce phénomène qui se traduisait de surcroît par un afflux de courriers de soutien qui se comptaient par plusieurs centaines chaque jour. Je n'avais pas reçu autant de lettres alors que j'étais président de la République. Le phénomène était en train de tous nous dépasser.

Avant mon incarcération, je vécus deux autres moments particulièrement émouvants. Le premier fut organisé par Véronique Waché, une nouvelle fois à la manœuvre, et l'un de mes chers

amis, Laurent de Gourcuff. Ce dernier, jeune et brillant entrepreneur, est connu pour avoir créé de toutes pièces le groupe Paris Society, qui possède certains des plus beaux établissements de restauration de la capitale. Véronique avait eu la très bonne idée d'inviter tous mes anciens collaborateurs. Ceux qui m'avaient accompagné à l'Élysée, à Beauvau, à Bercy, à la mairie de Neuilly ou au département des Hauts-de-Seine, ainsi que mes avocats, afin que nous nous retrouvions pour une dernière soirée chaleureuse et amicale avant la prison. J'eus la surprise de retrouver des amis que je n'avais pas vus depuis longtemps mais qui avaient tenu à être là pour nous entourer et nous donner de la force. Les unes avaient été mes secrétaires, les autres des collaborateurs de haut niveau, d'autres encore des membres de ma sécurité. Tous étaient là, unis par l'amitié, sans aucune notion de grade et de titre. C'était bouleversant. Je me retrouvais des années en arrière. Leur patron allait bientôt résider à la prison de la Santé et pourtant ils étaient fiers de faire partie de mes amis et de tout ce que nous avons fait ensemble... C'était une magnifique leçon de courage et de fidélité. Seuls quelques-uns n'étaient pas venus. Cela n'en donnait que plus de valeur à la présence de tous les autres. Je prononçai quelques mots pour expli-

quer mon état d'esprit et affirmer que je n'avais pas peur de l'enfermement. Ils m'applaudirent à tout rompre. Carla et moi avions les larmes aux yeux. Cela faisait tant de bien de se sentir aimé à ce point. Tout dans la vie n'est pas qu'une question de calcul et d'intérêt.

Le second événement fut consacré à l'institut Gustave-Roussy. Nous étions une semaine avant mon incarcération. Chaque année depuis 2018, je passe un après-midi dans le service qui traite les enfants qui ont un cancer à combattre. Ils sont 2 700 nouveaux malades tous les ans. Sur la même période, 250 en meurent. C'est dire si la visite est toujours un moment d'émotion intense. Les médecins sont admirables de compétence. Les familles, de courage. Les enfants, de résilience. Je n'aurais pour rien au monde annulé ma venue. Brigitte Macron, avec qui j'effectue chaque année cette visite, m'avait demandé si je maintiendrais ma participation. J'avais répondu positivement. Les autres fois, je m'y étais rendu pour les malades. Cette fois-ci, je dois bien reconnaître que je l'ai fait aussi pour moi. Car voir tant de souffrances et une telle dignité me faisait relativiser grandement ce qui allait m'arriver. Malgré l'extrême faiblesse de beaucoup parmi eux, j'ai ressenti en partageant ces moments

une force immense. Ils étaient des exemples. Ils m'ont inspiré et obligé à être tout simplement à leur hauteur. Si jeunes et si malades, c'était la définition même de l'injustice. Elle était bien pire que celle que je vivais.

À la sortie de l'hôpital, je fus vivement salué par les familles qui se trouvaient à l'entrée. C'était beaucoup plus chaleureux que les autres années. Brigitte Macron fut amicale, attentionnée et ne me dit pas un mot de l'incarcération qui m'attendait. Je lui étais reconnaissant de cette pudeur. Nous avons fait comme si rien n'avait existé. Je crois que cela l'a soulagée.

En cette fin d'après-midi à la Santé, je reçus une visite plus prestigieuse et plus agréable que celle des parlementaires de La France insoumise. Elle était surtout plus attendue par moi. Le garde des Sceaux, Gérard Darmanin, était arrivé jusqu'à ma cellule à 19 heures précises.

Accompagné du directeur de la prison, Gérard Darmanin pénétra dans ma cellule. Il s'assit sur la seule chaise de la pièce et moi en face sur mon lit. C'était spartiate. Inutile de préciser que c'était la première fois que nous nous rencontrions dans ces conditions. Il était ému et gêné de me voir en prison. Ce léger malaise se dissipa vite. Nous nous connaissions depuis longtemps. Il avait été mon porte-parole et mon directeur de campagne au moment de la primaire de 2016. Je lui ai toujours porté une sincère amitié. Je lui reconnais plus de talent que beaucoup dans sa génération. Il a notamment le sens de l'électorat populaire. Il le comprend et sait parfaitement s'adresser à lui. Il est intelligent, vif, réaliste et fidèle pour peu qu'il croie en la sincérité des sentiments qu'on lui porte. Il a un sens politique aiguisé et son analyse est toujours fine et parfois originale. Il est, de surcroît, courageux et habile. Je fus heureux de le rencontrer. Cela représenta une éclaircie en ce début de soirée de cette fin octobre sinistre à la Santé. Il prit de mes nouvelles et s'enquit de mes conditions d'incarcération. Il n'était pas obligé de le faire.

À la fin de notre échange, nous avons évoqué rapidement la situation politique. Mon interlocuteur me confia qu'il n'était pas certain que

le gouvernement puisse tenir davantage que quelques semaines. Je l'ai senti accablé par le contexte politique et inquiet de l'instabilité présidentielle. Il venait d'avoir un entretien avec le président Macron. J'ai compris que son objectif était clairement fixé sur l'horizon 2027. Après tout, pourquoi pas ? Dans cette course de lenteur, celui qui survivrait à droite ne serait pas forcément celui qui prendrait les meilleures initiatives mais celui qui ferait le moins d'erreurs. Et de ce seul point de vue, Gérald Darmanin avait marqué de nombreux points en évitant tous les pièges.

Nous nous séparâmes après cet échange. Les surveillants attendaient devant la porte de ma cellule. Il s'agissait encore d'une scène étrange. Ils me confièrent par la suite : « C'était sympa de voir notre ministre. Vous allez nous manquer quand vous partirez. » Inutile de préciser que la réciprocité n'était pas évidente dans mon esprit.

Puis le ministre me salua et tint une longue réunion avec des représentants syndicaux de la pénitencière. J'ai eu un pincement au cœur quand il est parti. Je ne m'étais visiblement toujours pas habitué à voir tout le monde sortir... sauf moi. C'était tellement invraisemblable et si

injuste. J'essayais de ne pas trop y penser pour ne pas devenir fou.

Le retour à la réalité était parfois brutal. Je comprenais une nouvelle fois qu'en prison, il ne faut pas se laisser aller aux états d'âme. Le risque de descendre la pente à une vitesse accélérée est toujours très présent.

J'appris par la suite qu'un collectif d'avocats d'extrême gauche avait porté plainte contre le ministre pour prise illégale d'intérêts, parce qu'il était venu me voir en prison afin de s'assurer des conditions de ma sécurité. J'oscillais entre bêtise, méchanceté et sectarisme pour qualifier cette démarche de la part de gens qui avaient épousé une profession dont la vocation était avant tout de défendre et qui se comportaient, pour des raisons idéologiques et partisans, comme des procureurs assoiffés de vengeance. J'ai vite tourné la page afin de ne pas donner trop d'importance à ce qui ne le méritait pas. Comme souvent, le souverain mépris est la bonne réponse.

C'est sur ces entrefaites que j'ai appris la nouvelle de la libération d'un des coprévenus de l'affaire libyenne, Wahib Nacer. Je ne le connaissais pas puisque je ne l'avais jamais rencontré avant le procès. Il s'était retrouvé condamné dans la même affaire mais pour une partie du dossier qui ne me concernait nullement, celle de la villa de Mougins. Lors du procès, la présidente du tribunal m'avait indiqué que je pouvais être absent des journées d'audience qui lui étaient consacrées, puisqu'elle n'avait aucune question à me poser sur ce sujet précis. C'était un Franco-Djiboutien de 81 ans, banquier et ami d'Alexandre Djouhri. Il avait été arrêté à l'audience. Je ne le voyais pas du fait de mon isolement mais j'avais eu de ses nouvelles par mes avocats. Le pauvre homme ne supportait pas l'enfermement. Il passait son temps à la Santé allongé sur le lit de sa cellule. Il pleurait fréquemment. J'avais été ému par sa situation. Je ne jugeais nullement son comportement. La prison est si difficile que personne ne pouvait se permettre de lui donner la moindre leçon. J'étais doublement heureux de sa libération. D'abord pour lui qui souffrait trop. La souffrance d'un être humain doit toujours susciter de la compassion. Ensuite, parce que mes conseils imaginaient qu'il s'agissait d'un signe positif pour moi qui présentais des garanties

de représentation plus solides. À tout le moins, il s'agissait d'une nouvelle encourageante. J'en acceptais l'augure...

L'âge de Wahib Nacer et sa faiblesse physique m'ont fait penser au sort du malheureux Boualem Sansal. Ce jour-là, j'ai beaucoup réfléchi sur sa situation, enfermé alors qu'il était octogénaire et malade dans les geôles du régime algérien, autrement plus inconfortables que celle que j'occupais. Sa détention s'éternisait. Presque une année au moment où j'écrivais ces lignes. Je mesurais la force qu'il lui fallait avoir pour tenir sur une période aussi longue. Cela m'obligeait à relativiser ma situation et à me demander si j'aurais eu sa résilience. La Santé me poussait à revoir et surtout à approfondir mes sentiments à l'endroit des autres. Je ne suis pas certain que j'aurais pensé ainsi avant d'avoir vécu cette expérience de la prison moi-même. Le proverbe populaire dit vrai : « À toutes choses malheur est bon ». C'était le dicton du jour.

Parmi les surprises que me réservait la prison, j'en reçus une de taille dans le courrier abondant qui m'était adressé. Je n'ouvrais moi-même aucune lettre. Mon secrétariat et Véronique Waché faisaient le tri parmi les centaines de missives qui m'étaient adressées chaque jour. Je dois à leur vigilance d'avoir attiré mon attention sur un courrier vraiment singulier provenant d'un certain Patrick Gateau. Je n'avais pas oublié ce nom. À sa vue, mes souvenirs sont revenus avec une précision totale. J'avais été à l'époque si choqué que je n'avais rien oublié. Ce fut même l'un des moments les plus marquants de mes quatre années au ministère de l'Intérieur.

Nous étions en 2005. Nelly Cremel était une jeune femme de 42 ans, partie faire son jogging ce jour-là. Elle était la mère d'une jeune fille d'une dizaine d'années. Elle fut tuée par ce Patrick Gateau et son complice. Le premier avait déjà tué. Il était donc récidiviste. Il fut condamné à la perpétuité avec vingt-deux années de sûreté. Il en était à sa vingt et unième. Pourquoi m'écrivait-il ? Je n'en savais rien. Peut-être parce que j'étais moi-même en prison... mais pas pour les mêmes raisons ! Je n'avais eu bien sûr aucun contact avec lui. Dans sa missive, tout en me reprochant d'être la cause de son

incarcération, il m'expliquait qu'il avait beaucoup étudié, lu des centaines et des centaines de livres, que la détention l'avait modifié, qu'il était loin de celui qu'il avait été. Il terminait en me disant que j'avais été « un bon président » et qu'il me souhaitait bon courage. J'en suis resté pantois. Je ne savais pas trop quoi penser. J'étais touché par sa repentance. En même temps, je me souvenais des mots de la fille de Nelly Cremel alors que j'étais assis à côté d'elle dans l'église pour les funérailles de sa mère : « Pourquoi avez-vous laissé tuer ma mère ? » J'étais sorti bouleversé de cette cérémonie d'enterrement. Je ne pouvais oublier ce que cet homme et son complice avaient fait. J'étais vraiment partagé entre la colère et la commisération, parce que toute personne, fût-elle la plus sombre, devrait pouvoir se racheter. Je ne sais toujours pas si je vais lui répondre, mais fallait-il que le choc de mon incarcération fût profond pour créer des situations aussi improbables. Aujourd'hui encore, je me demande quelle doit être la bonne attitude face à cet homme, vingt années après le drame.

La coïncidence de ce courrier si surprenant ne pouvait relever du seul hasard. C'était de ce drame que datait la détestation d'un certain nombre de magistrats à mon endroit. Au moment de cet assassinat, j'avais provoqué une onde de choc en déclarant que le magistrat qui avait placé en libération conditionnelle le récidiviste Patrick Gateau devait « payer cette erreur en assumant ses responsabilités ». J'avais osé mettre en cause la responsabilité des juges. Pour n'importe quelle autre profession, cela n'aurait posé aucun problème. Les médecins, les politiques, les journalistes, les chefs d'entreprise sont comptables de leurs erreurs, des dommages qu'ils provoquent, des conséquences de leurs actes. Cela paraît naturel, normal et même utile à l'équilibre de la société. Pour certains au sein de l'institution judiciaire, cela ne doit pas s'appliquer à eux. Dès le lendemain de ma déclaration, deux cents magistrats s'étaient rassemblés devant le tribunal de grande instance de Paris pour protester avec virulence. J'étais, aux dires du Syndicat de la magistrature, « un démagogue qui exploitait la douleur d'une famille ». De nombreuses motions de protestation avaient été adoptées. Jusqu'au premier président de la Cour de cassation de l'époque, Guy Canivet, qui crut devoir prendre la parole pour

souligner « les dangers qu'il y avait à faire du juge un bouc émissaire ». Rien que cela. Quels excès !

J'avais été accusé d'avoir été violent mais que dire de la réaction de mes adversaires de l'époque ? Un magistrat avait déclaré, lors de ces manifestations : « Si le ministre de l'Intérieur veut la guerre, il l'aura. » C'était prophétique ! Effectivement, je l'ai eue. Elle dura longtemps. Plus que je ne l'avais jamais imaginé. J'en paye encore le prix. On ne m'empêchera pas de penser que l'on est bien loin du respect dû à tout justiciable qui a le droit d'être jugé pour ce qu'il a fait, non pour ce qu'il est. C'est bien là tout le problème. C'est ce respect que l'on attend de la justice. Que sont devenus les grands principes fondateurs de notre droit et de notre démocratie ? La présomption d'innocence, l'importance de la preuve, le doute qui doit bénéficier en toutes circonstances à l'accusé, l'impartialité des juges, le double degré de juridiction réduit à néant par l'exécution provisoire ? Toutes ces règles fondatrices de notre régime républicain n'ont cessé d'être bafouées tout au long de ces interminables douze dernières années. Cela a constitué une épreuve pour ma famille comme pour moi. Nous en avons souffert à chaque seconde, à chaque minute, à chaque moment.

C'était comme un mal insidieux qui revenait dans mon esprit à chaque instant.

Il ne s'est jamais agi pour moi de provoquer, de ferrailer, de défier quiconque. Seulement d'affirmer mon innocence totale et complète. Je n'aspirais qu'à vivre tranquillement ma nouvelle vie loin des affres de l'affrontement politique. Je n'avais nulle envie de ces nouveaux combats. Mais je ne peux me résoudre à confesser des délits que je n'ai pas commis pour espérer une clémence aléatoire ou juste un moment de paix.

À la grande fureur de mes ennemis, j'ai vécu durant ces treize dernières années. J'ai refusé de me laisser abattre, de demeurer immobile ou paralysé comme un animal apeuré pris dans les phares d'une voiture. J'ai bien vu que cela les faisait enrager. Seul mon malheur devait compter à leurs yeux. Durant toutes ces années, j'ai appris des nouveaux métiers en plus de celui d'avocat. Je suis devenu entrepreneur, investisseur, conférencier. J'ai pris des initiatives. J'ai créé des activités. J'ai investi. J'ai voyagé et pour cela, j'ai fait l'effort d'apprendre à parler anglais de façon à pouvoir être compris et entendu partout dans le monde. J'ai voyagé sans cesse pour découvrir, pour comprendre, pour m'émerveiller. Malgré mon âge, j'ai

toujours l'énergie et l'enthousiasme du début de ma carrière. J'ai voulu démontrer que l'on pouvait avoir été un homme politique au plus haut niveau et, à 57 ans, devenir un homme actif dans le privé. C'est l'âge que j'avais quand j'ai quitté l'Élysée. Je ne pouvais me concevoir à la retraite, sans activité si ce n'est celle de ressasser mes vieux souvenirs. Je n'ai jamais eu la nostalgie du passé. Quitte à exaspérer encore davantage mes censeurs, je revendique même d'avoir été heureux et actif malgré ce calvaire judiciaire. Heureux parce que actif. À 70 ans passés, je n'aspire pas à l'inactivité. Je veux continuer à vivre avec ma famille, ma femme, mes enfants.

Je n'ai aucun ressentiment à l'endroit de quiconque et surtout pas de la politique que j'ai aimée par-dessus tout. Et c'est toujours un plaisir pour moi de rencontrer les actuels responsables pour leur donner un conseil, un avis ou une impression. La politique m'a tout donné. Je devais le lui rendre. L'amertume n'a jamais été une marque de mon caractère et ne le sera jamais. Je n'en éprouve pas davantage à l'égard de la France. C'est mon pays. Celui qui m'a donné la chance d'aller si haut, de vivre si vite, de croire en mon destin. Notre pays qui est capable du meilleur souvent et du pire parfois. Je l'aime avec

ses qualités et ses défauts. Je souffre quand on le salit. Et en bafouant mon innocence, on a abaissé la France. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire la presse internationale qui a beaucoup critiqué l'outrance de ma condamnation. Je n'ai bien sûr aucune amertume à l'endroit des Français, y compris envers ceux qui m'attaquent si violemment, ignorant les mots admirables de Charles Aznavour : « Et retenir les cris de haine qui sont les derniers mots d'amour. » Il parlait d'un couple qui se séparait. Mais il soulignait ce principe universel qui veut que la haine soit un lien affectif finalement pas si éloigné d'un amour trop violent pour être contenu.

J'ai vu, à l'occasion de mon incarcération, la force de ce lien charnel qui me lie avec tant de Français. Il est indestructible parce qu'il est aujourd'hui parfaitement désintéressé. Je ne suis plus dans la politique. Je n'aspire nullement à y revenir. Il n'y a donc aucune arrière-pensée, aucun utilitarisme, aucun cynisme. Juste des sentiments. Et au fond, c'est définitivement ce qui compte le plus à mes yeux.

Je ne suis pas quelqu'un qui aime se plaindre, qui cherche à apitoyer ou à susciter la commisération. Je ne le serai jamais. Je sais la chance qui est la mienne. Ma vie n'est pas un long fleuve tranquille et ne fut pas celle de tout un chacun. Ma femme, que j'ai rencontrée par miracle après un divorce douloureux, est une grâce. Mes enfants font chaque jour ma fierté. Mon énergie est inépuisable. Et sans doute, je ne resterai pas quatorze années au cachot comme le héros de Dumas, Edmond Dantès. Je n'ai même pas le besoin d'écrire sur les murs de ma cellule comme il était écrit dans la sienne « Mon Dieu ! Conservez-moi la mémoire ». La mémoire, je l'ai, mais je n'en ferai pas une arme de destruction massive. Si j'avais une supplique à présenter, ce serait plutôt : « Mon Dieu ! Conservez-moi la force. » La force de résister qu'il m'a fallu et qu'il me faudra encore trouver au plus profond de moi. J'ai conscience qu'elle peut parfois sembler inhumaine. J'ai compris en prison qu'elle aussi était une grâce. Une grâce qui n'était pas donnée une fois pour toutes. Elle est précaire et peut s'évaporer à tout instant. Avec elle, j'ai appris à être modeste. Je prie pour qu'elle demeure en moi car j'en ai vraiment besoin. Elle ne m'a jamais fait défaut : puisse-t-elle ne pas me manquer pour l'avenir.

Je terminais presque ma deuxième semaine en prison. Un délai tout à la fois si court et si long. De l'extérieur, deux semaines ce n'était sans doute rien – ou si peu. De l'intérieur, c'était interminable. C'est comme si l'on m'avait plongé dans une autre vie que la mienne. Comme si mon cœur avait cessé de battre. Comme si j'étais en apnée de mon propre destin. La vie extérieure était absente, seul existait le temps entre ces quatre murs où rien ne se passait. Où je ne pouvais compter que sur mon imaginaire. Je vivais comme dans un huis clos. Cela m'a même donné l'idée de relire la pièce de Sartre du même nom pour voir si j'y retrouverais les émotions que j'étais en train de vivre.

La veille au soir, j'avais ressenti une grande et soudaine fatigue. J'étais vidé de toute énergie, incapable de penser clairement, pas davantage d'écarter les idées sombres. En désespoir de cause, je m'étais couché très tôt, vers 22 heures. Je ne pouvais pas croire que c'était l'heure de course dans la salle de sport qui m'avait à ce point fatigué. Pour me consoler, je me disais que je me réveillerais sans doute très tôt le lendemain, ce qui me donnerait l'occasion d'écrire et de lire davantage. Or, à ma grande surprise, je me suis

levé tard, vers 7 heures du matin. Le jour était déjà presque là. Je me suis rendu compte que la prison provoquait une fatigue profonde, nerveuse comme physique. Je ne l'avais pas réalisé au début. Je vivais sur les nerfs. J'étais concentré à l'extrême pour tenter de comprendre les règles de vie de mon nouvel environnement. Je n'étais pas à l'écoute de moi-même mais des autres dans cet univers que je percevais comme tellement hostile et différent de tout ce que j'avais pu connaître. Je devais en convenir, la prison provoquait en moi une lassitude, presque une usure physique. Je ne quittais pas ma cellule, mon activité était réduite, voire inexistante comparée à ce qu'elle avait été au cours des cinquante années précédentes de mes vies professionnelles et pourtant, je ressentais ce poids de l'usure. J'avais dormi presque neuf heures d'affilée, ce qui ne m'arrivait jamais à l'extérieur. Mon sommeil n'était pas si mauvais, encore moins agité mais à l'inverse, il n'était pas réparateur. Était-ce le fruit de la solitude qui commençait à me peser ? Était-ce l'enfermement qui me faisait perdre mes repères ? Je ne saurais l'expliquer mais la réalité était bien celle-ci.

La prison me fatiguait physiquement et pas seulement moralement. Heureusement qu'il y avait la possibilité de cette heure quotidienne d'exer-

cice physique. Elle me permettait de m'échapper, de me régénérer, de ressentir des émotions physiques réelles comme la fatigue après l'effort. Je n'ai jamais dérogé à ce rendez-vous de la mi-journée. Bien m'en a pris. Je ne confiais pas ces tourments à Carla. Je voulais à tout prix la protéger. C'était déjà assez dur pour elle. Il n'y avait nul besoin d'en rajouter.

Il y avait malgré tout quelques bonnes nouvelles. Parmi celles-ci, le constat troublant est que je n'ai jamais eu moins de migraines que lors de mon passage en prison. Je suis un migraineux de naissance et sans doute d'identité puisque ma mère l'était et que l'un de mes fils l'est aussi. Ce n'est pas une affliction rare puisque la France compte près de dix millions de migraineux. La migraine n'a rien à voir avec les maux de tête. Elle est beaucoup plus handicapante. Ceux qui me liront et qui souffrent du même mal savent combien il est douloureux. Quand la crise démarre, elle est inarrêtable et on se trouve incapable d'avoir la moindre activité. Ce n'est pas une maladie grave mais elle peut déstabiliser la vie quotidienne. Fort heureusement, il existe des médicaments qui permettent, s'ils sont pris à temps, d'éviter les conséquences de ce mal incurable dont on ne peut que limiter les effets. En rentrant à la Santé, j'avais

pris la précaution d'emporter ce traitement qui m'est indispensable. L'administration pénitentiaire me l'avait autorisé et les médecins de la prison me fournissaient, même en surnombre, les pilules dont j'avais besoin. Ce fut une grande surprise de constater que ces crises, qui pouvaient à l'extérieur me prendre une ou deux fois par semaine, avaient pratiquement disparu. J'en ignore la raison. J'en suis réduit aux conjectures. Peut-être qu'à la Santé je ne me relâchais jamais et que cette tension nerveuse évitait le déclenchement de la migraine ? Je ne suis pas médecin et n'ai aucune compétence en la matière. Je ne peux que constater. Je prenais ce phénomène étrange comme une bénédiction qui ne me conduisait pas, malgré tout, à souhaiter demeurer plus longtemps dans cet endroit ! Je ne connais pas le masochisme !

Cela faisait douze jours que je n'avais pas vu Giulia. Elle en souffrait beaucoup. Moi aussi. Pour la première fois de ces quatorze années de sa jeune existence, j'avais disparu de son quoti-

dien. Elle trouvait la maison vide. Elle s'inquiétait pour sa mère qu'elle voyait triste et préoccupée. Elle réclamait avec insistance de venir me voir à la prison. Au début, nous étions avec Carla vraiment réservés. Était-ce un endroit pour elle ? Ne prenions-nous pas le risque de la choquer durablement en la faisant venir ? Pourrait-elle supporter le choc de voir son père enfermé ? Nous nous posions toutes ces questions sans cesse. Notre volonté de parents était d'essayer de faire au mieux, sachant que sans doute il n'y avait pas de vérité absolue ni de solution sans inconvénient. Finalement, la décision fut facile à prendre. En tout cas bien davantage que nous ne l'avions imaginé. C'est la volonté inébranlable de Giulia qui nous a fait surmonter nos craintes initiales. Elle le voulait. Elle ne comprenait pas pourquoi nous hésitions. C'est donc elle qui non seulement a choisi, mais nous a imposé son choix. À juste raison. J'étais fier de sa force et de sa nouvelle maturité.

Je les attendais donc toutes les deux le samedi suivant avec d'autant plus d'impatience que je n'avais vu personne de la journée et qu'elles sont, avec mes fils, le cœur de ma vie. J'arrivais accompagné de mes six gardes. Je franchissais la dernière grille que l'on venait de m'ouvrir quand je les

aperçus au bout du couloir. Jean était là aussi. Giulia se jeta littéralement dans mes bras. Elle pleurait ou plutôt avait les yeux humides d'émotion. Je n'étais pas dans un état différent. Nous étions réunis pour cinquante minutes. C'était peu mais au moins nous étions physiquement en présence les uns des autres. Je la voyais changer. Plus mûre, plus grave, moins adolescente, plus adulte. J'ai pensé que c'était une nouvelle grâce qui était réservée à notre famille. L'opportunité pour chacun de nous de devenir meilleur, plus profond, plus fort. Et pour moi, quel privilège de me sentir aimé à ce point ! Giulia était intarissable. Elle voulait tout savoir de ma vie quotidienne : ce que je mangeais, comment je dormais, si les gens étaient gentils avec moi. Elle me fit promettre de lui téléphoner tous les jours. « Tu me manques tellement. J'ai besoin de t'entendre », me glissa-t-elle entre deux questions. Quand la directrice adjointe est venue frapper à la porte pour nous signifier que le parloir était fini, nous fûmes surpris. Le temps était déjà écoulé. Il fallait se séparer. Heureusement Jean était avec nous. Il était attentif à sa sœur comme un père de substitution. J'étais ému de les voir si proches et si confiants. Giulia salua tous les surveillants qui m'entouraient. Au moment de nous quitter, elle

eut un mot gentil pour chacun, les remerciant de bien s'occuper de son père.

Carla était aussi proche de sa fille que de mon fils, qui n'était pas le sien. Et pourtant, il n'y avait aucune différence. J'ai pensé à tout ce que représentait notre famille pour ma femme. Mais l'inverse était tout aussi vrai. Elle était le ciment, la fédératrice, le phare pour chacun d'entre nous. J'ai senti en cette fin d'après-midi tout ce que je lui devais. Ce moment partagé ensemble m'avait beaucoup rasséréiné. Je n'étais pas triste en remontant dans ma cellule. Cela avait été une parenthèse heureuse. J'apprenais ainsi à profiter de chaque instant. Dans le passé et surtout plus jeune, j'avais brûlé ma vie à toujours chercher l'exceptionnel. J'ai si souvent recherché l'adrénaline, les émotions fortes, les événements extraordinaires, les voyages lointains, les endroits les plus spectaculaires. Et ce soir, j'étais comblé par une rencontre de cinquante minutes dans une salle qui pouvait à peine contenir les quatre chaises que nous utilisions au rez-de-chaussée sinistre de la prison de la Santé, avec ces trois êtres que je chérissais tant. On m'a, tout au long de ma carrière, interrogé pour connaître les lieux que j'aimais le plus à travers le monde. J'ai souvent hésité tant le choix était large. Aujourd'hui,

je n'hésiterais plus. J'ai trouvé la seule bonne réponse. Peu importe le lieu, seuls comptent les présents. J'irai partout avec eux et pour eux. Et c'est là où je serai le plus heureux.

La veille, en fin de matinée, j'avais reçu l'information par Christophe Ingrain que la date de l'audience qui examinerait ma demande de remise en liberté après cette invraisemblable incarcération avait été enfin arrêtée. Il m'expliquait que le délai de trois semaines entre mon entrée à la Santé et la date qui venait d'être fixée était plutôt une bonne nouvelle. Ils auraient pu me faire attendre jusqu'à deux mois. C'était le délai maximum pour répondre à une telle demande. Un véritable cauchemar ! Je ne pouvais cependant m'empêcher de trouver le temps qui m'était imposé comme trop long. Naturellement, je n'en disais mot pour ne pas contrarier ceux qui devaient juger la légalité et la nécessité de cette incarcération. Mais quand même, trois semaines pour commencer à réfléchir si mon emprisonnement était neces-

saire alors que j'avais fait appel et donc que ma condamnation n'était pas définitive, que depuis treize années j'avais répondu aux innombrables convocations de la justice, que les faits en cause remontaient à vingt ans, ce qui excluait tout risque de concertation ou de pression, que mes garanties de représentation sur le territoire national étaient aussi nombreuses qu'évidentes... Pourquoi m'imposait-on ce délai ? S'agissait-il de ne pas désavouer trop rapidement le tribunal correctionnel de Paris ? Craignait-on de donner le sentiment de me traiter mieux qu'un détenu normal ? Ce qui aurait été un comble tant il était évident que je n'avais bénéficié d'aucun privilège mais au contraire fait l'objet d'un harcèlement judiciaire sans précédent. J'en étais là de ces conjectures. Inutile de se lamenter. Nous avions une date, ce qui n'était déjà pas si mal. Il restait une dizaine de journées interminables à attendre. J'apprenais chaque jour à devenir patient. Il était temps ! Après tout j'avais désormais un horizon qui ne m'offrait aucune garantie, mais qui pour le moins était un point de repère. Et j'en avais bien besoin.

Une des choses qui me manquaient le plus, outre la présence de ma famille, était l'impossibilité de voir l'extérieur. J'étais confiné entre

ces quatre murs et je ne pouvais rien apercevoir de ce qui se passait aux alentours. Je ne voyais que cet immense panneau de plastique qui me protégeait du regard des autres mais me coupait, dans le même temps, de la vie des autres. C'était la première fois de ma vie que je vivais cette expérience étrange de ne plus pouvoir regarder la rue, le ciel, les voitures qui passaient, le temps qui changeait, les oiseaux qui volaient, les arbres qui perdaient leurs feuilles à l'automne. Je devais chaque jour demander à mes avocats ou à Carla quel temps il faisait. Pleuvait-il ? Le soleil brillait-il ? Je voyais bien que la lumière changeait avec la luminosité dans ma cellule. Je pouvais mesurer le froid qui régnait en ouvrant ma fenêtre grillagée pour aérer mon si petit espace vital. Mais je ne sentais, ni ne voyais rien. Alors que j'ai toujours aimé humer l'air du moment, adoré me promener pour sentir l'atmosphère du pays, me nourrir du regard des autres, bavarder au hasard des rencontres. Tout ceci m'était désormais interdit. Je m'apercevais chaque jour combien ce qui m'avait paru évident, naturel, normal me manquait cruellement. Je ne disposais plus de mes capteurs naturels. Ils ne pouvaient plus fonctionner. J'avais perdu mes radars instinctifs. Quand Carla me demandait mon avis au sujet d'une question relative aux

enfants ou au fonctionnement de la maison, je lui répondais : « Ce que tu décideras sera le bon choix. » Ce n'était pas une formule de politesse ou une façon d'évacuer le sujet. C'était vraiment mon ressenti. Être coupé à ce point de l'extérieur me donnait le sentiment d'être entre parenthèses. De ne plus appartenir au monde des vivants. Je n'exagère pas. J'étais bien sûr en vie. Je voyais ma famille quasiment un jour sur deux. J'avais des nouvelles régulièrement sur les événements que vivait la France. Mais la conjonction de l'enfermement, de l'absence de portable, de l'impossibilité d'être appelé à tout moment et la perte de toute vision de l'extérieur constituaient un choc qui impliquait un temps d'adaptation que visiblement j'avais encore à accomplir. J'aurais donné beaucoup pour pouvoir juste regarder par la fenêtre. Rester posé là, à un balcon quelconque. Prendre du plaisir à voir passer les voitures. Imaginer la vie des passants qui marchaient dans la rue. Toutes ces attitudes si banales traduisant le manque dans lequel je me trouvais. Il est vrai qu'il s'agissait de mon deuxième dimanche à la Santé. Pas de visite, pas de sortie. La journée promettait d'être longue, pour ne pas dire interminable.

C'est surtout les couleurs qui me manquaient. En entrant à la Santé, j'avais eu le sentiment d'un monde gris. Cela ne s'était pas arrangé avec le temps qui avait passé. Ma cellule était entièrement de cette couleur. Le cadre des fenêtres, les grilles, le sol, l'armature du lit, la porte. Rien ne venait rehausser le regard, la perspective, le cadre. Je suis un amoureux de la peinture. J'apprécie le beau. Je parcours les expositions avec enthousiasme. C'est peu dire que je me trouvais frustré. La prison n'est, entre autres choses, pas faite pour les esthètes...

J'étais heureux de ce second rendez-vous avec le prêtre de la Santé. Deuxième dimanche signifiait deuxième rencontre. Comme prévu, il se présenta au parloir du quartier d'isolement un peu avant 10 h 30. Il m'indiqua n'être jamais venu dans cette partie de la Santé avant nos rencontres. Je retrouvais la même personne, bonne et disponible. Il venait de célébrer la messe. La conversation s'engagea avec la même facilité. Je l'ai trouvé plus à l'aise, moins contraint, plus

spontané. Il me confia trouver étrange ma présence en prison. Je ne le lui faisais pas dire. Il avait été très choqué par la visite impromptue des deux élus de La France insoumise. « Pourquoi tant d'impudeur et de méchanceté ? s'interrogeait-il. Comme c'est étrange cette haine que vous suscitez. » Il en était sincèrement blessé et voulait me faire partager l'Évangile qu'il avait lu la veille lors de sa célébration. Il était tiré de Saint Matthieu : « Heureux ceux qui sont persécutés pour la justice, car le royaume des Cieux est à eux. Heureux êtes-vous si l'on vous insulte, si l'on vous persécute et si l'on dit faussement toute sorte de mal contre vous... Réjouissez-vous car votre récompense est grande dans les cieux ! » Je n'en étais pas à m'en réjouir. Mais l'Évangile de la Toussaint était parfaitement adapté à ma nouvelle situation. J'étais reconnaissant à ce prêtre de m'en donner lecture. Cela me fit du bien en m'obligeant à réfléchir aux conséquences de l'injustice que j'étais en train de vivre et à tous les bienfaits que je pourrais en tirer.

La conversation continuait librement lorsqu'il me relata l'histoire qui lui était arrivée alors que la France se trouvait à l'arrêt durant la première épidémie de la Covid. Il habitait déjà dans le foyer pour personnes sans-abri. Il avait célébré la

messe pascalle avec la dizaine de résidents présents. L'ambiance était heureuse et sereine. Il quitta la maison pour effectuer la promenade journalière d'une heure qui était autorisée à chacun à cette époque. Après une demi-heure de marche solitaire, il passa devant une personne seule qui tremblait légèrement, assise sur un banc. Il la dépassa puis, pris d'un soudain remords, fit demi-tour pour s'enquérir de la situation de ce pauvre homme. Alors qu'il lui demandait s'il avait faim, ce qu'il pouvait faire pour lui, l'homme lui répondit en le regardant droit dans les yeux : « Christ est ressuscité. » Le prêtre était d'autant plus bouleversé par cette réponse étonnante qu'il n'avait pas revêtu son habit de clergyman. Il était habillé en civil. Son interlocuteur ne pouvait connaître son statut de religieux. Le prêtre était convaincu qu'il s'agissait d'un signe de la Providence. Et de fait, c'était troublant. J'ai aimé cette histoire et surtout la manière dont elle m'était contée.

Avec beaucoup de tact, au moment de me quitter, mon visiteur me demanda : « Pensez-vous être encore ici dimanche prochain ? C'est tellement étrange de vous voir en prison. C'est incompréhensible de vous trouver ici. » Je lui répondis en riant : « Combien je partage votre avis. Mais je serai certainement là dimanche pro-

chain. » En effet, l'audience de mise en liberté n'aurait lieu que le lundi qui suivait. Nous prîmes donc rendez-vous pour le dimanche suivant. Cela devenait un rituel dans lequel je trouvais du plaisir grâce à la profondeur de mon interlocuteur. Je me promis même de poursuivre nos échanges une fois que j'aurais quitté la prison. Je souhaitais présenter cet homme de paix, de simplicité et de bonté à ma famille. C'était inattendu mais cela me montrait que chaque rencontre était une opportunité de s'enrichir et que dans chaque endroit, fût-il le plus désespéré, il y avait des sources de lumière pour peu que l'on ait la disponibilité de les accueillir. C'était une belle leçon. Sans doute m'était-il arrivé tant de fois dans le passé de ne pas accorder assez d'attention à des interlocuteurs dont j'avais sans doute sous-estimé l'intérêt, l'originalité, la profondeur.

Je veux souligner, parce que cela m'a vraiment frappé, l'humanité du personnel pénitentiaire. Dans cet univers de violence et de désespérance, leur gentillesse, leurs attentions, leur respect tran-

chaient avec l'atmosphère ambiante. Il y avait même une certaine douceur dans ce qu'ils faisaient et surtout dans la manière dont ils le faisaient. Jamais je n'ai vu ou ressenti la moindre familiarité ou la plus petite vulgarité de sentiments. Ils étaient attentifs à ne pas blesser par une remarque déplacée ou une attitude inappropriée. Jamais ils n'ont pénétré dans ma cellule sans frapper préalablement pour me prévenir alors que bien sûr ils disposaient des clefs. Ils n'étaient pas obligés d'agir ainsi. Quand ils s'adressaient à moi, ils veillaient à utiliser le titre de président sans aucune affectation, avec un naturel que je n'avais pas si souvent constaté à l'extérieur. Ils respiraient la joie de vivre sans marquer la moindre exaltation ou la plus petite excitation. Leur entente avec les policiers de ma sécurité était spontanée et facile. Dans cet univers clos où ils étaient chez eux, il aurait pu y avoir des oppositions, voire des conflits de frontières. Ce ne fut jamais le cas. Ces contacts humains sincères et profonds étaient importants dans ma situation. C'était un véritable plaisir de leur dire bonjour dès le petit matin, de leur souhaiter une bonne soirée une fois leur journée de travail terminée, d'avoir une occasion de partage au moment de la dépose des repas même si je ne prenais pratiquement rien. Il s'agissait de brefs moments d'échanges simples et

heureux. Je connaissais mal cette profession. Ce fut une découverte et même une révélation. Leur métier est aussi utile à la société que difficile. Ils méritent notre respect et, à titre personnel, je leur dois d'avoir essayé d'alléger cette épreuve. Je ne les oublierai pas. Ils ont beaucoup compté à un moment particulièrement difficile de ma vie. Je suis conscient que les choses auraient pu être beaucoup plus dures sans leur compréhension.

Tous les surveillants qui m'approchaient étaient préoccupés par ma situation et par mon bien-être. Je leur étais très reconnaissant de ces marques d'attention désintéressées. Ils n'étaient pas obligés de s'en préoccuper. Ils n'avaient par ailleurs rien à en attendre. Je leur dois ma première promenade dans la cour réservée aux personnes à l'isolement. Inquiets de me voir enfermé en ce deuxième dimanche sans visite autorisée, à l'exception du prêtre, ils m'incitèrent à sortir ne serait-ce que quelques minutes pour m'aérer. Je n'en avais guère envie mais je n'ai pas voulu les blesser. À 17 heures, je quittais donc ma cellule, entouré des six gardes qui étaient affectés à ma protection. Nous n'eûmes pas à parcourir un long chemin. Il fallait juste descendre un escalier, franchir un couloir, passer deux lourdes grilles. Et nous étions arrivés. La première vision était

assez rébarbative. La cour n'en avait que le nom : quatorze pas en longueur, huit pas en largeur. Il n'y avait pas matière à pratiquer la course à pied... Le toit était recouvert de barbelés roulés en cercles ininterrompus. Une double rangée de grilles serrées et épaisses reposait juste en dessous. C'était si dense que je voyais à peine le ciel. Les murs couverts de salpêtre et décrépis ne faisaient guère plus envie. Il faisait froid ce jour-là. Je suis resté un petit quart d'heure à deviser avec deux de mes surveillants. Nous avons parlé de nos familles. L'un d'entre eux m'a confié avoir eu 23 ans en 2007, au moment de mon élection à la présidence de la République. « J'ai voté pour vous et je regrette que vous n'ayez pas été réélu. » Cela m'a fait plaisir. La politique était là, même en prison. J'avais vite fait le tour de cette cour qui n'en avait que le nom. Je remontais dans ma cellule un peu transi et surtout si heureux que ce dimanche touche à sa fin. Demain serait un autre jour. Je retrouverais Carla après cette coupure. Ainsi va la prison où la seule façon de vivre est d'espérer la rencontre du lendemain... Seule cette perspective permettait de s'échapper de la triste monotonie du jour.

Je profitais de cette fin d'après-midi pour cantiner. C'est le mot utilisé pour ceux qui font des

achats alors qu'ils se trouvent en prison. Cela permet, pour les uns, d'améliorer le quotidien, pour d'autres comme moi, de subvenir à la totalité de leurs besoins en nourriture comme en boisson. J'avais beaucoup d'espoir dans le résultat de l'audience de remise en liberté. Je ne suis pas superstitieux mais j'y pensais. Je ne souhaitais donc pas disposer de réserves en provisions qui me permettent de vivre une trop longue prolongation de ma détention. Je voulais juste avoir le nécessaire pour passer le moins inconfortablement possible ma troisième et, je l'espérais vivement, dernière semaine à la Santé. Ne souhaitant ni ne sachant cuisiner sur la petite plaque chauffante de ma cellule, je me contentais depuis mon arrivée de laitages, de barres de céréales, d'eau minérale, de jus de pommes et de quelques douceurs sucrées. C'était en vérité le minimum.

Je me préoccupais surtout du crédit encore disponible pour le téléphone de ma cellule. Chaque détenu devait veiller à payer toutes ses communications. Et même avec un usage raisonnable, voire modéré compte tenu du peu de numéros disponibles et autorisés à appeler, l'addition montait très rapidement. Je voulais à tout prix éviter que mon compte soit épuisé et avec lui la pos-

sibilité de parler à Carla et aux enfants. C'était une préoccupation constante.

Je remplissais donc le formulaire prévu pour le cantinage en n'omettant pas d'inscrire mon numéro d'écrou en haut de la page prévue à cet effet. Je notais minutieusement les références en essayant de ne pas faire d'erreurs tant ces dernières étaient nombreuses. Il y avait une grande étendue d'articles proposés y compris des produits halal et casher... Les prix étaient chers, beaucoup plus chers qu'à l'extérieur. Je pensais avec ironie qu'il s'agissait presque d'un abus de position dominante. Les détenus n'avaient pas le choix. Excepté au moment des fêtes de fin d'année, les familles ne pouvaient apporter de colis. Le seul moyen de faire ses courses résidait dans l'accès à la centrale d'achat de la prison. En revanche, le délai entre la commande et la livraison en cellule était assez rapide. Dès le lendemain, j'étais livré. Je m'empressais de ranger et d'agencer mes nouvelles provisions : dans un espace clos et étroit, l'organisation devenait un sujet central pour préserver un espace de vie tout juste décent.

Carla me montra, comme un clin d'œil amusant, la copie d'une photographie qu'elle avait trouvée sur les réseaux sociaux de la façade de la maison de Serge Gainsbourg. Celle-ci, comme on a pu souvent le voir, est entièrement recouverte de graffitis de toutes natures dont la plupart rendent un juste hommage à ce génie de la composition et de l'écriture. La variété française lui doit quelques-uns de ses plus beaux standards. On peut aimer ou pas l'homme. Le talent du compositeur, comme celui de l'auteur, est assez peu contestable. Or sur la porte d'entrée de la maison était inscrit en immenses lettres blanches le slogan « Free Sarko » avec un large cœur de la même couleur en dessous. Cela m'a fait plaisir et surtout, cela m'a fait sourire. Je ne sais pas ce qu'en aurait pensé l'ancien propriétaire des lieux mais j'aimais l'idée, dans ma situation si singulière, d'être associé à celui avec qui j'avais apparemment peu en commun même si j'admirais l'artiste. J'ai accroché cette photo au mur de ma cellule au-dessus du petit bureau que j'utilisais pour écrire. Je pouvais ainsi la contempler souvent dans ma journée. L'espace d'un instant, j'en étais réjoui. Merci à cet auteur anonyme, qui se reconnaîtra peut-être en lisant ce livre, pour ces petits moments de plaisir. C'était inattendu.

L'annonce de mon incarcération et de ma condamnation avait fait grand bruit à l'étranger, notamment dans la presse internationale. Je n'étais pas, loin de là, le premier dirigeant à qui cela était arrivé. L'un des plus récents et des plus connus fut le président brésilien Lula. Mais dans mon cas, les observateurs étrangers, moins politisés et donc moins clivés qu'en France, et qui portaient un regard plus froid sur les événements, manifestaient un grand étonnement devant l'absence d'un quelconque élément qui aurait pu démontrer ma culpabilité. Ils ne comprenaient pas la logique d'une condamnation lourde et d'une détention provisoire sans qu'il y ait le moindre élément matériel. Un financement illégal sans financement identifié après douze années d'enquête infructueuse leur posait pour le moins question.

J'avais par ailleurs reçu de nombreux témoignages de dirigeants étrangers actuels ou d'anciens homologues qui me témoignaient leur soutien, leur amitié et pour certains leur incompréhension indignée devant un traitement d'une telle brutalité et d'une si profonde injustice. Le roi du Maroc fut l'un des premiers à me téléphoner. Sa voix tremblait d'émotion alors qu'il évoquait mon incarcération à venir. Il était tout à la fois peiné

et stupéfait. Je lui étais d'autant plus reconnaissant que je lui ai toujours voué une admiration profonde. Le président de la Côte d'Ivoire, qui venait d'être réélu, m'adressa nombre de messages et d'appels d'amitié sincère et profonde. Tout comme son épouse, Dominique, qui ne cessa d'entourer Carla de son affection. Le président du Rwanda, Paul Kagamé, me transmit son indignation vibrante. Tous les dirigeants du Moyen-Orient, mais aussi de nombreux dirigeants européens anciens et actuels firent de même. J'étais très touché par tous ces témoignages d'amitié réelle. Il n'y avait pour eux aucun enjeu ou intérêt particulier à se comporter ainsi. Cela illustrait des sentiments authentiques qui avaient été forgés tout au long de ma carrière. Je n'étais plus en fonction depuis longtemps. Et pourtant les liens subsistaient. Ils n'avaient donc pas été factices. La sincérité et la profondeur, malgré le temps qui avait passé, de ces sentiments étaient réelles. Dans la situation où j'étais, beaucoup auraient pu me tourner le dos. Ils ne l'ont pas fait. Et bien au contraire, nos liens s'en trouvèrent renforcés. Ce fut une très bonne surprise et un réel soutien moral comme psychologique.

Cette surprise fut plus grande encore pendant mon incarcération, lorsque je reçus des demandes

de visite d'ambassadeurs envoyés par les plus hautes autorités des pays qu'ils représentaient. L'une d'elles émanait du représentant en France des États-Unis qui n'était autre que le père du gendre de Donald Trump, un membre de la famille présidentielle parmi les plus proches. Il voulait venir s'entretenir avec moi à la prison de la Santé, en ayant pris le soin de préciser à mon ami et conseiller diplomatique Pierre Régent que sa démarche se faisait en plein accord avec la Maison Blanche et le Département d'État. J'étais particulièrement étonné de cette initiative. J'avais très bien connu les deux présidents Bush, le président Clinton, le président Biden et bien sûr Barack Obama, mais je n'avais jamais rencontré en tête-à-tête le président Trump. Cet ambassadeur avait par ailleurs débuté son mandat à Paris par des remarques peu amènes à l'endroit du président Macron. Il avait même fait l'objet d'une convocation au Quai d'Orsay. Il ne s'y était pas rendu, manifestant ainsi son peu de considération pour la méthode comme pour l'auteur de cette invitation. Je ne tenais pas à ce que s'ouvre une polémique inutile. J'étais donc hésitant quant à l'opportunité de le recevoir. Dans le même temps, je ne voyais pas très bien comment j'aurais pu éconduire le représentant de la première puissance mondiale

alors que j'étais détenu. Naturellement, je n'en dis mot à personne mais je me doutais bien que la nouvelle de son initiative finirait par être connue. L'ambassadeur avait d'ailleurs déposé une demande de visite auprès du parquet général qui délivrait les permis de communiquer. Celle-ci fut fixée pour le mercredi suivant. Il avait été prévu qu'il viendrait en même temps que Carla pour ne pas nous priver d'un de nos parloirs de la semaine. Rien ne pouvait nous y faire renoncer. J'étais intrigué par la démarche de l'ambassadeur américain. J'attendais notre rencontre avec une curiosité certaine.

Une autre demande émanait du jeune ambassadeur argentin, proche collaborateur du fameux et original président Milei. Le contact avait eu lieu plusieurs semaines auparavant lorsque mon fils Louis avait obtenu une interview exclusive du président argentin pour son podcast. Ce jeune et ambitieux ambassadeur m'avait fait bonne impression. Je l'avais trouvé compétent, sérieux et sympathique. Assez loin finalement de l'impression fantasque que pouvait donner l'administration de son pays depuis l'arrivée de ce nouveau président qui surprenait par son discours, ses attitudes et sa manière originale de s'exprimer et de gouverner. Tous les observateurs français

prédisaient sa déroute aux futures élections législatives comme ils avaient prévu le désastre pour l'économie argentine. Or, c'est tout l'inverse qui se produisit. Les élections furent un triomphe personnel pour le nouveau président avec plus de 40 % des suffrages pour son parti. Les résultats économiques du pays avaient donc été jugés probants par les Argentins. En fin de compte, c'était ce qui comptait ! Ce n'était, par ailleurs, pas la première fois que les pronostics des médias français étaient battus en brèche.

J'avoue avoir fait preuve d'une certaine couardise. Bien qu'ayant été sensible à sa démarche et à son souhait de m'adresser un message de soutien personnel de son président, j'ai eu peur que Milei plus Trump, cela fasse beaucoup à une semaine de l'audience qui devait statuer sur ma demande de mise en liberté. Je souriais intérieurement en me disant qu'il ne manquait plus que la visite d'Orbán et celle de l'ambassadeur russe pour que je finisse par risquer la perpétuité !

Après deux journées sans nous voir, Carla venait au parloir pour ce premier jour de la semaine. Elle était seule. Aucun de nos enfants ne l'accompagnait. Ma femme souhaitait que nous puissions nous parler tranquillement. Elle avait besoin de ce moment d'intimité. J'étais aussi heureux qu'elle. Nous avions tant à nous dire. Nous faisons abstraction du cadre, de l'environnement, de la prison. Les surveillants, avec leur gentillesse habituelle, protégeaient notre intimité. Ainsi, ils ne regardaient jamais par la petite fenêtre d'observation. Je souffrais d'une petite déchirure musculaire dans le dos à la suite d'un faux mouvement dans ma cellule. Carla m'avait apporté des patchs chauffants qui atténuaient la douleur. Ils avaient été confisqués à l'entrée. On ne doit rien faire entrer en prison. Après quelques minutes de discussion et voyant ma gêne à me déplacer, les surveillants allèrent d'eux-mêmes chercher le pansement. Carla put me le poser. Ce ne sont que des détails mais ils traduisent l'atmosphère qui régnait et qui allégeait beaucoup la pression propre à la prison. Une nouvelle fois, nous ne vîmes pas le temps passer. Nous étions en pleine conversation sur ce que nous ferions quand je sortirai. « Que veux-tu pour ton premier dîner à la maison ? Où souhaites-tu que nous partions en vacances ? Tu as vraiment besoin de

te reposer, et moi tout autant », ajoutait-elle. La directrice adjointe venait de frapper à la porte. Il nous restait cinq minutes... Je remontai dans ma cellule, entouré des surveillants. La grille venait de se refermer. Carla me cria : « Surtout n'oublie pas de me téléphoner ce soir. » Comment aurais-je oublié ? J'avais encore plus conscience en ce début de soirée que se manquer à ce point était un privilège, une chance, une grâce. Je pénétrais dans ma cellule avec le sourire. Je le lui devais.

Tard dans la nuit, car j'avais du mal à trouver le sommeil, je lus *Lettre à un otage* d'Antoine de Saint-Exupéry. Un chef-d'œuvre d'écriture où je trouvais cette phrase qui me touchait en plein cœur : « Le désert n'offre aucune richesse tangible, comme il n'y a rien à voir ni à entendre dans le désert, on est bien contraint de reconnaître, puisque la vie intérieure loin de s'y endormir s'y fortifie, que l'homme est animé d'abord par des sollicitations invisibles. L'Homme est gouverné par l'Esprit. » L'analogie avec la prison était évidente. En prison, il n'y a rien à voir, rien à faire. J'oublie le silence qui n'existe pas à la Santé où il y a beaucoup à entendre. Le bruit y est hélas constant. À l'image du désert, la vie intérieure se fortifie en prison. Il n'y a pas d'alternative pour celui qui refuse d'être brisé par l'épreuve comme

par l'enfermement. C'était devenu mon mantra. Essayer à tout prix d'être gouverné par l'Esprit et non par le moral du moment. Surtout ne pas demeurer enfermé, s'évader par la pensée, se laisser emporter par les forces invisibles.

Trouver ces réflexions au hasard de mes lectures était un signe qui me montrait clairement la direction à suivre. J'étais conscient de la nécessité de ne pas surinterpréter tout ce qui m'arrivait depuis que j'étais en prison. Mais à l'inverse, je devais rester aux aguets pour ne pas manquer l'occasion d'un signal envoyé par « les sollicitations invisibles » justement évoquées par Saint-Exupéry.

C'est d'ailleurs au cours de cette nuit que je vécus un épisode assez effrayant, du moins avant qu'on ne m'en expliquât les raisons. Vers 3 heures du matin, je fus réveillé en sursaut par un bruit assourdissant qui venait d'envahir ma cellule. Je ne comprenais pas du tout ce qui pouvait bien se passer. Une soufflerie digne de l'enfer s'était déclenchée. Elle aspirait tout dans un vacarme augmenté par l'exiguïté de mon espace vital. Cela dura une bonne demi-heure. Il y avait de surcroît des cris qui provenaient de l'étage qui se trouvait juste au-dessous de celui où je résidais. Je sentais également une odeur de fumée assez forte.

Je croyais d'ailleurs en avoir aperçu à l'extérieur. J'étais enfermé dans ma cellule. Personne ne bougeait à mon étage où, à l'inverse, tout demeurerait absolument silencieux.

C'était vraiment troublant. J'ai pensé à un incendie. Je n'aurais pas aimé rester bloqué dans ce petit endroit ! Ce n'est que le lendemain que j'ai appris par les surveillants qui venaient d'ouvrir ma cellule que le détenu qui se trouvait au quartier disciplinaire, en dessous de moi, avait décidé de mettre le feu à sa cellule au beau milieu de la nuit. Les extracteurs de fumée s'étaient mis en marche instantanément. Ce qui était rassurant d'un côté... et un peu moins de l'autre ! À la différence du jour, il se passait toujours quelque chose dans la prison la nuit.

Nous avions été si heureux de voir l'audience de remise en liberté fixée à trois semaines. Cela avait été un grand soulagement pour ma famille comme pour mes avocats. Mais l'esprit humain est fait ainsi. Le cerveau est équipé pour que l'être humain perçoive et anticipe la menace qui

l'entoure. Nous sommes toujours inquiets à propos du futur. Ce qui est la meilleure façon de se gâcher le présent. Avec l'approche de ce rendez-vous tellement important, le soulagement avait laissé place à une inquiétude croissante. Carla ne me le disait pas mais je sentais son angoisse. Mes avocats voulaient que je me prépare au mieux à cette audience. Ils avaient raison. On ne travaille et on n'anticipe jamais assez. J'avais décidé de ne pas me rendre à la cour car on m'avait indiqué que si je souhaitais être physiquement présent, je serais alors menotté. Cette perspective ne me réjouissait guère. Mes avocats m'avaient prévenu que le président de la cour me poserait sans doute des questions sur la prison et sur la manière dont je la vivais, mais que je pouvais comparaître en visioconférence de la Santé. Ce qui évitait que je subisse ces inconvénients qui n'étaient pas des détails à mes yeux. J'ai été rassuré par les précautions prises concernant ma situation et le respect de mon intimité : les photographies, les enregistrements, les portables seraient strictement interdits. Aucune image ne serait prise, aucune prise de son sauvage ne serait tolérée. J'étais quelque peu tranquilisé même si je savais que la salle d'audience serait bondée de journalistes et d'observateurs. Ce qui ne me gênait pas puisque je préférais que le débat sur ma remise

en liberté ait lieu devant les Français, pour qu'ils soient témoins de la décision qui serait prise.

Était-ce la marque de mon tempérament, de mon incorrigible optimisme, mais j'étais sans doute le moins angoissé de l'équipe bien qu'étant le plus concerné. Mon raisonnement est toujours le même. Je refuse de donner à mes adversaires la satisfaction de me voir cesser de vivre en gâchant mon présent jusqu'au moment où le malheur pourrait arriver. Il surviendra bien assez tôt. Il sera toujours temps d'en souffrir et de s'en plaindre ! Pourquoi anticiper cette souffrance et surtout l'allonger ? Je demeurais tranquille et concentré. J'étais au fond de moi persuadé que cette détention invraisemblable marquerait un tournant. Qu'il ne fallait jamais désespérer de l'être humain et donc garder l'espoir de la justice... et dans la justice. Peut-être étais-je trop naïf ? L'avenir ne tarderait pas à le dire. Mais à tout prendre, je préférerais être ainsi que rétréci par l'amertume, la peur et la haine. Cet état d'esprit m'aidait à supporter cette épreuve et était de surcroît la meilleure façon d'encourager ma famille à tenir.

La question se posait quant à la tonalité de mon propos face à la cour. Si je ne disais pas

que je souffrais de l'enfermement, les juges pourraient penser que je les provoquais et que je n'avais pas pris les choses au sérieux. À l'inverse, si j'en faisais trop, je risquais d'être présenté comme impudique, faible, cherchant à les apitoyer. Les observateurs en feraient leurs choux gras. Je ne comptais guère sur leur bienveillance. Naturellement, je souhaitais retrouver ma liberté le plus vite possible. C'était ma priorité. Chacun peut le comprendre. Mais je ne le désirais pas au point de me renier, au prix du mensonge ou à celui de mettre un genou à terre comme si je courbais l'échine devant l'injustice qui m'était faite. Ce tournant n'était pas le plus facile à négocier.

Quand j'ai affirmé que j'irais jusqu'au bout pour que la vérité triomphe, ce n'était pas que des mots, une posture, une façon de m'exprimer. C'est l'engagement de ma vie. Peut-être que celle-ci ressemble à un roman, comme j'ai pu souvent le lire. Mais moi, je ne vis pas dans un livre, je vis dans la réalité. Et cette réalité, c'est d'abord celle de mon innocence complète. Tant que je disposerai d'un souffle de vie, je me battrai de toutes mes forces pour la démontrer, quel que soit le temps que cela prendra.

Certains commentateurs ou même certains de mes amis se plaisent à évoquer ce roman que serait mon existence avec ses très hauts et ses très bas. Ses grandes joies et ses peines profondes. Ses désespérances passagères et ses espérances pour demain. Je sais qu'il y a dans cette analyse une part de vérité. Je n'ignore nullement qu'il peut y avoir une réelle affection de la part de ceux qui s'expriment ainsi. Mais avant de vivre les émotions du romanesque, il me faut assumer la douleur du quotidien. Or, je ne me suis jamais vu comme quelqu'un de différent des autres. J'ai trop conscience de ma normalité pour me laisser entraîner par l'enchaînement des événements, contraires ou favorables, vers les cimes où l'on peut perdre pied. Au fond, ma vie est semblable à celle de tous, au regard des questions essentielles que sont la vie, la mort, le sens, la cohérence de nos existences. Je n'accepterai donc pas l'injustice comme prix de cette fiction fantasmée, pour la beauté de l'histoire. Je veux ma réhabilitation complète.

À l'origine de toute l'affaire, il y a l'officine Mediapart et ce fameux document dont le tribunal correctionnel de Paris a jugé que « le plus probable est qu'il soit un faux ». Enfin ! Il aura fallu pas moins de treize années pour que la honteuse supercherie soit démasquée. Il était grand temps !

Un retour en arrière s'impose pour comprendre les ficelles de ce grossier traquenard de basse politique. L'objectif était d'abord de me faire perdre l'élection présidentielle de 2012 alors que j'étais en train de faire une remontée spectaculaire. Le premier tour avait créé la stupeur chez mes adversaires puisque je talonnais mon concurrent socialiste avec plus de 27 % des suffrages, ce que personne n'avait anticipé. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler que les sondages m'avaient crédité, à la fin du mois de janvier de la même année, d'à peine plus de 40 % au second tour ! Le journal *Libération*, toujours lucide, annonçait « Hollande vainqueur à 60 % ». C'est dire si la surprise était grande, et la remontée remarquable. La fébrilité s'était emparée de mes adversaires. Ma victoire redevenait possible, à défaut d'être probable. Il fallait à tout prix casser cette dynamique aussi inattendue qu'imprévue. Sur le terrain où je faisais cam-

pagne chaque jour, la mobilisation était en train de prendre. Mes électeurs redevenaient confiants. Les foules étaient très nombreuses dans mes réunions. Je me battais avec énergie. J'étais assez seul politiquement, beaucoup dans la majorité avaient anticipé la défaite, mais je me sentais soutenu par une base électorale qui, en fait, ne m'avait jamais lâché.

À l'époque, le fameux document de *Mediapart* avait été proposé au *Canard enchaîné*. Celui-ci avait refusé de le publier, considérant que sa crédibilité était plus que douteuse. Et pourtant, cette rédaction ne passait pas pour favorable ni à ma personne ni à ma politique. C'était le moins que l'on puisse dire. Pour les journalistes qui l'avaient examiné, l'authenticité ne pouvait être établie et ils ne voulaient pas prendre le risque de publier une information aussi discutable. *Mediapart* n'a pas eu ce genre de pudeur. Il fallait me détruire à n'importe quel prix, de n'importe quelle façon. En quelque sorte, la fin justifiait les moyens. Le document fut donc publié par cette officine le samedi 28 avril 2012 alors que je tenais meeting à Clermont-Ferrand, dans la ville de Brice Hortefeux. Selon le document, ce dernier était prétendument le vecteur du financement. Cela

tombait bien. J'étais avec lui. Le piège politique était clair.

Au début, l'affaire n'a pas fait grand bruit. Malgré tout, j'avais demandé à mon avocat de déposer plainte pour faux et usage de faux. Totalement serein, je ne voyais pas comment cette rocambolesque affaire pourrait prospérer. C'était inenvisageable, en tout cas dans mon esprit. La polémique avait un peu progressé. Je mettais cette agitation sur le compte de la campagne présidentielle qui battait son plein, davantage que sur la crédibilité qui pourrait être accordée à ce document.

Ce faux s'inscrivait dans le prolongement des accusations mensongères de Kadhafi et de ses sbires proférées un an plus tôt alors que j'avais demandé le départ du dirigeant libyen du pouvoir, reçu l'opposition à l'Élysée et déposé, au nom de la France, un projet de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour autoriser une intervention aérienne. Un fils du leader libyen affirma que la Libye avait financé ma campagne de 2007 et précisa : « Nous avons tous les détails, les comptes bancaires, les documents et les opérations de transfert, nous révélerons tout prochainement. » Naturellement, rien ne

fut produit. Pas le plus petit document, pas la moindre banque, pas l'ombre d'un compte sulfureux. Je précise que Kadhafi était au pouvoir, qu'il y est resté encore six mois après cette fracassante déclaration sans que la moindre preuve n'apparaisse. Le vide était abyssal. Et pour cause... Mais incontestablement, les déclarations kadhafistes visant à décrédibiliser mon action diplomatique en faveur du peuple libyen ont été instrumentalisées par *Mediapart* avec la diffusion, dans le contexte de l'entre-deux-tours, de ce document considéré désormais comme « probablement faux » par la justice. Tout était invraisemblable. Et pourtant...

Depuis treize ans, *Mediapart* est engagé dans un combat pour tenter de crédibiliser ce document et de me nuire. L'officine n'a eu de cesse de mettre en avant des témoignages à charge d'anciens dignitaires libyens, finalement qualifiés par le tribunal d'« indirects, imprécis, voire contradictoires et non corroborés ».

Elle a trouvé un allié, *a minima* de circonstance, dans la personne de Ziad Takieddine. Alors qu'il avait commencé par contester vigoureusement dans la presse l'existence de tout financement de la campagne de 2007 par la Libye après les premières accusations de *Mediapart*, il a soudainement changé de position pour multiplier les

déclarations contraires, toutes plus contradictoires les unes que les autres, tant devant la justice que dans les médias.

C'est donc sur le fondement des déclarations de ce dernier, couplées au faux document de *Mediapart*, que la machine judiciaire a été mise en route avec l'ouverture d'une information judiciaire au début de l'année 2013. Ces éléments ont, jusqu'à mon renvoi devant le tribunal correctionnel, constitué le pilier des accusations.

Dès 2015 pourtant, un rapport de gendarmerie avait conclu que la publication de la note par *Mediapart* était « déontologiquement impropre » et qu'il existait « une forte probabilité » pour que le document produit par *Mediapart* soit un faux. Si les juges d'instruction n'ont pas suivi cette conclusion en rendant une ordonnance de non-lieu, c'est parce que *Mediapart* a toujours refusé de fournir l'original du document aux enquêteurs, empêchant ainsi qu'une expertise sérieuse soit diligentée sur sa conception. Avaient-ils quelque chose à cacher ? C'est ma conviction et cela devrait être celle de tout observateur de bonne foi.

S'agissant de Ziad Takieddine, condamné ensuite définitivement, notamment pour faux témoignage dans l'affaire Karachi, ses mensonges sont démontrés aussi bien par leurs contradictions

que par les promesses jamais tenues de production de preuves.

La dernière allégation mensongère de cette curieuse alliance survint en 2016, quelques jours avant la primaire de la droite à laquelle j'étais candidat. Dans une vidéo diffusée par *Mediapart*, Ziad Takieddine prétendait pour la première fois avoir transporté des valises d'espèces depuis la Libye jusqu'au ministère de l'Intérieur, place Beauvau, tout en niant qu'elles étaient destinées au financement de ma campagne. Il allait jusqu'à affirmer m'avoir remis personnellement une valise à une date précise, le dimanche 28 janvier 2007. J'ai pu démontrer son mensonge en établissant que j'étais absent de Paris ce jour-là, fêtant mon anniversaire chez mon frère dans le sud de la France. Ce fait a été reconnu tant par les juges d'instruction que par le tribunal. Autre point intéressant : entendu le jour même de la diffusion de la vidéo par les enquêteurs, Ziad Takieddine indiquait que ses déclarations étaient fondées sur un document couvert par le secret de l'instruction, qui lui avait été révélé par un journaliste de *Mediapart*.

Treize ans plus tard, il est fou de constater que le faux de *Mediapart* a été totalement abandonné à l'audience par le Parquet national financier dans

ses réquisitions, tant son authenticité est exclue et tant son contenu, l'allégation d'un prétendu financement à hauteur de 50 millions d'euros, révèle les failles probatoires béantes d'un dossier dans lequel on n'a pas trouvé un centime d'argent illégal dans ma campagne.

Reste deux questions qui demeurent aujourd'hui encore sans réponses et que je continuerai à poser jusqu'à ce que j'en obtienne une. Maintenant que le faux est établi, pourquoi le parquet financier, si prompt à engager une enquête contre moi sur cette base, n'a-t-il toujours pas rouvert le dossier pour connaître l'identité des faussaires ayant forgé ce document ? Des millions d'euros ont été dépensés en pure perte. Pas moins de cinquante-huit commissions rogatoires internationales ont été délivrées. Des dizaines de magistrats et de policiers ont été mobilisés. Il serait utile de savoir qui sont les responsables de cette manipulation de grande ampleur.

La deuxième question me paraît tout aussi pertinente. S'il y a eu un faux – ce qui semble désormais admis – c'est donc qu'il y a eu un ou des faussaires. Et donc qu'il y a bien eu un complot à l'origine de toute la procédure. La combinaison du complot et de l'absence de tout élément matériel aurait dû conduire à me mettre

hors de cause dans cette sordide affaire, au lieu de me persécuter pendant plus de dix ans. Or, c'est l'inverse qui s'est produit. J'ai ainsi subi des perquisitions, des gardes à vue, des dizaines d'heures d'interrogatoire sur la base de ce faux et des mensonges, eux aussi avérés et reconnus par le tribunal correctionnel, de Ziad Takieddine comme des dignitaires kadhafistes. Qui sont les parties prenantes de cette machination ? Où sont-ils ? Quels sont leurs motifs ? S'il n'y a pas d'enquête, on ne pourra pas les trouver. Pourquoi n'y a-t-il pas d'enquête ?

J'étais, du moins je l'espérais, dans ma dernière semaine de détention. Hélas, cela ne faisait pas passer le temps plus vite, bien au contraire. Je me sentais comme le marin qui revient de l'autre bout du monde après des semaines de navigation et qui aperçoit les rivages de son pays à l'horizon. Comme ces derniers milles doivent lui sembler interminables ! L'impatience me gagnait un peu plus chaque jour. J'essayais tant bien que mal de rester concentré et de continuer à m'occuper, à

travailler, à lire. Tout faire pour demeurer dans ma bulle et ne pas me dérégler !

C'est à ce moment que Jean-Michel Darrois revint sur l'opportunité de la visite de l'ambassadeur américain qui devait avoir lieu le lendemain. « Je ne le sens pas, me dit-il. Nous sommes trop près de l'audience de mise en liberté. Ne prenons pas de risque. » J'étais bien obligé de considérer son point de vue. Peut-être mon avocat n'avait-il pas tort ? Son argument était que ma remise en liberté devait être la priorité. Or, si la visite se passait bien, elle ne m'apporterait rien sur un plan judiciaire. En revanche, il existait « un petit risque » que cette visite soit mal interprétée, ce qui n'était pas souhaitable. Je réfléchis un instant et considérai qu'il ne fallait pas jouer avec le feu. Le contexte médiatique était déjà assez sensible, il convenait de ne pas en rajouter. Je me rangeai donc à l'avis de mon conseil ; je rencontrerai l'ambassadeur américain une fois sorti de prison et non durant mon séjour à la Santé. Ce n'était sans doute pas très courageux, mais cela avait le mérite d'être prudent. J'avais privilégié la prudence. C'était donc bien la confirmation que j'avais en tête !

C'était peut-être celui-ci qui était également responsable du mal de dos qui me tenaillait depuis quarante-huit heures. Contrairement aux bruits qui avaient couru dans certaines rédactions, je n'étais jamais allé à l'infirmerie depuis le début de mon incarcération. L'une des médecins de la prison était venue me rendre visite de sa propre initiative, comme elle le faisait pour tous les détenus. J'étais dans ma cellule lorsqu'elle demanda à me voir, sans que je l'aie sollicitée. J'en acceptais le principe. Mon emploi du temps n'était pas à ce point surchargé ! Il s'agissait d'une femme d'une cinquantaine d'années. Elle semblait compétente, affable et déterminée à faire son travail avec moi comme avec n'importe quel prisonnier. Je fus troublé par la balance imposante qu'elle avait apportée. Elle s'adressa à moi avec un peu de gêne : « On ne vous a pas pesé lorsque vous êtes arrivé à la prison. Je dois le faire maintenant pour surveiller votre poids. » C'était une obsession du directeur, des surveillants et maintenant du médecin. Il était à leurs yeux très important que je ne maigrisse pas trop. J'étais sensible à leurs attentions. Ils ne souhaitaient sans doute pas que la liberté soit rendue à un homme affaibli. De mon côté, je ne voulais vraiment pas leur causer le moindre ennui. J'acceptai donc de monter sur la balance posée sur le sol de ma cellule. C'était

aussi étrange qu'insolite. Je pesais 70 kilos. J'avais perdu un peu de poids, mais rien de problématique, encore moins de dramatique. Mon interlocutrice parut rassurée et heureuse de cette bonne nouvelle. J'en profitai pour lui parler de mon dos douloureux qu'elle examina consciencieusement. Ce n'était pas grave, mais cela provoquait une grande fatigue. Moins d'une heure après son départ, je reçus les médicaments adaptés à ma situation, avec notamment une pommade antalgique qui me soulagea grandement. J'étais reconnaissant envers cette médecin rencontrée pour l'occasion et qui m'avait dit en me quittant : « Surtout, bon courage monsieur le président. » C'était vraiment gentil... Décidément, on avait mis sur ma route beaucoup de gens à l'humanité rayonnante. C'est le privilège que m'a réservé ce séjour en prison. Si apprendre c'est rester jeune, la prison m'aura rajeuni parce que j'y ai beaucoup appris.

Je pouvais constater que le système de santé carcéral était plus efficace ou, au moins, plus présent que je ne l'avais imaginé. Le lendemain, la même professionnelle de santé me demanda si je souhaitais avoir un rendez-vous avec le kinésithérapeute. Je refusai mais j'étais impressionné d'en avoir eu la possibilité. Indépendamment de

mon statut, ces personnels étaient présents et disponibles pour tous les détenus. On parle suffisamment des problèmes de la prison pour ne pas manquer de souligner les choses qui fonctionnent bien. Et cela m'avait donné l'impression qu'il en était ainsi au moins pour les questions sanitaires.

Bien malgré moi, j'étais en train de poser un nouveau problème à l'administration de la prison de la Santé. Le jour de mon arrivée, le directeur m'avait fait parvenir les quelques dizaines de lettres qui m'étaient destinées et qui m'avaient précédé. Je l'avais remercié et avais consulté ces missives d'encouragement et de soutien. Depuis, le phénomène s'était considérablement amplifié. Les lettres arrivaient désormais par centaines à la Santé comme à mon bureau. Cela devenait ingérable. Je ne pouvais stocker les sacs de courrier dans ma cellule et il m'était impossible de prendre connaissance de tous ces messages. De surcroît, nombre de missives étaient accompagnées de présents divers,

de livres, de photos, de chapelets, de dessins, de peintures... J'avais reçu pas moins d'une vingtaine de bibles ! Le nouveau prix Goncourt me fut envoyé à près de trente exemplaires. J'étais submergé, d'autant que je tenais à répondre à chacun le mieux possible. La tâche était insurmontable, en tout cas tant que je me trouvais enfermé. Au cours des parloirs, mes avocats me montraient chaque jour des dizaines de lettres parmi les plus significatives ou celles d'amis que je connaissais personnellement.

J'ai pu mesurer à cette occasion la profondeur des racines chrétiennes de la France et l'importance des sentiments religieux, y compris chez ceux qui m'écrivaient sans être visiblement des pratiquants réguliers. Mais dans l'épreuve que je traversais, les personnes qui m'aimaient et voulaient me le dire pensaient que la consolation viendrait de la « transcendance » ou des « forces de l'esprit », pour reprendre la belle formule de François Mitterrand. J'ai plusieurs fois eu les larmes aux yeux en lisant ces lettres. C'était, au sens littéral du terme, absolument bouleversant. Cet élan d'amour me régénérât et donnait même un sens à toute ma vie politique. Je n'avais donc pas fait tout cela pour rien. La force de ces liens, de ces sentiments, de cet attachement signifiait

beaucoup pour moi. La politique souffre tellement d'être désincarnée. Elle ne peut être pratiquée mécaniquement. On ne peut la vivre à moitié. Il faut être capable de tout donner pour être en situation de recevoir beaucoup. Durant les campagnes que j'ai menées, je me suis souvent mis en danger. Je donnais tout. Je voulais cet échange de sentiments forts. Tout sauf l'indifférence. Je ne faisais pas une carrière dans la fonction publique avec l'assurance de retrouver une place en cas d'échec. « Vaincre ou mourir » avait un certain sens pour moi qui venais de si loin et qui voulais aller si haut. Susciter ces sentiments donnait une forme de cohérence à tout ce que j'avais voulu construire durant ma vie politique, y compris lorsque j'avais échoué.

J'ajoute que j'ai été frappé par la connaissance qu'ont les Français de cette affaire libyenne complexe dont les méandres étaient parfois difficiles à saisir, même pour moi pourtant concerné au premier plan. Malgré cela, dans de nombreuses lettres, mes interlocuteurs disaient leur incompréhension du jugement rendu par le tribunal correctionnel, leur « colère » – le mot revenait souvent – devant l'absence de preuves et l'énormité de la sanction. Des détails de la procédure étaient mis en avant, montrant l'intérêt que beaucoup de

Français avaient porté à cette saga judiciaire. La France est sans doute le pays le plus politique au monde. Les Français saisissent tout, comprennent tout. Inutile de leur mentir. Leur capacité de discernement est sans limites. Je le constatais chaque jour davantage.

Au milieu de toutes ces missives, je trouvais un message rempli d'affection adressé par Christine Lagarde depuis Sofia, la capitale bulgare. La patronne de la Banque centrale européenne avait profité d'un moment libre pour visiter l'église Saint-Nicolas classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Il y avait la photo d'une fresque peinte sur les murs de l'église. Il s'agissait de saint Nicolas escorté par des anges et d'une représentation de Jésus-Christ. L'ensemble paraissait exceptionnel. Les couleurs avaient même résisté à la photocopie, qui n'est pas le meilleur moyen de mettre des chefs-d'œuvre en valeur.

Christine Lagarde, dont j'ignorais jusque-là les convictions religieuses, confiait dans son message qu'elle avait prié « pour la liberté, pour la justice, la vraie, et pour l'amour qui vous tient debout ». J'ai aimé ce mot si personnel, original et profondément sincère. Je n'avais pas besoin de cela pour considérer Christine Lagarde comme une amie chère. Sa sensibilité et sa délicatesse me touchaient

une fois de plus. Pouvoir compter sur des amies comme elle me donnait beaucoup de force. De surcroît, cela tranchait tellement avec l'absence de quelques autres... J'ai gardé l'enveloppe. Elle venait de Bulgarie. Le pays de ces malheureuses infirmières martyres. C'était un beau symbole ou un nouveau signe.

Je reçus également une lettre qui me fit d'autant plus plaisir que je ne m'y attendais vraiment pas. Elle venait de la famille Chirac au grand complet. Les signataires étaient Bernadette, Claude et son mari, ainsi que Martin, le petit-fils de Jacques Chirac. J'ai toujours pu compter sur l'affection de Bernadette. Ses mots de soutien n'étaient donc pas une surprise. En revanche, mes relations avec Claude et son mari étaient polaires depuis que j'avais choisi de soutenir la candidature d'Édouard Balladur en 1995. Claude l'avait vécu comme une trahison. Je pouvais la comprendre. À l'image de son père, à qui elle ressemble tant, elle avait la mémoire acérée. C'était pourtant elle qui avait tenu la plume pour ce courrier manuscrit très personnel et profondément sensible. La famille Chirac me disait combien ils étaient choqués par la façon dont j'étais traité. Ils me souhaitent le courage nécessaire et voulaient exprimer leur

affection sincère. Leur démarche m'a touché plus que je ne l'aurais imaginé.

En lisant ce courrier, beaucoup de souvenirs que j'ai partagés avec Jacques Chirac et Claude me sont revenus. Quelle que fût l'âpreté de certains de nos affrontements, j'ai senti en lisant cette lettre que nous étions faits du même bois, du même sang, que nous avions cherché à vivre avec la même intensité. J'ai compris qu'au-delà de nos différences, nous étions de la même famille de cœur et d'énergie. Celle des gens qui ne peuvent vivre que passionnément.

Quand je n'avais pas de parler dans la journée avec ma famille, le temps s'étirait, interminable. Heureusement, mon travail d'écriture m'occupait, mais après sept à huit heures de celui-ci, la lassitude commençait à me gagner. Je pouvais me lever de mon bureau, faire trois ou quatre pas dans ma cellule. Le tour en était vite fait !

J'avais pris l'habitude de la visite vespérale quotidienne du directeur de la prison. Il

ne dérogeait jamais à ce qui était devenu une tradition. Vers 18 h 30, il arrivait à l'étage de l'isolement, se dirigeait vers ma cellule où le surveillant l'introduisait. Il prenait le seul siège de l'habitable. Je m'asseyais en face de lui sur le lit et nous échangeions durant une vingtaine de minutes. C'était un interlocuteur agréable, ouvert, modeste, intelligent. Soit il avait caché son jeu à mon arrivée à la Santé où j'avais trouvé sa personnalité assez effacée, soit, tout simplement, je m'étais trompé et avais été une fois encore trop rapide dans mon jugement. Au fur et à mesure de nos conversations, j'avais appris à mieux le connaître et à apprécier son caractère. Il n'avait été nommé que très récemment à la tête de la prison. Nous étions quasiment « arrivés ensemble ». Lui en septembre. Moi en octobre. Cela créait un lien... Il avait passé sa vie entière dans l'administration pénitentiaire. C'était une véritable vocation. Il voulait rendre cette épreuve de l'enfermement la plus acceptable humainement pour tous les détenus. Cette ambition était louable. Il la mettait en œuvre comme un sacerdote avec calme et sang-froid. Il me dit avec fierté qu'il avait réussi tous les concours de la profession de directeur d'établissement pénitentiaire. Sous-entendu, il ne devait sa promotion qu'à son travail. Cette remarque

me poussa à l'interroger sur un éventuel engagement partisan qui aurait pu être le sien. Sa réponse fut empreinte d'humour et de bonhomie : « Votre question est un peu indiscreète mais si vous consultez Google, vous trouverez que j'ai été, il y a quelques années, candidat socialiste suppléant aux élections départementales dans le département de la Gironde. Ce fut une expérience qui m'a beaucoup intéressé mais que je n'ai pas poursuivie ayant été muté ailleurs que dans ma région d'origine. » J'étais intéressé par sa confiance qui faisait écho à son engagement dans l'administration pénitentiaire. Je comprenais mieux son humanisme qui l'avait conduit à rester évasif quand je l'avais interrogé sur le profil des trois détenus qui m'avaient menacé lors de ma première nuit en cellule. Il s'était alors contenté de m'expliquer qu'il s'agissait « de délinquants sans qu'il n'y ait rien de particulier à en dire ». J'appris par la suite que cela n'était pas tout à fait exact puisqu'il s'agissait de délinquants chevronnés.

C'était passionnant pour moi de rencontrer et d'échanger avec un fonctionnaire qui, comme tant d'autres, se trouvait être de gauche, sans convictions religieuses et très attaché à son métier et à la façon de l'exercer. J'appris, grâce à nos

échanges, que sa femme, qui travaillait dans le privé, avait un engagement syndical. Cela venait achever le portrait d'un couple fier de ses engagements professionnels comme de ses convictions. C'était très respectable. Malgré nos histoires et nos références visiblement assez éloignées, nos discussions étaient faciles et même fluides.

J'ai toujours aimé me nourrir des différences, saisir ces moments rares d'échanges sincères, rencontrer des interlocuteurs pas spontanément en accord avec mes propres convictions. Cela me permettait de mieux embrasser les contradictions françaises et la variété des attentes et des croyances de nos concitoyens. Dans le passé, ce fut par des rencontres comme celle-ci que je compris la nécessité du rassemblement et que je proposai « l'ouverture » lorsque je fus au pouvoir. La France n'est pas composée d'un seul bloc, d'une seule sensibilité. Une famille politique aussi large soit-elle ne peut à elle seule épouser une si vaste diversité. La question n'est pas simplement de rassembler son camp ou son parti. Elle est de rassembler la France dans sa multitude, sans affadir ses propres convictions et sans faire le « en même temps » qui ne fonctionne pas, comme on le constate malheureusement aujourd'hui. La noblesse de la politique

est dans le travail de détricotage de cet écheveau emmêlé ! Sortir de ces contradictions pour fixer une ligne droite. C'est pourquoi la politique, contrairement à ce qui est souvent affirmé, n'est pas l'art de l'écoute mais celui de l'interprétation, ce qui est beaucoup plus difficile à mettre en œuvre.

J'ai été heureux de ces discussions avec cet homme qui n'avait sans doute jamais voté pour moi, avec qui j'avais vraisemblablement bien des différences d'opinions et que le destin avait mis sur ma route. Il n'y avait en lui aucun sectarisme. Il était particulièrement affable et tranquille, ce fut un « compagnon » de prison aussi inattendu qu'agréable. Lui aussi a compté dans le bon déroulement de l'épreuve qui m'avait été imposée. Dans ce genre de situation, il n'y a pas de petites attentions ou de détails accessoires. Tout compte pour que l'enfer soit supportable ou insupportable. Grâce à ses collaborateurs et lui, il était devenu supportable.

J'ai souvent réfléchi au moment de la journée ou de la nuit qui était le plus difficile à vivre en prison. Bien sûr, cela dépendait des journées et des nouvelles, bonnes ou mauvaises, qui les ponctuaient. Il était si aisé de passer de l'euphorie à la mélancolie au gré des humeurs et des vagues à l'âme de mon esprit. La concentration était absolument nécessaire pour tenir et ne pas accepter de se laisser dériver... Mais à la réflexion, les fins de soirée étaient sans doute les plus dangereuses du point de vue du moral. Le matin au réveil, je me disais qu'une nuit de plus venait de passer. J'avais en tête mon programme d'écriture, de lecture et, un jour sur deux, le parloir avec Carla et les enfants. Cela donnait une perspective. J'étais assez en forme. Ensuite, il y avait l'heure de sport où je devais mobiliser toute mon énergie pour ne pas renoncer à cette activité physique indispensable. Je n'avais jamais envie avant. J'étais toujours apaisé après. Mais l'après-midi était long, si long, surtout quand il n'y avait pas de parloir. Et lorsque le soir arrivait, seul dans cette cellule, les perspectives pouvaient paraître sombres. C'était le moment le plus dur. Je ne dînais pas. Se mettre à table seul m'était inenvisageable. Je prenais ici ou là quelques en-cas. Rien de très copieux. Les programmes de la télévision n'étaient pas tou-

jours passionnants et, de surcroît, je ne suis pas un grand adepte du petit écran. Fort heureusement, comme je l'ai déjà indiqué, la fatigue constituait une alliée précieuse. Elle s'abattait sans crier gare et m'obligeait à m'allonger, abruti par la langueur du temps passé. Je priais pour tomber dans un sommeil qui ferait passer les heures plus vite parce que « sans conscience ». C'était aussi le moment où je n'entendais plus les surveillants devant ma porte. La majeure partie du personnel était rentrée chez elle. Il n'y avait personne d'autre que les deux policiers avec qui il m'était interdit de partager des moments d'amitié ou de complicité. Je respectais scrupuleusement cette règle pour n'embarrasser personne. Le silence régnait à mon étage où tout demeurait immobile. Je ne savais pas ce que faisaient les autres détenus. Le bruit redoublait à l'extérieur. J'entendais les prisonniers s'apostropher de cellule en cellule. On aurait dit que la prison s'éveillait à la nuit tombante. Sauf à l'isolement, où chacun demeurait terré dans son univers clos. Il fallait s'y faire. Ce n'était pas le plus facile. Des échos de rap scandé montaient parfois jusqu'à mes fenêtres. Cela ne durait pas très longtemps mais en disait beaucoup sur les choix musicaux majoritaires à la Santé !

En lisant les nouvelles du jour, il m'arrivait de retrouver mes réflexes politiques : « Mais pourquoi fait-il ceci ? », « Comment peut-il affirmer cela ? » Telles étaient mes réactions. Toujours suivies de la pulsion du téléphone pour conseiller, aider, avertir, protester. Puis, je sortais de mon songe, oubliant que j'étais devenu injoignable, intouchable, inatteignable. Cela ne faisait que dix-sept jours. Il me semblait qu'il s'agissait d'une éternité. J'étais en train de faire l'expérience utile de la relativité. J'avais conscience qu'elle était la première marche vers la tolérance. Faire des progrès en la matière ne pouvait qu'être salutaire !

Je reçus de la greffière de la prison une nouvelle dont je n'arrivais pas à interpréter le sens profond. Mes avocats avaient adressé à la procureure générale une demande de sortie exceptionnelle pour que je puisse voir mon petit-fils, né une dizaine de jours auparavant. Cette dernière suivait toutes ces questions et délivrait les permis de visite. Je ne reçus la réponse négative à ma demande que le jour où ma visite était prévue. La missive était administrative et assez sèche : « Il n'y a ni nécessité ni urgence justifiant cette sortie. » Certes, il

n'y a jamais un tel sentiment pour un petit-fils de dix jours qui a la vie devant lui. Mais les liens affectifs peuvent et doivent être pris en compte. Ils ne l'étaient pas pour l'occasion. Cela me peina. Mon fils Louis et ma belle-fille brûlaient de me présenter leur premier enfant. De ce point de vue, c'était une bien mauvaise nouvelle. D'un autre côté, et après la présentation de cette demande, la date de l'audience qui devait statuer sur ma remise en liberté avait été fixée cinq jours plus tard. La greffière, gentiment, me fit remarquer : « C'est peut-être un signe positif. » Sous-entendu, pourquoi vous donnerait-on un droit de sortie exceptionnel alors que vous pouvez être libéré dans quelques jours ? À l'affût de toute bonne nouvelle, je me rangeais à cet « avis autorisé ». Je ne protestai donc pas et me résignai à ne pas insister davantage.

J'étais bien conscient cependant qu'il fallait que je prenne garde à ne pas me considérer comme coupable de quoi que ce soit, à interioriser, en quelque sorte, ma culpabilité car c'était le danger avec le temps qui passait. À force de subir des injustices, on peut finir par les trouver normales, voire par se sentir gêné d'exiger ce qui, en définitive, n'est que son droit. Celui de ne pas être coupé de sa famille. Cela ne me paraissait pas être une demande inacceptable, alors que je ne

représentais pas un danger majeur pour la société, ce qui était le moins que l'on puisse dire !

C'est d'ailleurs l'un des principaux problèmes avec la prison. Lorsqu'on se retrouve dans un lieu où sont regroupés tant d'assassins, de malfaiteurs et d'escrocs en tous genres, il est assez naturel d'être affecté par l'ambiance générale de culpabilité et par l'image que la prison vous renvoie de vous-même. Si je n'y prenais garde, je pouvais finir par me sentir coupable, rien que par la contamination extérieure. Ce phénomène psychologique est bien connu. Or, à nouveau, j'affirmais mon innocence et ma volonté de la démontrer. Il fallait donc veiller à ne pas céder à cet effet pervers qui, pour être « intellectuel », n'en était pas moins redoutable. Au fond, baisser la tête est un mouvement plus naturel pour l'être humain que celui de la tenir droite.

Nous étions le vendredi de ce que j'espérais être ma dernière semaine à la Santé. J'essayais de demeurer calme et organisé. Il fallait respecter

mon rituel et ne pas se dérégler, si proche de ce que j'imaginai être le but. La nuit précédente avait été particulièrement agitée. Un détenu s'était blessé à la tête sans que l'on sache si cela était volontaire ou non. À l'hôpital Cochin, où il fut transporté pour être soigné, le médecin avait demandé que les menottes lui soient retirées. C'est à ce moment que l'homme avait eu la mauvaise idée de tenter de s'enfuir. Une course-poursuite s'était engagée dans les couloirs de l'hôpital. Le détenu avait finalement été rattrapé et ramené à la Santé dans un grand état d'agitation. De 4 à 6 heures du matin, le malheureux n'avait cessé de protester, de hurler et de manifester son désespoir et sa colère de la façon la plus bruyante possible. Il devait se trouver au quartier disciplinaire, juste en dessous du mien. Il était difficile de dormir dans ces conditions, tant le bruit était prégnant. De surcroît, ses cris étaient déchirants. C'était assez bouleversant. Cela me conduisit à réfléchir à la misère humaine, à la désespérance profonde et au sentiment d'abandon que devait ressentir cet homme. J'ai éprouvé une sincère commisération pour lui. J'ignorais tout de ce qu'il avait fait, mais la compassion m'a paru être le sentiment le plus adapté. En tout état de cause, bien davantage que l'énervement d'avoir un voisin bruyant. La prison était en train de modifier

certaines de mes réactions naturelles. J'espérais pour le mieux...

Ce n'était pas la première fois que je sentais la prison s'agiter la nuit. La veille déjà, une bagarre assez sonore avait éclaté. Cinq détenus s'étaient acharnés sur un autre, au lieu de se sentir comme des compagnons d'infortune dont l'intérêt aurait été de se serrer les coudes. La nature de l'homme et ses penchants pour la violence et l'agressivité avaient fait que les cinq agresseurs s'étaient ligüés contre le sixième. Un surveillant me confia que ce dernier s'en était sorti à moindre mal grâce au réflexe qu'il avait eu de se protéger la tête alors que les coups tombaient de toutes parts. La violence la plus inhumaine était la réalité quotidienne de ce lieu dont on attend, à l'inverse, qu'il prépare à la réinsertion des délinquants. Cela me paraissait assez mal parti dans ces conditions. Les cinq furent condamnés à trente jours au quartier disciplinaire. Dans quel état psychologique en ressortiraient-ils ? On pouvait craindre le pire. Ni les questions posées par cette violence ni les réponses à y apporter ne sont évidentes. Je me fis la promesse d'avoir, à ma sortie, une parole désormais plus élaborée et moins caricaturale que celle que j'avais pu tenir dans le passé sur tous ces sujets.

Ce fut ce jour-ci que je reçus une nouvelle lettre d'un membre éminent du Rassemblement national, proche parmi les proches de Marine Le Pen, Sébastien Chenu. Il était résolu à m'adresser un courrier de soutien chaque semaine, aussi longtemps que durerait mon incarcération. Il s'agissait de missives assez longues, bien loin des messages s'inspirant de textos habituels. Le contenu était sensible, personnel, humain, sans considération politique partisane. On n'était plus dans l'affrontement politique habituel entre membres de formations opposées. Ces textes parlaient de la vie, des sentiments profonds et du respect qu'il portait à ma personne comme à ma famille. J'étais touché aussi bien par la profondeur que par la permanence de ces pensées. À cela s'ajoutaient la gentillesse et la délicatesse qui en émanaient. Elles témoignaient d'une personnalité sensible, capable de s'élever au-dessus des querelles politiciennes pour aller à l'essentiel des rapports humains. Je n'oublierai pas l'étonnement qui fut le mien et le bienfait que cela me procura.

Je connais de longue date Sébastien Chenu puisqu'il a milité pour moi en 2007 comme en 2012. Il a même exercé des responsabilités au sein de l'UMP que je présidais, en région parisienne, ainsi qu'à la tête du mouvement Gaylib dont il a été l'un des fondateurs. Puis, il a quitté ma formation politique, alors que je ne la dirigeais plus, pour rejoindre Marine Le Pen. Il a depuis été élu député du Nord et même vice-président de l'Assemblée nationale. Sa fidélité personnelle m'a beaucoup touché. Elle aussi était parfaitement désintéressée. Elle montrait surtout qu'en politique, contrairement à ce qui est si souvent affirmé, les rapports humains pouvaient perdurer. Des choix politiques différents ne conduisent pas nécessairement à des ruptures affectives ou à des reniements personnels. Les sentiments qu'il exprimait étaient ceux d'un Français choqué par l'injustice qui me frappait et ému par la situation humiliante, pour ne pas dire dégradante, que je devais vivre. Il m'appelait même à ne pas tourner le dos à la France et à la politique. « Nous avons besoin de votre expérience », concluait-il. J'étais heureux d'avoir un ami comme lui, courageux et sensible. Je pensais à la diabolisation dont beaucoup de ces femmes et de ces hommes sont victimes de la part d'une gauche qui n'a pas fait – c'est le moins que l'on puisse dire –

la démonstration, dans mon affaire, de la même grandeur de sentiments ou de la même hauteur de vue. Beaucoup d'électeurs actuels de Marine Le Pen et de Jordan Bardella étaient à mes côtés lorsque j'étais dans la politique active. Jamais, lorsque j'étais président de l'UMP, ni le père ni la fille n'ont été présents au second tour de l'élection présidentielle. Insulter les dirigeants du Rassemblement national, c'est insulter leurs électeurs, donc les nôtres, au moins potentiellement. On ne gagne pas la France en insultant les Français. Mon ancienne formation politique n'est pas aujourd'hui en position de force. Elle ne peut plus, en tout cas au moment présent, à elle seule espérer incarner l'avenir. Elle aura même du mal à être qualifiée pour le second tour ou, à tout le moins, celui-ci ne lui est pas garanti. Le chemin de la reconstruction peut être long, mais je suis certain qu'il ne pourra passer que par l'esprit de rassemblement le plus large possible, sans exclusive et sans anathème. Tout autre choix ne conduira qu'au repliement et à l'échec. L'alternative ne réside pas, comme je l'entends trop souvent, dans un accord ou non avec le Rassemblement national, mais dans une volonté de parler sincèrement, vraiment, profondément à ces électeurs qui ne sont plus les nôtres après l'avoir été. L'enjeu est comme toujours dans la

reconquête. Celle-ci ne peut passer par des postures qui ne signifient plus rien aujourd'hui. Cela sera le grand débat de demain. Peut-être plus tôt qu'on l'imagine si, comme je le crois toujours, des élections législatives anticipées devaient être organisées pour sortir la France de la crise politique profonde dans laquelle elle ne cesse de se débattre.

J'ai beaucoup de divergences avec les dirigeants du Rassemblement national. Nous n'avons pas les mêmes convictions en matière de politique économique, nous n'avons pas la même histoire, donc pas les mêmes références, et je note qu'il peut encore y avoir chez eux des personnalités qui posent problème. Mais les exclure du champ républicain serait une erreur et un contresens. Ils représentent tant de Français, respectent le résultat des élections et participent au fonctionnement de notre démocratie. Les considérer me semble aussi naturel que nécessaire. Tout autre comportement serait absolument incompréhensible pour des Français qui supportent de plus en plus difficilement les outrances de La France insoumise et le « cordon sanitaire factice » autour d'un Rassemblement national qui ne constitue pas un danger pour la République.

Avec la fin espérée de cette détention aussi injustifiée qu'inutile, j'eus la bonne surprise de voir les soutiens nationaux et internationaux se multiplier. Je fus particulièrement sensible aux actions menées par la classe politique bulgare. Pas moins de trois présidents bulgares, dont le chef d'État actuel, et de nombreux ministres et anciens ministres demandaient ma libération et appelaient leurs collègues européens à faire de même. J'en étais heureux et touché, d'autant que je n'avais pas compris ce long silence de leur part. En effet, je vivais cet interminable cauchemar parce que j'avais, dès 2007, voulu voler au secours des cinq infirmières bulgares et du médecin palestinien condamnés à mort par Kadhafi au motif fallacieux qu'ils auraient volontairement inoculé le Sida à plus de quatre cents enfants de Benghazi. Ces malheureuses avaient par ailleurs été violées, battues, torturées par leurs geôliers. Personne n'avait pu obtenir leur libération, pas même les cent quatorze Prix Nobel qui avaient lancé un appel en leur faveur. Leur martyre durait depuis des années. Ému par la situation dramatique qu'elles subissaient, dès le soir de mon élection de 2007, j'avais indiqué que, pour moi, ces victimes

étaient françaises, car toute personne injustement emprisonnée à travers le monde devait pouvoir compter sur la protection du pays qui avait rédigé et promu la Déclaration des droits de l'homme. Je rappelle que cette dernière a vocation à l'universalité, sans que son application soit limitée à nos seules frontières. Ces malheureuses furent finalement libérées dans les conditions que l'on connaît. C'était une merveilleuse nouvelle pour elles, et pour la France, un motif de fierté. Son engagement avait fait la différence ! On aurait aimé la même conclusion pour Boualem Sansal. À l'époque, la France n'avait pas besoin de la diplomatie allemande.

D'autres témoignages se faisaient jour, je découvrais dans la presse les déclarations du colonel François qui avait passé deux années terribles dans les prisons d'Antananarivo. Sa fille était venue me prier d'aider son père à sortir de cet enfer. Emmanuel Macron n'avait pas reçu la famille de ce pauvre homme. Ils se sentaient abandonnés. Ils avaient eu connaissance de mes liens d'amitié avec le président malgache Rajoelina. Après quelques mois d'efforts, j'avais pu obtenir son transfert vers Paris. Personne n'en avait rien su, à l'exception des intéressés. Ils m'en étaient restés reconnaissants et me le témoignaient en m'appor-

tant leur soutien, comme l'avait fait avant eux Ingrid Betancourt dont la France avait beaucoup aidé à la libération après six années d'enfer aux mains des Farc dans la forêt amazonienne. Je reçus aussi des messages émouvants de Florence Cassez, que j'avais toujours refusé d'abandonner à son sort injuste, dans les geôles mexicaines ; de même que des familles de Mia Shem et Naama Levy, les deux otages de Gaza à la libération desquelles j'avais œuvré.

Toute ma vie d'avant la Santé, j'avais attaché une grande importance à me trouver aux côtés de ceux qui avaient tout perdu en se voyant injustement emprisonnés. J'ai toujours pensé que le grand pouvoir d'un chef d'État devait être utilisé prioritairement au service de ceux qui en avaient un besoin vital. C'est pourquoi je n'ai jamais hésité à m'impliquer personnellement pour obtenir des libérations. Selon mon expérience, laisser faire le Quai d'Orsay et les diplomates n'était pas la meilleure garantie d'efficacité. C'est peu dire que mes deux successeurs, François Hollande et Emmanuel Macron, n'avaient pas ce même intérêt. Je peux les comprendre. Personne n'est obligé de prendre des risques, y compris celui d'échouer. À mes yeux, le véritable risque c'est de laisser des malheureux dans leurs geôles. Je

n'ai jamais pu supporter cette injustice. L'ironie voulait que ce soit moi, maintenant, qui devais la vivre !

L'un des moments les plus émouvants du procès devant le tribunal correctionnel fut l'audition des proches de victimes de l'attentat UTA au-dessus du désert du Ténéré en 1989. Le temps n'avait pas effacé la douleur de la perte d'un être cher. Chacun peut aisément le comprendre et partager cette légitime émotion. J'ai été bouleversé par nombre de ces témoignages. Je fus cependant affecté par la violence de certains propos à mon endroit. D'abord parce que j'avais tenu à recevoir une délégation des familles de victimes lors de la visite de Kadhafi à Paris en décembre 2007. Ce dernier m'en avait voulu et l'avait fait savoir publiquement. La rencontre avec les représentants des familles s'était déroulée dans un climat de confiance et de respect, ce dont ils s'étaient félicités en soulignant que j'étais le premier président de la République à les avoir reçus. Je pensais qu'il n'en était resté aucun malentendu. Ma

position avait été claire et transparente. Ensuite, il me paraissait difficile que l'on me reproche des relations diplomatiques avec le régime libyen alors que les familles de victimes de l'attentat avaient elles-mêmes négocié avec lui l'accord d'indemnisation à hauteur de un million d'euros pour chacune. Parler avec les représentants de ce régime n'était donc pas répréhensible. Cela était même nécessaire sur bien des aspects : contrôle de l'immigration illégale, lutte contre le terrorisme, accès à des marchés pour les entreprises françaises. Enfin, c'est grâce à l'action de la France, donc la mienne, que le dictateur avait été chassé du pouvoir. Il était impossible de trouver la moindre indulgence de ma part à l'endroit de Kadhafi. De surcroît, comme je l'ai indiqué à nouveau aux familles au cours du procès, je n'ai jamais eu le moindre contact avec Abdallah Senoussi, l'auteur de ce monstrueux attentat.

Nous étions deux jours avant la déterminante audience qui devait statuer sur ma mise en liberté. Nous avions prévu de consacrer ce samedi matin

à sa préparation. Je retrouvais au parloir mes avocats, à l'étage de l'isolement, Jean-Michel Darrois et Christophe Ingrain. Après les avoir chaleureusement remerciés de travailler le week-end et d'être venus me rendre visite tous les jours, nous nous sommes mis au travail. Nous sommes passés rapidement sur mes garanties de représentation. Qui pouvait sérieusement imaginer que je choisisse de quitter la France par crainte de la justice ? Je suis propriétaire de ma maison. Carla a sa carrière en France. Nos cinq enfants y résident. Nos quatre petits-enfants aussi. Mon cabinet d'avocats est à Paris. Mes bureaux d'ancien président également. Qui aurait pu prétendre présenter des garanties plus sérieuses ? Personne sans doute. Loin d'être un détail, il s'agissait d'une question essentielle pour envisager une remise en liberté, selon les critères de la détention provisoire applicables à ma situation.

Mes conseils souhaitaient que nous évoquions la question que pourrait poser la cour d'une éventuelle pression sur des témoins ou sur d'autres acteurs de cette affaire. J'étais étonné de leurs préoccupations. Je n'avais jamais fait le moindre écart quant à l'application de mon contrôle judiciaire lors de ces six dernières années. Pourquoi commencerais-je ? Les faits remontaient à près de

vingt ans. Les déclarations des uns et des autres avaient eu le temps d'être gravées dans le marbre. Je jouais malgré tout le jeu de la préparation la plus sérieuse possible. Je voulais vraiment mettre tous les atouts de mon côté. Ne prendre aucun risque. L'enjeu était ma liberté. Ce qui n'était pas rien. Je l'attendais avec une impatience que chacun peut imaginer. De plus, je commençais à m'inquiéter pour Carla. Elle avait tenu le choc de façon impressionnante jusqu'ici. Mais je sentais que sa résistance commençait à s'effriter. Elle était fatiguée et supportait de plus en plus mal cette séparation interminable. Lorsqu'elle me visitait, elle était capable de donner le change pour ne pas ajouter de la pression à celle que je subissais déjà. Mais je voyais bien qu'il était temps que ce cauchemar cesse. Pour ce qui, je l'espérais, devait être notre dernier parloir, elle était venue accompagnée de Giulia et de Pierre. C'était un véritable rayon de soleil. Les enfants étaient assez en forme et notre fille n'était pas impressionnée par le contexte carcéral. Nous avions au moins réussi à démystifier cet enfer pour eux. C'était aussi inespéré qu'heureux. En arrivant, Giulia me glissa : « C'est surprenant, même en prison tu arrives à être élégant ! » Dans son esprit, cela signifiait que j'avais l'air en bonne forme. Je lui répondis en souriant : « N'oublie jamais ce que

nous sommes en train de vivre. Même dans les pires moments, il faut garder sa dignité. Tout faire pour ne jamais se laisser aller. Les conséquences en seraient trop graves. » Pierre était attentif à Carla et à sa sœur. C'était beau car lui aussi souffrait sans le dire. J'avais de plus en plus de mal à faire abstraction de la colère qui me saisissait en voyant ma famille pâtir de cette épreuve injuste.

La nuit fut une nouvelle fois agitée. Vers 2 heures du matin, je fus réveillé par les échos de ce que j'ai cru être une violente bagarre. Cela dura presque une heure. Les cris et les hurlements remplissaient la cour. Il était vraiment impossible d'y échapper. Quelques heures plus tard, j'obtenais le fin mot de l'histoire en discutant avec les surveillants qui ouvraient ma cellule dès 7 heures. J'avais ainsi quotidiennement les nouvelles de la nuit à la Santé. Deux codétenus s'étaient querelés puis battus. Il avait fallu quatre surveillants pour les séparer en pleine nuit. Apparemment, ce ne fut pas une mince affaire... L'étonnant, à

mes yeux, n'était pas que l'affrontement ait eu lieu, mais qu'il n'y en ait pas eu bien davantage dans une prison dont le taux d'occupation était de 191 %. Comment cohabiter paisiblement et durablement avec un inconnu dans un espace aussi exigu qu'une cellule d'à peine dix mètres carrés ? Si on ajoute à cette réalité « géographique » le pedigree de violence des personnes enfermées, on réunit alors tous les éléments pour une explosion. C'est ce qui était arrivé. Je me suis senti, à cet instant, privilégié d'être à l'isolement. Il y avait pire que ce que je vivais. Cela m'a aidé à supporter ce nouveau dimanche de solitude presque complet.

J'appréciais de retrouver le prêtre de la Santé pour notre troisième rendez-vous. Il était au courant de ma situation singulière puisqu'il me confia avoir prié pour moi dans l'espérance de l'audience de lundi matin. Exceptionnellement, en ce dimanche, il n'avait pas célébré la messe à la Santé. Il était donc venu exprès pour me visiter. Je lui en étais très reconnaissant. Nous

ne parlâmes pas de mon affaire. Je n'y tenais pas et il ne me posa aucune question. Je n'aurais eu d'ailleurs aucune réponse à formuler. Il mit le sujet de notre échange sur le mystère du mal. Il faut bien reconnaître que le lieu était adapté pour cela. Il s'agissait en outre d'un thème inépuisable. Comme chaque fois avec mon interlocuteur, la conversation était apaisée, bienveillante et profonde. J'étais frappé par le fait qu'il ne voulait jamais imposer son point de vue. Il s'excusait presque de professer des convictions. Nous communiquâmes ensuite et nous nous séparâmes en nous promettant de nous revoir... en dehors de la Santé. Je regrettais déjà presque mes conversations avec ce prêtre.

Je parlais plusieurs fois dans la journée à Carla par téléphone. Elle était paralysée par l'angoisse du lendemain. C'était attendu et compréhensible. Je faisais de mon mieux pour lui donner de la confiance. La situation était plus dure pour elle que pour moi. J'étais dans l'œil du cyclone. Je devais tenir et agir. Elle ressentait un profond sentiment d'impuissance. Je lui conseillais de se concentrer sur ma sortie de lundi après-midi. Il faut croire que je n'arrivais pas à être particulièrement convaincant. Cependant, cela redoublait mes forces pour préparer ce rendez-vous avec mes

nouveaux juges. Je travaillais d'arrache-pied tout l'après-midi. J'étais prêt. J'avais hâte que cette nuit, qui s'annonçait interminable, soit passée. Malgré tout, j'avais l'espoir de retrouver le jour et la lumière dès le lendemain.

La presse était mobilisée et particulièrement impatiente. Les pronostics étaient pour la plupart favorables. Les demandes d'interviews en vue de ma sortie, si elle avait bien lieu, étaient innombrables. Je n'avais que l'embarras du choix. Chacun voulait être le premier à recueillir mon témoignage. Ma résolution était prise. Je ne voulais pas prendre la parole. En tout cas, pas à chaud. Tout juste envisageais-je de publier un message pour remercier tous ceux qui m'avaient écrit, témoigné leur soutien ou pris position en ma faveur. C'était largement suffisant.

La nuit passa vite. J'étais debout dès 6 h 30 ce lundi matin. Il fallait encore attendre trois heures pour l'audience. Ce temps avant le débat m'a toujours pesé et ce quelle que soit la nature de l'enjeu, judiciaire ou autre. J'aime l'action, moins sa préparation et ses conséquences. Je me sens comme un bâtisseur. Une fois le projet réalisé, je passe à un autre sans trop regarder en arrière. J'appelai Carla, alors qu'elle se rendait à la cour

d'appel en compagnie de Pierre et de Jean. C'était une nouvelle épreuve pour elle avec l'angoisse qui allait de pair. L'audience avait lieu en visioconférence pour moi dans une salle du parloir à la Santé. Les magistrats étaient au palais de justice. Deux de mes avocats se tiendraient à mes côtés, tandis que Christophe Ingrain serait devant la cour pour plaider. L'heure arriva enfin. Je n'étais pas trop stressé malgré l'enjeu qui était ma liberté. Le président commença par un geste de délicatesse en proposant que les membres de ma famille s'installent au premier rang pour que je puisse les voir à l'écran. Carla et mes deux fils apparurent. C'était émouvant. L'audience fut courte, moins d'une heure. Je dus répondre à deux questions portant sur ma capacité ou ma volonté d'influer sur des acteurs ou des témoins de l'affaire, ce que je contestai vigoureusement. La salle était bondée de journalistes au milieu desquels trônait en majesté le représentant de *Mediapart*. Loin d'être honteux d'avoir publié un document désormais considéré comme « probablement faux », il continuait à parader. L'influence qu'il exerce sur une grande partie de ses confrères est tout aussi fascinante à observer que désolante à constater.

Je fus soulagé d'entendre le représentant du ministère public demander qu'il soit fait droit

à ma demande de mise en liberté. « Il est rare de voir un prévenu devant cette cour présenter autant de garanties de représentation. » Je n'aurais pu mieux dire. Mais pourquoi me mettre en prison trois semaines auparavant alors que je présentais les mêmes garanties ? Cette question de bon sens restera vraisemblablement sans réponse. Christophe Ingrain plaida avec émotion. Il fit du droit, ce qui faisait plaisir à entendre. Après la violence des débats de première instance, j'avais l'impression d'être revenu dans une atmosphère certes pas amicale, mais au moins normale et sereine. La cour annonça qu'elle rendrait sa décision en début d'après-midi. Je remontai dans ma cellule. J'avais encore trois heures à attendre. Au fond, le processus judiciaire est fait, consciemment ou non, pour user, pour affaiblir et pour que, au bout de cette course d'obstacles, le prévenu se sente coupable. De quoi ? Cela n'a guère d'importance. Ce qui compte, c'est qu'il sente le rouleau compresseur de l'institution sur ses épaules. Faire profil bas est la stratégie, non pas que l'on vous conseille mais que l'on vous impose et que vous finissez même par vous imposer à vous-même. Dois-je préciser que ce sentiment était profondément douloureux à supporter, alors que j'étais innocent de ce que l'on était en train de m'accuser ? Je fis malgré tout une brève déclai-

ration dans laquelle je rappelai ma volonté de prouver cela, j'expliquai combien l'enfermement avait été dur à supporter, sans donner le moindre détail par pudeur, et je remerciai le personnel pénitentiaire pour son humanité.

J'essayais de tuer le temps qui me restait. N'étant pas trop superstitieux, je commençais à ranger mes affaires en vue du départ. J'étais impatient de quitter ma cellule. Puis je redescendis au parloir pour attendre la décision. J'étais assez confiant, d'autant que mes avocats m'informèrent que le périmètre de la Santé avait été intégralement bouclé en fin de matinée et que des motards de la Police nationale stationnaient dans la perspective de me ramener à mon domicile en cas de libération.

Le président annonça d'abord ses décisions dans deux ou trois affaires qui n'avaient rien à voir avec la mienne. Puis vint l'annonce me concernant. Comme attendu ou au moins espéré, je pouvais quitter la prison dès cet après-midi. Quel soulagement ! C'était une chose de l'espérer, c'en était une autre de l'entendre après ces trois interminables semaines. Je respirais vraiment. Je n'avais qu'une idée en tête : m'en aller le plus rapidement possible.

Il fallut encore attendre environ deux heures pour que l'arrêt de la cour arrive à la prison et que l'administration puisse procéder à la levée d'écrou, selon la formule consacrée. Tous les surveillants vinrent me saluer et me firent part de leur joie. L'un d'entre eux me confia avec émotion au moment où je quittais ma cellule : « Vous avez eu une grande influence sur nous. C'était important de pouvoir parler avec vous et vous voir vivre au quotidien... Votre discipline pour le travail et le sport nous a impressionnés. » J'avais le sentiment de me séparer de proches, tant ils avaient tous été attentifs et respectueux. Le directeur me ramena jusqu'à la cour. Jusqu'au bout, il fit son métier avec professionnalisme et tact. Je lui recommandai une nouvelle fois d'emmener sa femme visiter l'exposition Georges de la Tour au musée Jacquemart-André. Il me dit avec le sourire : « Je vous ai écouté. J'ai trouvé des billets pour le 30 novembre. » J'en fus touché. Je refaisais l'exact chemin inverse que lors de mon entrée, trois semaines auparavant. Pourtant, je ne reconnaissais pas les lieux. Je devais avoir été plus ému ou impressionné que je ne l'avais imaginé. Carla m'attendait dans la voiture. Elle ne sortit pas afin d'éviter les photos sauvages. Nous étions tellement heureux de nous retrouver. Je voyais le ciel pour la première fois depuis trois

semaines. Nous traversâmes la cour d'honneur dont la pente était inclinée à dessein. Autrefois, la guillotine y était installée, et le dénivelé permettait au sang de s'écouler. La barbarie ne néglige aucun détail. Cela ne me rendait pas ce lieu très sympathique.

Au sortir de la prison, le spectacle fut aussi dantesque qu'à l'arrivée. Des dizaines de caméras, de photographes et de journalistes nous attendaient. Les motards de la Police nationale nous ouvrirent le passage. J'étais entré comme un chef d'État. Je partais avec le même statut. Nous traversâmes Paris au rythme de ce cortège officiel.

C'était absolument irréel. Je venais de quitter la prison de la Santé comme un délinquant. J'étais en train de traverser Paris à vive allure au sein d'un cortège immense. Les gens m'adressaient des signes amicaux depuis les trottoirs.

En arrivant dans mon quartier, le nombre de policiers avait encore augmenté. Les rues étaient barrées. Les journalistes étaient omniprésents. Des passants étaient agglutinés derrière les barrières métalliques. J'étais heureux et, dans le même temps, je commençais à ressentir une grande

fatigue. Les enfants étaient à la maison. Nous dînâmes tous ensemble. Mon premier véritable repas depuis trois semaines. Cela faisait tellement de bien de retrouver la vie et les miens.

Je parlais assez peu. J'étais comme étourdi par l'air extérieur après ces semaines d'enfermement et d'isolement. Carla me donna le téléphone portable que j'avais laissé en entrant à la Santé. À la minute où il fut en activité, il ne cessa de vibrer. Je comptai des centaines de messages en attente. Je n'eus le courage de répondre à personne. Je me couchai tôt. J'étais encore plus fatigué qu'en prison. La nuit fut paisible. Pas de bruit. Pas de cris. Pas de menaces. Quels changements appréciables. En retrouvant Carla, je pouvais de nouveau respirer normalement. Je n'avais plus besoin d'être aux aguets et sur mes gardes. Je pouvais relâcher ma vigilance.

Au réveil, je me sentis faible et prêt à renoncer à mon premier jogging en plein air. J'étais d'autant plus enclin à cela qu'il y avait encore une bonne vingtaine de journalistes en bas de notre impasse. Je n'avais nulle envie de les affronter. Finalement, la bonne ou la mauvaise conscience me poussa à ne pas m'écouter. Je m'échappai donc de la maison par l'arrière de l'immeuble

pour éviter les photographes. Je partis en direction du bois de Boulogne. Au fur et à mesure que les minutes s'égrenaient, je me sentais de mieux en mieux. Après ces séances de sport enfermé, je n'en revenais pas du bonheur d'être en forêt, en plein air. Sentir le vent sur ma peau, c'est la liberté qui revenait. Les passants me saluaient, m'encourageaient et me disaient leur bonheur de me voir libre. Cela faisait longtemps que je n'avais pas couru le cœur si léger. Avec Carla, nous partîmes ensuite déjeuner. L'entrée du restaurant était cernée par les caméras et les photographes qui nous avaient suivis. Je ne répondis à aucune de leurs questions. J'étais cependant heureux de pouvoir montrer, grâce à leur présence, que la prison ne m'avait brisé ni physiquement ni moralement. Les clients nous applaudirent, nous entourèrent de leur soutien avec une force et une ferveur bouleversantes. La page de la prison était désormais tournée. Je voulais revenir au bureau dès le lendemain. Ma vie reprenait un cours normal. J'étais décidé à ne pas faire à mes ennemis le cadeau d'une seule minute de mon existence. « Haïssez-moi, je vis ! Enfermez-moi, je vis ! Vous ne pourrez jamais rien contre cela. » Tel était le message subliminal que je voulais adresser à mes contempteurs.

Au final, cette épreuve judiciaire si pénible m'aura ouvert les portes de cet amour dont j'ai été le réceptacle en dépit et grâce aux barreaux de cette prison. Je n'ai ressenti aucune humiliation. J'ai puisé au fond de moi une force que j'ignorais. Avec la gravité qu'imposait la situation, j'ai compris la chance de pouvoir compter sur Carla comme sur toute ma famille. Avec tous ces témoignages de Français, j'ai senti combien la France est profondément ancrée en moi et combien je lui suis attaché. Avec l'épreuve, j'ai dû réfléchir au bonheur, à sa fugacité et au prix qu'il fallait payer en retour. Les hauts et les bas si intimement liés. Rien n'est gratuit dans la vie. Tout produit son lot de conséquences. Avec ce livre, j'ai dit la vérité de mes sentiments sans les travestir. Je n'ai de compte à régler avec personne, si ce n'est avec le mensonge. Celui-ci, je le pourfendrai sans pitié et avec lui, ses auteurs.

Il me reste une promesse à tenir. Elle pourra paraître étrange, puérile, impudique mais je me la suis faite au cœur de la nuit de la Santé... Je me dois de la tenir. Si je sortais de cet enfer, j'irais à Lourdes voir les malades et les désespérés. Je

passerais la journée avec eux et m'immergerais en leur compagnie dans les piscines du sanctuaire. Quelques mois auparavant, la lecture de Zola m'avait fait découvrir Lourdes, à laquelle il a consacré un livre magnifique. Cela m'a tellement aidé de penser à ceux qui souffraient bien davantage que moi. Je leur dois, à eux aussi, d'avoir pu tenir. Cette promesse sera donc honorée comme toutes les autres. La vie qui passe et qui propose tant d'épreuves permet de renaître plus fort, plus mature, plus grave.

À la Santé, j'ai recommencé ma vie.